

50:1 من الأصل

La junte de Buenos-Aires
mise en accusation
par les partis politiques

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3.50 F

Algérie, 2 04 ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,
26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;
Espagne, 6,50 pt. ; Grèce, 60 dr. ; Israël, 10 n. ;
Italie, 1000 L ; Liban, 300 P. ; Luxembourg, 27 F ;
Norvège, 3,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,
50 esc. ; Royaume-Uni, 200 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ;
Suisse, 1,40 fr. S. ; 95 autres territoires, 26 F.

Tout des abonnements page 20.
RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Vers la paix nucléaire ?

L'engagement solennel
annoncé par M. Gromyko à
la tribune de l'ONU mardi, et
selon lequel l'U.R.S.S. renonce
à utiliser la première
de ses armes atomiques, préfi-
gure-t-elle la fin de la terreur
nucléaire, voire une nouvelle
ère de détente et de paix ?

On aimerait le croire, pen-
ser par exemple que les can-
didats qui hantent les esprits
de quelques responsables occi-
dentaux (M. Mitterrand, no-
amment), s'en est souvent
expliqué. À propos d'une
attaque subite des SS-20 sur
l'Europe, sont soudain sans
objet. On peut aussi s'inter-
roger sur les conséquences que
le geste pourrait avoir vis-à-
vis d'un pays comme la Chine,
qui a pris un engagement du
même genre dès sa première
explosion nucléaire, en 1964,
et qui pourrait un jour mena-
cer de ses gros bataillons une
Russie privée de ses « dents
atomiques ».

Les Chinois se sont
empressés de faire savoir que
ce « non-premier exploit »
soviétique « ne peut réduire
la menace militaire de
l'U.R.S.S. sur l'Europe occi-
dentale » ; les Américains ont
fait de même, affirmant qu'un
engagement similaire de
l'OTAN « équivaudrait à ouvrir
la voie à une agression
conventionnelle contre l'Eu-
rope ».

De fait, on se heurte tou-
jours au même argument de
la « supériorité » soviétique en
armements classiques. Dans
ces conditions, une agression
ne peut être dissuadée que
par la menace d'une ascension
aux extrêmes, même dans le
cas — c'est la thèse française
— où il y a disproportion des
forces nucléaires, car l'atome
est effrayant pour tout le
monde. En voulant éliminer
cette menace, Moscou donne
l'impression de vouloir revenir
au schéma antérieur à 1945,
à une situation pour laquelle ses
armes sont fort bien équipées
et qui aurait en outre l'avant-
tage de réduire la protection
américaine aux États-Unis.
Les G.I. stationnés en
Europe. La meilleure réponse
que l'on pourrait faire à
M. Gromyko serait donc de
renoncer à l'emploi en pre-
mier de toutes les armes
nucléaires ou non, de s'enga-
ger à ne jamais attaquer.

Mais de tels engagements
sont déjà prévus par toutes
sortes d'institutions interna-
tionales, à commencer par les
Nations unies. C'est la crédi-
bilité qui leur manque le plus,
et il en faut « a fortiori » de
même au niveau nucléaire,
compte tenu de l'énormité du
risque et de l'enjeu. À partir
du moment où un dirigeant
est décidé à tuer des dizaines
de millions de personnes par
l'emploi d'armes atomiques, il
n'est plus très important de
savoir s'il ajoute à cet acte
la violation de tel ou tel
traité. Pour les mêmes raisons,
il serait sans doute fait bon
marché des « zones démilita-
risées » dont on parle ici
ou là.

Le geste de M. Gromyko
donne cependant satisfaction
à une partie de l'opinion amé-
ricaine qui, sous la caution
insolite de M. McNamara,
s'avise soudain que la dis-
cussion nucléaire devient dan-
gereuse dès lors qu'elle ne
s'accompagne plus, comme
dans les années 60, d'une
confortable supériorité amé-
ricaine. Il reste à savoir si le
patronage soviétique, renfor-
cé ce court ou au
contraire aidera M. Reagan à
lui résister.

En Pologne

SOLIDARITÉ A ORGANISÉ
UNE GRÈVE A GDAŃSK

(Lire page 8.)

Le siège de Beyrouth

- Les Israéliens ne se retireraient qu'après
une « solution politique »
- Les Phalangistes resteront hors des combats

Les duels d'artillerie entre Israéliens et Palestiniens ont repris
ce jeudi matin 17 juin dans le secteur de l'aéroport international
de Beyrouth, les deux parties s'accusant mutuellement d'avoir rompu
la trêve précaire de la nuit. Selon Radio-Beyrouth, un important
incendie a éclaté dans le camp palestinien de Borj el Barajneh, situé
à proximité de l'aéroport.

À Beyrouth, un affrontement entre « forces communes », incluant
des Palestiniens et phalangistes qui se sont emparés des bâtiments
de la faculté des sciences, est présenté comme « limité » par les
phalangistes. Ceux-ci, nous câble notre correspondant à Beyrouth,
« se refusent à participer aux combats » et qualifient de « provoca-
tions » les informations israéliennes qui les associent à des attaques
contre les positions palestino-progressistes.

À Jérusalem, le général Sharon, ministre de la défense, a affirmé
mercredi que les Israéliens « resteront sur leurs positions actuelles
jusqu'à ce qu'un accord politique soit trouvé » au Liban. Il a laissé
espérer cependant que l'ensemble du cabinet ne partageait pas
ses vues.

Une guerre qui ne fait que commencer

par ERIC ROULEAU

Au douzième jour de son offensive,
l'armée israélienne n'a toujours pas
atteint les trois objectifs qui lui
ont été assignés, d'où l'impression
que la guerre du Liban n'est encore
qu'à ses débuts. Certes, un tiers
du pays est occupé, mais des poches
de résistance subsistent dans le sud
et des unités phléniennes devant les
divers accès de la capitale assiégée.

Ce ne sont pas pourtant les moyens
qui manquent pour occuper Bey-
routh et « détruire l'O.L.P. », objectif
prioritaire du général Sharon. Selon
le général Moukharrem Pales, qui se
dit « fier » d'avoir « vaincu » l'un
des héros de la guerre de six
jours, les effectifs israéliens engagés
au Liban pour vaincre les six à
sept mille todayin sont de loin su-
périeurs à ceux qui avaient mis en
déroute les quatre-vingt mille soldats
de Nasser en juin 1967, supérieurs
encore aux forces qu'avait alignées le
général britannique Montgomery face
aux partisans du général allemand
Hommel, lors de la bataille
d'El-Alamein, en 1942. Il y avait au
Liban plus de quatre-vingt mille
militaires et plusieurs centaines de
chars israéliens Merkava, dont les
performances sont réputées bien
meilleures que celles d'engins du
même calibre fabriqués aux États-
Unis, en U.R.S.S. ou en France.

Le général Sharon, héralde néan-

moins à prendre d'assaut Beyrouth-
Ouest, où sont retranchés les mem-
bres de la direction de l'O.L.P. et
quelques milliers de combattants,
palestiniens et libanais confondus.
La ministre de la défense israélienne
veut vraisemblablement éviter une
bataille qui s'annonce longue et, en
tout cas, particulièrement sanglante.

(Lire la suite page 4.)

AU JOUR LE JOUR

SECRET

En disant que la France est
« l'homme malade » de l'Eu-
rope, le bon docteur Chirac
diagnostique sans doute
l'indigence véritable du régime
français. D'ailleurs, le pourrai-
il ? Il a certes soigné jadis
la France, en collaboration
avec le docteur Ciscard d'Es-
tange, mais il était alors, nous
le savons, médecin malgré lui
d'un malade imaginaire !

Il est donc aujourd'hui tenu
au secret professionnel.

HENRI MONTANT.

Les Indépendantistes au pouvoir en Nouvelle-Calédonie

Après l'adoption par l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie
de la motion de censure déposée par les élus du Front Indépendan-
tiste (« le Monde » du 16 juin), les négociations se poursuivent, à
Nouméa, pour la formation d'un nouveau conseil de gouvernement
— exécutif local — au sein duquel les indépendantistes, majoritaires,
seraient associés aux centristes de la Fédération pour une nouvelle
société calédonienne (F.N.S.C.). Ce renversement de majorité devrait
faciliter la mise en œuvre des ordonnances arrêtées par le gouver-
nement, ainsi que le souligne Dominique Fouchin, qui avait
séjourné à Nouvelle-Calédonie avant de se rendre pour « le Monde »
au Liban.

(Lire page 8.)

Le blocage des salaires

- M. Krasucki : « Une faute politique
et une erreur économique »
- Dépôt probable d'un projet de loi

Tous les partenaires sociaux — syndicats, employeurs, pro-
fessions libérales, agriculteurs, enseignants — devaient parti-
ciper, jeudi après-midi 17 juin, à la « table ronde » organisée par
le premier ministre.

M. Mauroy, qui a reçu, mercredi, en conseil des ministres,
l'hommage du président de la République, sera entouré de
Mme Questiaux, de MM. Delors et Auroux et de représentants du
ministère du budget et de la fonction publique : il devra de
nouveau présenter son plan d'austérité et annoncer — sauf
rebondissement de dernière heure — le dépôt d'un projet de loi
permettant de bloquer les salaires. Les textes nécessaires à la
mise en œuvre des décisions gouvernementales doivent être pré-
sentés à l'Assemblée nationale de manière à pouvoir être votés,
en urgence, dès le début du mois de juillet.

À Lille, devant le congrès de la C.G.T., M. Krasucki a qualifié
le blocage des salaires d'« erreur économique » et de « faute
politique ». (Lire page 36.)

La réunion tripartite convoquée
jeudi après-midi à l'Hôtel Maitillon
révéla, pour le gouvernement, un
caractère décisif. Car elle condi-
tionne non seulement la réussite de
l'opération d'accompagnement de la
dévaluation elle-même, mais aussi
le crédit du gouvernement.

La cote de popularité de M. Pierre
Mauroy reste élevée, et il ne man-
que pas de le rappeler, mais elle
découle de sondages réalisés avant
la dévaluation.

Pour éviter que son crédit ne soit
entamé, le premier ministre a mis
en avant, mercredi à la tribune de
l'Assemblée nationale, l'« héritage ».

« Même si le gouvernement subit
objectivement les contraintes de cet
héritage, a commenté un leader so-
cialiste, il est mal venu de l'invo-
quer. » On ne saurait mieux dire.

Certes l'opinion (telle qu'elle est
photographiée par les sondages) ne
rend pas encore le gouvernement
responsable de la dégradation de la
situation économique. Mais cela ne
devrait pas autoriser le premier mi-
nistre à céder à la facilité.

Une dévaluation, le 21 mai 1981,
eût été sans nul doute imputable
aux gouvernements précédents.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 31.)

La purge

par PIERRE DROUIN

Que sortira-t-il de l'« anti-
Grenelle » ? Car c'est bien ainsi
que se présente la rencontre, ce
jeudi, de M. Mauroy et des par-
tenaires sociaux. À l'inverse de
mai 1980, c'est face à une déci-
sion de blocage des prix et des
salaires que se trouveront les
syndicats et le patronat.

Le gouvernement a le dos au
mur. Si, faute de faire admettre
bon gré mal gré tout son plan
de redressement, il est contraint
à une troisième dévaluation dans
les huit mois, ou peut-être avant,
c'est toute la crédibilité de son
programme qui saute. On passe-
rait brusquement de la Répu-
blique de la « nouvelle citoyenné-
té » à un type de gestion
sud-américaine. On ne bâtit pas
sur une monnaie de sable.

Il faut maintenant le faire
comprendre aux travailleurs.
Est-ce si difficile ? Sans doute,
toute la machinerie politique
mise en œuvre pour conquérir le
pouvoir a été tournée jusqu'ici
vers l'idée que le changement
vers le mieux (moins d'inflation,
moins de chômage) était à notre
portée, si l'on voulait bien mener
une action différente de celle du
gouvernement précédent.

Mais le climat général est tout
de même moins mauvais qu'on

ne le pense pour faire accepter
une « purge ». Un récent sondage
publié par le Journal du diman-
che l'a manifesté. Une large ma-
jorité de Français pensent que
le temps est venu d'accepter une
certaine austérité.

Is ne sont pas masochistes.
Simplement, ils savent qu'il est
désormais dans la vie d'une
nation ou dans la vie tout court
où des sacrifices sont nécessaires
pour repartir du bon pied.

(Suite de la page 32.)

Après que le gouvernement
a envisagé de le supprimer

L'OPÉRATION T.Y.A.

AURA BIEN LIEU LE 1^{er} JUILLET

Lire page 32

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

L'heure du compromis

La phase de consultations sur l'avenir de l'enseignement privé, engagée
le 25 janvier, par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, vient
de s'achever. Il doit maintenant présenter ses conclusions au gouvernement
avant d'élaborer le projet qui servira de base aux négociations.

Loin d'être à la guerre, l'heure est
au compromis. Même si, de part et
d'autre, on mobilise les troupes.
Deux « camps forts » ont rassemblé
cent mille personnes à Pantin le
24 avril à l'initiative des associations
des parents d'élèves de l'enseigne-
ment libre (APEL) d'Ile-de-France,
beaucoup plus du double le 9 mai
au Bourget pour fêter le centenaire
des lois laïques en présence du
chef du gouvernement et de sept
ministres.

Avant ces deux manifestations,
M. Alain Savary, ministre de l'édu-
cation nationale, avait déjà consacré
l'essentiel de son temps aux consulti-
gations ouvertes le 25 janvier sur ce
dossier, phase préalable à la mise
au point du projet gouvernemental
qui sera l'objet de négociations
avant d'être soumis au Parlement.
Aucun des nombreux interlocuteurs
du ministre n'a cependant pu percer
ses intentions.

Dans ce climat d'attente, les dis-
cours prononcés au Bourget par
MM. Pierre Mauroy et Alain Savary

ont marqué une étape. Tous deux
ont voulu pour apaiser tant leurs
alliés — qui ont pu en concevoir
une certaine amertume — que leurs
adversaires. Pour affirmer leur vo-
lonté de ne pas compromettre le
point scolaire, de maintenir la liberté
d'enseignement sensé pour autant
conserver « les formules actuelles »,
de construire surtout « l'école de
demain ».

Changer les formules actuelles
c'est s'attaquer en priorité à la
« loi Guéhenry », préparée et votée
à la hâte par le précédent pouvoir
avant les élections législatives de
1978 dans le crainte précipitée
d'une victoire de la gauche. Il fal-
lait, selon l'expression d'un délé-
gué de ce texte, « déboulonner la
loi Debré ! ».

CATHERINE ARDITTI.

(Lire la suite page 15.)

(1) Du nom de M. André Bou-
loche, ministre socialiste de l'édu-
cation nationale en 1959.

هنا من الأصل

Le Monde

étranger

L'invasion du Liban par Israël

A mesure qu'apparaissent la brutalité de l'intervention israélienne au Liban et l'ampleur des massacres et des dégâts, les appels à une cessation des hostilités et les condamnations se multiplient dans le monde.

● A TUNIS, M. Kibbi, secrétaire général de la Ligue arabe, a demandé au président Reagan, à M. Brejnev et à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, de « mettre fin au massacre » des Palestiniens et des Libanais par Israël. Il souligne que les États-Unis sont « le seul pays capable de faire pression sur Israël ».

● LA LIBYE a demandé à la vingt-huitième

session du conseil des ministres de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), réuni mercredi 16 juin à Tunis, d'adopter « l'arme du pétrole ». Notre correspondant nous signale que les ministres ont estimé qu'il appartenait à une instance politique de se prononcer. La question sera donc soumise aux ministres des affaires étrangères dont la réunion a été reportée à deux reprises au cours des dix derniers jours.

● A RYAD, les dirigeants saoudiens se sont entretenus avec plusieurs responsables américains : le vice-président Bush, le sénateur Percy, président de la commission des affaires étran-

gères au Sénat, et M. Weinberger, secrétaire à la défense. Le prince Saoud Al Faycal, ministre des affaires étrangères, a formulé une mise en garde en déclarant : « Si l'administration Reagan donne l'impression d'être impuissante à contraindre l'agression de l'État d'Israël, l'Arabie Saoudite sera contrainte de prendre les mesures nécessaires pour contraindre Israël à appliquer les résolutions de l'ONU ».

● AU CAIRE, répliquant à l'opposition, M. Boutros-Ghali, ministre d'État chargé des affaires étrangères, a déclaré que l'Égypte ne rompra pas ses relations avec Israël. Pour sa part, M. Kamel Hassan Ali, chef de la diplo-

matie égyptienne, a eu à Washington un entretien de trois heures avec M. Haig.

● A NEW-YORK, les délégations arabes à l'ONU font campagne pour qu'un nombre suffisant de délégations s'abstiennent de venir dans la salle de l'Assemblée générale, où M. Begin sera le premier orateur vendredi 18 juin, de sorte que l'absence de quorum empêche l'ouverture de la séance.

● A TEHERAN, à l'issue d'une rencontre avec une délégation libyenne dirigée par le commandant Jalloud, l'agence de presse iranienne a annoncé que les deux pays vont créer une « armée de libération islamique ».

« Je rêve d'un traité de paix avec un gouvernement libanais libre et souverain » déclare le ministre israélien de la défense

De notre correspondant

Jérusalem. — En déclarant, avec une nuance de regret, « la capitale libanaise n'est pas assise », le ministre israélien de la défense, M. Sharon, a voulu vouloir lever le doute qu'il avait lui-même émis que M. Begin, entre autres les jours précédents à propos du sort réservé à Beyrouth.

An cours d'un débat télévisé mercredi soir, il a indiqué, contrairement à ce qu'il laissait entendre

jusqu'alors, que le conseil des ministres avait décidé de donner l'ordre à l'armée de camper sur ses positions et de ne pas faire de mouvement vers le bastion qui constitue Beyrouth-Ouest. Il a précisé que cette décision avait été prise à la majorité, pour faire comprendre de cette manière qu'il avait été mis en minorité

sur ce point. Mais, en dépit des rumeurs de pressions américaines destinées à empêcher la percée israélienne vers le centre de Beyrouth, M. Sharon semble tout à fait sûr de lui. Il a déclaré que l'armée israélienne ne doit pas s'employer directement à « faire le travail », il faisait évidemment allusion aux milices phalanges.

Durant une des dernières réunions du cabinet, M. Sharon aurait émis ce vœu, signifiant que l'armée israélienne pourrait apporter une aide aux phalanges afin que celles-ci réduisent défen-

nitivement les forces palestiniennes retranchées dans les quartiers sud et ouest de Beyrouth. Mais plusieurs ministres lui auraient fait part de leur désapprobation ou de leur scepticisme.

Dans son discours du 17 juin, le quotidien Haaretz doute en effet que la résolution du gouvernement de ne pas laisser l'armée intervenir dans Beyrouth. Il espère ardemment qu'il n'y aura pas de « massacre » dans la capitale et que les phalanges ne se lanceront pas dans l'opération de « nettoyage ».

M. Abou Iyad, « numéro deux » de l'O.L.P., dément l'intention prêtée à M. Arafat d'accepter des négociations sous l'égide des États-Unis

Une rencontre, mercredi soir, entre M. Arafat, le chef de l'O.L.P., et M. Charles Wazzan, le premier ministre libanais, a donné naissance à une série de rumeurs concernant l'intention prêtée à l'O.L.P. de déposer les armes dans le cadre d'éventuelles négociations sur l'avenir du Liban qui se tiendraient sous l'égide des États-Unis.

Selon des sources libanaises, M. Arafat, qui était accompagné de M. Hani El Hassan, un de ses principaux conseillers, aurait émis cette possibilité lors de sa rencontre avec M. Wazzan. La télévision libanaise, pour sa part, a affirmé que des propos dans ce sens avaient été tenus par M. Hani El Hassan lui-même. Assurant que la rédaction de l'O.L.P. était hors de question, il aurait toutefois déclaré : « L'O.L.P. est prêt à ouvrir un dialogue avec les États-Unis ».

Labadi, principal porte-parole de l'O.L.P., a démenti l'information affirmant qu'elle était fondée sur une « version déformée » des propos tenus par M. Hani El Hassan. M. Abou Iyad, le « numéro deux » du Fatah, a de son côté parlé de ce sujet de « propositions américaines ». « Il est absolument faux que les dirigeants palestiniens songent à établir des contacts avec les États-Unis ou de leurs ambassadeurs dans la région », a-t-il dit, ajoutant : « Nous rejetons toute négociation ou prise de contact avec les États-Unis au moment où nous sommes en train de combattre l'occupation israélienne de nos territoires arabes avec le soutien américain. La direction palestinienne, qui mène le combat contre l'ennemi, ne peut pas que jamais que les États-Unis, grâce à leur machine militaire, économique et de propagande sont les premiers respon-

UN REPRÉSENTANT DE L'O.L.P. EN ITALIE ASSASSINÉ À ROME

Rome (A.F.P., Reuters). — M. Hussein Kamel, membre important de la représentation de l'O.L.P. en Italie, a été tué ce jeudi matin 17 juin à Rome par l'explosion de sa voiture piégée.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, M. Kamel était rendu en compagnie de M. Yemur Amad, responsable de l'O.L.P. à Rome, sur les lieux de l'assassinat de M. Hani Matkar, un étudiant en médecine de nationalité libanaise, tué par balles au moment où il allait à l'école. M. Kamel avait fourni des indications sur l'activité de l'étudiant et sur ses éventuels meurtriers aux policiers enquêtant sur l'affaire.

Égypte

● CINQUANTE EXTREMISTES RELIGIEUX ARRÊTÉS. Cinquante personnes appartenant à l'organisation extrémiste musulmane El Takfir Oual Hegra ont été récemment arrêtées, a déclaré dimanche 16 juin M. Hassan Abou Bacha, ministre égyptien de l'Intérieur.

Le ministre a ajouté que les forces de l'ordre avaient jusqu'à présent démantelé plus de trente organisations intégristes religieuses. — (A.F.P.)

UN BRAN DE L'O.L.P.

M. Arafat a adressé, mercredi 16 juin, un message au secrétaire général de l'ONU « décrivant en détail les ravages causés au Liban par l'agression israélienne contre les peuples palestiniens et libanais », rapporte l'agence Wala.

Dans des messages similaires à M. Fidel Castro, au roi d'Arabie Saoudite et au président de l'Organisation des États arabes, M. Arafat a déclaré que, selon les milieux, il a indiqué que, « selon les premières estimations, l'agression israélienne a fait trente mille tués et blessés, dix mille portes disparus et plus de huit cent mille sans abri ».

De source autorisée auprès du Comité international de la Croix-Rouge à Beyrouth, on affirme que l'invasion du Liban aurait fait trois cent mille sans abri et non six cent mille, comme annoncé récemment par le C.I.C.R. On ajoute que les premières estimations reposaient sur des indications fournies par la Croix-Rouge libanaise et que, depuis, de nombreuses personnes, avant d'être envoyées à l'extérieur, étaient rentrées chez elles.

FRANCIS CORNU.

● M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., a déclaré, mercredi 16 juin, au cours de l'émission de France-Inter « Face au public » : « Si Israël a voulu se livrer à une agression permanente, je crois que les morts qui ont été provoqués par cette agression, par cette attaque, nous interpellent. Tous les pays du monde devraient avoir pour vocation de trouver une conciliation possible entre les Palestiniens et les Israéliens. Le problème est éternel. Mais c'est un dossier sur lequel tous les partis politiques peuvent être appelés par le ministre des affaires étrangères et le premier ministre pour « trouver un consensus ».

● A la fin du débat, M. Sharon a affirmé que l'intervention au Liban contre l'O.L.P. n'avait pas pour but de créer un État d'Israël à Gaza. Les conditions d'une acceptation résignée du principe de l'autonomie et que l'on n'avait pas cherché à contraindre ainsi les Palestiniens dans ces territoires à participer aux pourparlers. Mais on constate que l'administration israélienne est en place contre laquelle la population de Cisjordanie et de Gaza s'est rebellée au début du printemps.

Ariel Sharon : Un stratège du baroud

De notre correspondant

Jérusalem. — En pleine nuit, à la tête de ses troupes, aux portes de Beyrouth... L'espèce d'un instant — très bref car il est pressé — M. Ariel Sharon a dû apprécier l'image qu'il donnait de lui-même. Une nouvelle touche à une légende déjà bien établie. Partout, au Liban, dans un conseil des ministres ou sur les collines « de Judée et de Samarie », qu'il prétend à la tête pour en achever la conquête, M. Sharon est toujours le même : un baroudier au front baissé, le regard en alerte, au ras des épaules, les poings dans les poches d'un étroit blouson, son uniforme l'avait, pour envelopper de pesantes rondouilles qui, loin de le ralentir, semblent assurer son élan. Bien des Israéliens, même à se reconnaître dans cette silhouette de l'homme obstiné, « Art » est célèbre pour sa démarche pesante. Un de ses amis, chef d'admiration, précise : « Celle d'un ours » — qui amuse et inquiète.

A cinquante-quatre ans, il continue d'avancer, comme une machine, irrésistiblement, comme une trajectoire, lorsqu'il fut le plus jeune général de l'armée. Sa carrière est une succession de coups de force. Au début des années 70, mission impossible, il « pacifia » soudainement la poudrière des camps palestiniens de Gaza. Puis son rôle fut de reconstruire la ligne de la Sinaï, il ordonna les colonnes stratégiques de la région de Yamit, avec Dayan. Comme ce dernier, il est un partisan convaincu des « faits accomplis ». Furieux de n'être pas nommé chef d'état-major, on se méfia déjà de lui. — Il quitte l'armée pour se lancer aussitôt dans la politique. En quelques semaines, il devient le principal artisan de la réunification de la droite. Le Likoud est fondé ; il ne gagnera pas les élections de 1973, mais le vote du succès est déjà tracé.

Puis vient la guerre de Kippour. Le Liban et son armée vacillent. Pas lui. Il passe à l'attaque, à la limite de la débordance. Il franchit le canal et prend les Égyptiens à revers. On l'accuse. Ses hommes le suivent en erreur : « Vive le roi Artik ! » Après le roi David, seul Menahem Begin aura pu tard droit à ce titre.

Héros toujours indiscipliné, il se brouille avec le Likoud au moment où celui-ci s'apprête à repartir au scrutin historique de 1977. Un faux pas vite rattrapé. Il rejoint M. Begin, qui peut difficilement se passer de cet individualiste. Personnage tous terrains, il devient ministre de l'Agriculture, mais s'occupe avant tout d'« implanter ». En quelques jours et en secret, il fait pousser dans le Sinaï, comme des champignons, une dizaine de fausses colonies pour tenter d'empêcher l'abandon de la péninsule au moment où Sadate offre tout à coup la paix à Israël.

Jouer avec le feu

Le premier ministre a une dette à son égard et doit lui donner le portefeuille de la défense contre l'avis général et malgré ses propres hésitations qui s'avèrent dures de mola. M. Sharon a la défense, c'est tout. M. Sharon a le feu. M. Begin n'a-t-il pas reconnu que cet homme est capable d'utiliser l'armée pour le renverser ? Oui, mais il l'a fait. M. Sharon est redoutable, elle n'en est pas moins indispensable. On lui pardonne bien des choses : son fameux « rana » dans le Néguev, son comportement envers les autres ministres — il est même un jour taxa le premier ministre d'« impuissance ». On a parfois honte de lui. Les dirigeants libanais se plaignent de lui, mais ils savent qu'il leur faut lui. Mais voici pour il était encore à Washington et la maison Blanche aujourd'hui n'a-t-elle pas, en fait, soutenu sa campagne au Liban ?

L'endosse de M. Sharon sert l'idéologie de M. Begin. M. Sharon, lui, n'en a aucune. On dit même qu'il est sans principes. L'O.L.P., un Etat palestinien ? Il n'est pas résoluement contre, pourvu que ce soit en Jordanie. Il compte même à ses intimes qu'il était le roi Hussein d'éluder discrètement le roi Hussein à chasser les organisations palestiniennes en 1970. Le Grand Israël, les grandes idées, ce n'est pas son affaire. Se lui est simple : celle du plus fort. Israël est puissant et doit profiter de son avantage, quand cela coïncide avec les intérêts des États-Unis et si les Américains ne s'en rendent pas compte, il pense pouvoir leur forcer un peu le main comme il le fait souvent avec ses collègues du gouvernement. Se déterminant à emporter l'adhésion. C'est ainsi que le Liban a été envahi. Ses projets ne s'arrêtent pas là. Israël, selon lui, a les moyens d'une stratégie ambiguë de l'Afrique au Golfe persique, mais on n'en est pas encore là.

M. Sharon a toujours semblé aller trop loin mais cela lui a jusqu'à présent assez bien réussi — comme d'ailleurs à lui fait depuis longtemps. Voilà qui fait trembler ses adversaires et aussi ses partisans car ils craignent que l'aventure libanaise ne lui serve de tremplin politique. — F. C.

Une affaire très catholique

Henri Guillemin
L'affaire Jésus

Lire au Seuil de l'été

Bravo Henri Guillemin !
Pour passer sur notre société
et notre Église un pareil
coup de vent d'indépendance
et d'humilité !

Gérard Bessière

Pensées de Machiavel

Race et couleur en pays d'Islam

La grève des ovalistes

La crise juvénile

PAYOT

APPEL AUX CROYANTS CONTRE LES MASSACRES AU LIBAN

Au lendemain de l'intervention israélienne au Liban — intervention qui a fait des milliers de victimes innocentes — un groupe de recherche spirituelle, qui réunit à Paris des chrétiens et des musulmans, appelle les croyants des trois communautés issues d'Abraham, ainsi que tous les hommes de bonne volonté, à apporter leur soutien aux propositions suivantes :

1) Au Proche-Orient, comme partout ailleurs dans le monde, il ne pourra pas y avoir de paix véritable et durable si les États ne respectent pas les décisions des Nations unies.

Nous demandons aux gouvernements, aux partis politiques et aux Églises de s'exprimer et d'agir en faveur du respect de ces décisions au Liban, en Palestine et à Jérusalem, avec autant de fermeté et de vigueur qu'ils le font à propos de la Pologne et de l'Amérique latine.

2) Au Proche-Orient, comme partout ailleurs dans le monde, il ne peut y avoir de paix véritable et durable si l'on ne cherche pas la vérité et la justice. Or la Palestine est privée du droit inaliénable d'avoir une patrie.

Nous demandons aux responsables politiques et religieux de notre pays de s'exprimer et d'agir pour que cette vérité soit enfin reconnue et cette injustice réparée.

Nous invitons ceux et celles qui sont d'accord avec ce texte à nous envoyer leur signature.

Groupe de réflexion spirituelle

chez Régine PHILIPPE-BAHLY

57, avenue de Suffren 75007 PARIS

Premières signatures : Albert ASSOULINE, Moulay BAITL, Véro-

nique BOURGEOIS, Ahmed FOUATTI, M. Robert GODRAU, M. et

Mme JANOT, Mme LADON-REBIK, Étienne de LAVERGNE, M. et

Mme MICHEL, Michel MALHERBE, Marie MENAGER, Raymond

OFFROY, Régine PHILIPPE-BAHLY, RAMATOUILLAS, Claude ROUX,

Philippe de SAINT-ROBERT, Moulay SSANDANI, M. Moïse SLIM,

N. Simeon TE, Eva de VITRAY-MONTELOVICH.

Une guerre qui ne fait que commencer

(Suite de la page 3)

M. Arafat et ses compagnons, pris au piège, n'ont plus d'autre choix que de se battre jusqu'au bout, à moins qu'ils ne se résignent à une capitulation — jugée pour l'instant hautement improbable — qui mettrait un terme au mouvement national palestinien dans sa forme actuelle. Ayant dû mettre à feu et à sang des villes comme Tyr ou Salda — pour les occuper, — tuant des milliers de personnes, le général Sharon se rend compte que la bataille de Beyrouth coûtera beaucoup plus cher tant à la population, dans laquelle sont impliquées les diverses milices, qu'aux forces israéliennes.

« Détruire définitivement l'O.L.P. » n'est pas un objectif simple à atteindre. L'opération devrait logiquement se poursuivre ailleurs que dans la capitale libanaise et sous diverses formes pour neutraliser les quelque quatre cent mille Palestiniens qui résident dans ce pays. Même privés de leurs dirigeants, ces derniers s'écarteront, tôt ou tard, une nouvelle « armée d'occupation » : des guérilleros, des terroristes et des éléments subversifs que le gouvernement de M. Begin prétend éliminer définitivement. Et, comme le laisse entendre naguère le général Sharon, Israël serait peut-être obligé de réoccuper en Syrie, voire plus loin en Jordanie, une bonne partie de ses réfugiés à moins qu'ils ne soient parqués dans des camps sous surveillance.

Le ministre israélien de la défense préférait donc, et de loin, que les phalangistes libanais se chargent de cette tâche, déplaçant entre toutes. Depuis que les unités syriennes de la FAD (Force arabe de dissuasion) ont été mises hors de combat, les milices chrétiennes devraient pouvoir l'emporter sur leurs adversaires palestiniens.

Les ambitions de M. Bechir Gemayel

Leur passivité témoigne peut-être de l'embarras dans lequel est plongé le commandant en chef des « forces libanaises » (les Phalangies), M. Bechir Gemayel, tout décidé qu'il soit à se débarrasser des Palestiniens, il hésite à s'engager dans une entreprise qui l'accablait forcément comme un auxiliaire de l'occupant israélien, comme un autre Saad Haddad, le commandant

libanais à qui M. Begin a confié la gestion de l'enclave chrétienne sur la frontière septentrionale de l'État hébreu. M. Gemayel est d'un tout autre calibre et nourrit des ambitions à l'échelle nationale. Il veut être le prochain président de la République et, pour cela, il aura besoin tout autant des voix de ses compatriotes musulmans que de celles des chrétiens. Et il ne se sent pas peu nombreux, qui ont été choqués par la brutalité de l'intervention israélienne. La Liban de demain qu'il entend diriger a, d'autre part, besoin d'être crédible aux yeux du monde arabe s'il ne veut pas être un autre « ghetto » confessionnel dans la région.

Le général Sharon, cependant, ne paraît ménager ni les intérêts à long terme ni les susceptibilités de son « allié », M. Bechir Gemayel. Ses troupes se dirigent vers le mont Sannine, à l'est de Beyrouth, et occupent sur leur passage des localités chrétiennes, telles Broumana et Baabda, où y stationnent, sans tenir compte des milices phalangistes qui les combattent. Chat échaudé craint l'eau froide. L'armée syrienne, elle aussi accablée en « libération » par M. Gemayel et ses amis, en 1978, avait commencé par mettre au pas les « palestino-progressistes » avant de retourner ses canons contre les positions chrétiennes.

L'idéal pour les dirigeants conservateurs aurait été la constitution d'un « comité de salut national », tel que l'a proposé, le premier, M. Gemayel pour prendre langue avec les libanais en vue d'obtenir l'évacuation de « toutes les forces étrangères ». Mais la formation de ce comité a été entravée par des divergences sur sa composition et ses objectifs. La gauche souhaite l'élargir à diverses autres tendances, notamment à celles représentées par le chef du Plo national, M. Raymond Eda, et l'ancien président de la République, M. Soliman Franjieh, tous deux opposés aux phalangistes bien qu'étant des chrétiens de droite. Le Mouvement national présidé par M. Jumblatt insiste en particulier pour que le « comité de salut national » se charge de mobiliser la population pour résister à l'invasion israélienne. M. Gemayel, pour le moment, rejette ces deux conceptions en soutenant que le consensus devrait viser la « triple occupation », palestinienne, syrienne et israélienne. Et pour cause : l'élimination de ces trois

forces donnerait à ses milices une

puissance hégémonique au Liban.

En attendant que le bunker de l'O.L.P. à Beyrouth soit détruit, d'une manière ou d'une autre, Teshal poursuit, d'une autre manière, son offensive contre l'armée de Damas, malgré le cessez-le-feu conclu. Elle se déplace à l'est de la capitale mais aussi vers le nord, vraisemblablement pour inciter les Syriens à se replier derrière leur frontière. Dans ce secteur encore, les choses ne sont pas tranchées. Selon des informations concordantes, l'état-major de Damas dépêche depuis quarante-huit heures des renforts vers des positions situées sur la route empruntée par les libanais, en particulier près du mont Sannine, et aussi à Hazmieh, à Kahala et à Aley. Depuis l'« avertissement » adressé par Moscou à Jérusalem et à Washington, le président Assad paraît reprendre courage et serait décidé à ne pas évacuer le Liban.

Un dilemme supplémentaire se

pose dès lors au général Sharon : renoncer à « chasser les Syriens », son deuxième objectif, reviendrait à remettre en cause sa stratégie ; poursuivre son offensive l'entraînerait à envahir l'extension du conflit en territoire syrien libanais. En effet, les manœuvres de Teshal seraient sérieusement entravées si les rampes de lancement de fusées soviétiques, massivement implantées de l'autre côté de la frontière libanaise, étaient pas détruites. Compte tenu de ce scénario, que Moscou se serait engagé à déployer en cas d'agression contre le territoire syrien, la crise internationale qui s'ensuivrait risquerait d'inciter les États-Unis à exercer de fortes pressions sur Jérusalem pour arrêter l'offensive.

On serait alors bien loin du troisième objectif d'Israël, celui de conclure une paix séparée avec un gouvernement libre et indépendant installé à Beyrouth.

ERIC ROULEAU.

L'ACTION DES « GRANDS » ET LES PROBLÈMES RÉGIONAUX

Vers un partage du Proche-Orient ?

Justice doit être rendue au Quai d'Orsay : le ministère des relations extérieures était parfaitement au courant et ne doutait pas depuis plus de six mois qu'il se préparât à envahir le Liban (le Monde du 20 février).

Le gouvernement de Jérusalem n'attendait qu'une occasion qui « justifiait » l'opération. Ce fut l'attentat de Londres. Jusque-là, les événements se déroulaient conformément au scénario maintes fois décrit par M. Cheysson dans ses conversations diplomatiques et qui amena le ministre à lancer le 2 janvier au Caire un « appel solennel » : « Ne laissez pas le décompte politique du Proche-Orient dans Super-Grands. Voyez ce qu'il a donné en Europe. Penchez-y sans cesse. Il faut que vous fassiez la paix entre nous (Arabes et Israéliens) quelles qu'en soient les difficultés. »

Un front retenu d'abord sans attention, le seul actif à l'époque : l'Irak était en train de perdre la guerre contre l'Iran, ce qui fut confirmé depuis et ce qui met l'O.R.S.S., déjà alliée de la Syrie, en bonne position pour arbitrer la paix et pour étendre son influence dans toute la région.

L'ouverture du front libanais n'était pas encore effective mais paraissait déjà inévitable, tant la tension était grande pour Israël de se doter d'une frontière « sûre ». Il en avait les moyens et en fait la démonstration. En face ne se trouvaient qu'une armée libanaise symbolique, des Palestiniens qui n'ont ni l'organisation ni l'équipement (aucune force armée) d'une véritable armée, et des « casques bleus » qui ne sont pas des forces combattantes. La seule armée en mesure de combattre sur terre et dans les airs est l'armée syrienne mais la Syrie est isolée et n'a qu'un allié : l'O.R.S.S.

Ainsi la stratégie israélienne conçue pour assurer au pays la sécurité risque-t-elle de conduire à un double partage : partage du Liban, soit par un accord tacite soit par un accord imposé, entre

Israël et la Syrie — c'est déjà presque fait : partage du Proche-Orient entre une zone sous influence soviétique au nord et une zone de pays arabes modérés au sud.

Pour Israël, dans la mesure où son objectif immédiat, et secondaire, n'est pas apocalyptique. D'abord parce qu'il aura éliminé et renforcé son glacis et élargi les menaces arabes de ses centres viraux ; ensuite parce que, si ce partage pouvait être consolidé par une sorte de « Yalta du Proche-Orient », Israël, dont le destin au sud est déjà garanti par la présence de l'armée américaine (c'est à ce prix qu'il a accepté d'évacuer le Sinaï), aurait ses autres frontières garanties par un accord des Grands. Israël se trouverait ainsi dans la situation (qu'il peut juger enviable en regard de celle qu'il connaît) avant la guerre de six jours de l'Allemagne fédérale.

Israël serait cependant le seul bénéficiaire d'une situation qui comporterait des risques considérables. Le Proche-Orient deviendrait le terrain d'une confrontation directe entre Américains et Soviétiques, sans qu'aucun des problèmes régionaux soit résolu. Le Proche-Orient deviendrait tout entier à l'intérieur et à l'extérieur du Grand Israël : les États du Golfe, qui disposent de ressources vitales pour l'Occident, aussi considérables que convoitées, deviendraient encore plus fragiles ; enfin et surtout, la confiance des pays arabes modérés envers les États-Unis, déjà très ébranlée au cours des dernières années, risquerait de s'effondrer si l'agression israélienne contre le Liban — la mot de M. Milner — restait sans conséquence de la part des États-Unis.

La politique française est tout autre. Elle consiste à garantir les frontières arabo-libanaises, desquelles auront pu être définitivement négociées sur la présence de forces internationales. Mais après le coup que viennent de porter les Israéliens au principe même des « casques bleus », force morale mise pour la première fois dans l'impossibilité d'accomplir sa mission par une armée organisée, peut-on encore en parler autrement qu'au passé ?

MAURICE DELARUE.

LIBAN MÉDECINS SANS FRONTIÈRES ÉTAT D'URGENCE

Depuis une semaine, des enfants, des femmes et des hommes souffrent au Liban.

Nos équipes chirurgicales sont en place sur le lieu des combats.

Depuis une semaine des infirmières, des médecins, des chirurgiens opèrent sans discontinuer.

D'autres sont en route pour prendre en charge les réfugiés. Pour pouvoir continuer, nous avons besoin de vous. Vite.

BON A DÉCOUPER :

CI-joint francs représentent ma participation à l'action des Médecins sans Frontières au Liban.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

Par chèque bancaire à l'ordre de M.S.F., 161, bd Lefebvre, 75015 PARIS.

Par C.C.P. à l'ordre de M.S.F., C.C.P. n° 3376971 LA SOURCE.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction
secrétariat médical

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél : 387.58.83 Métro : Liège - Europe - St-Lazare

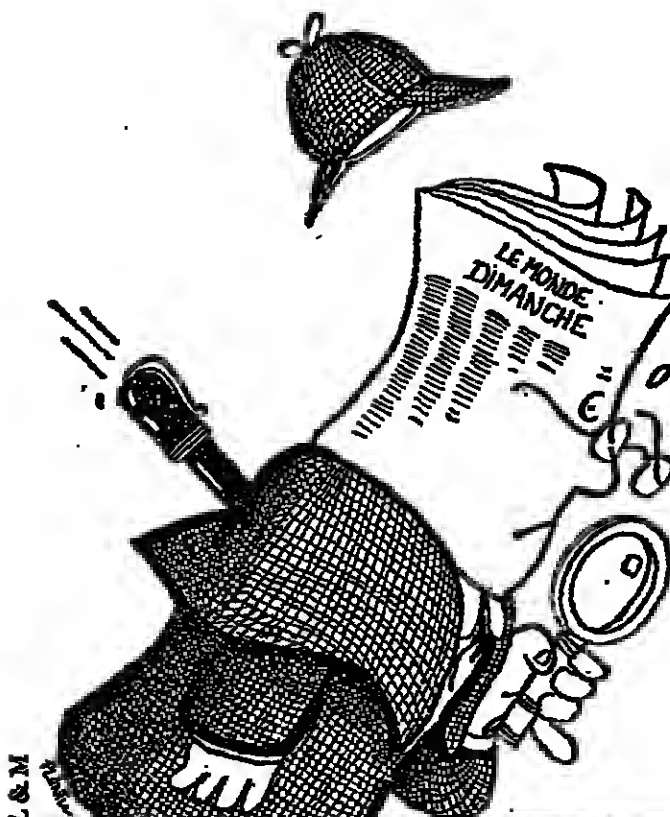
APPEL URGENT DE L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

La sauvagerie de l'agression déclenchée par Israël au Liban a déjà fait des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés et de sinistrés.

Révoltés par ce massacre, des Français chaque jour plus nombreux veulent exprimer leur solidarité avec les peuples libanais et palestiniens qui en sont les victimes.

L'A.M.F.P. lance un appel urgent à la solidarité. Il faut envoyer au Liban des équipes médicales (chirurgiens, anesthésistes, etc.), une première équipe doit partir incessamment. Il faut envoyer plusieurs tonnes d'antibiotiques et de matériel chirurgical (biogaz, matériel de transfusion et de réanimation, sérum, plasma, etc.). Il faut de l'argent et des énergies bénévoles. Envoyez vos dons, vos candidatures ou vos propositions à l'A.M.F.P. :

14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél. 530-12-08
C.C.P. La Source 34 521 83 N



DIMANCHE: LE MONDE ENQUÊTE...

...sur la mort des "Dix Petits Nains"

Une intrigue policière de Pierre-Jean Rémy, où la fine fleur de nos

intellectuels, cogitant dans un séminaire au sommet, disparaît tragiquement.

Un suspens en 12 épisodes,

chaque semaine dans le Monde
Dimanche d'été, du 20 juin au 5 septembre.

Le Monde
DIMANCHE
Le Monde Dimanche de l'été

سنة ١٤٠٣ هـ

PAR ISRAËL

Beyrouth-Ouest attend l'assaut...

De notre correspondant

Beyrouth. — En état de siège, la zone occidentale de la capitale libanaise attend l'assaut des forces israéliennes. Les miliciens du Mouvement national libanais, notamment les combattants du front de la résistance, sont en état de combat. Mais ils sont débordés et d'ailleurs, qui contrôle quel à Beyrouth-Ouest ?

En même temps qu'ils reprennent leur souffle, les Beyrouthins font leurs comptes : mettant bout à bout les éléments dont ils disposent, ils en arrivent à la conclusion que l'assaut contre les camps palestiniens et donc les quartiers arabes — Jnah, Hamlet, et El Beita, l'université arabe, Chayk, Port des pins, est inévitable.

En effet, l'encerclement des camps est total, et il suffira de quelques heures, au jour, le verrou de Khadé. Certains, les palestiniens progressistes ont su y faire une bataille acharnée, mais ils n'ont pas réussi à empêcher le mouvement de la résistance active aux combats de la milice libanaise.

Or celle-ci serait tentée de se désengager. Selon des rumeurs qui circulent ici, elle aurait refusé de laisser installer des pièces d'artillerie palestiniennes dans les quartiers arabes de Chayk et Borj Branch, pour ne pas avoir de riposte israélienne. Amal tient la région d'Ouzai et de Chyah, dernier rempart entre Khadé et les camps. S'étant bien battus ces derniers jours, la milice libanaise ne peut plus encourir le reproche de lâcheté ou de collusion avec l'agresseur.

Les dirigeants de la résistance

palestinienne sont toujours à Beyrouth, à l'exception de M. Farouk Kaddoumi actuellement aux Nations unies. Ils trouvent en particulier, MM. Yasser Arafat, Abou Ayad, Abou Jihad, Nayef Hawatmeh, Georges Habbache. Les ayant à portée de la main, il est difficilement imaginable que les généraux israéliens ne tentent pas de les capturer ou de les tuer. Il se sera évidemment pas facile de les localiser dans la ville. En tout état de cause, le porte-parole de l'O.L.P. a démenti que M. Arafat ait trouvé refuge dans une ambassade qui serait, en l'occurrence, celle de l'U.R.S.S. S'il décidait de partir un jour, la rumeur courait qu'il serait évacué avec son état-major à bord d'un navire de guerre soviétique.

Le chef des « forces libanaises » (phalangistes) a déclaré que la bataille continuerait, son épilogue dans « les prochains jours », précisant à l'issue d'une audience avec le président de la République qui consacrait, tous ses efforts à éviter à Beyrouth-Ouest, le sort qui était par Tyr, villes assiégées par les israéliens et où une résistance acharnée des palestiniens progressistes a entraîné des destructions et de nombreuses victimes.

La bataille n'est donc pas terminée et Israël n'est pas prêt à se satisfaire du blocus imposé à Beyrouth. M. Bechir Gemayel est considéré comme un homme bien informé à ce sujet. Il paraît encore établi que l'assaut de la capitale est programmé, puis qu'un soulèvement est la réaction

des drames de Saïda et de Tyr, où la population s'est retrouvée « coupée » entre envahisseurs et défenseurs. M. Gemayel semble, à cet effet, désireux de dissocier la ville « libanaise » des camps palestiniens.

Entre-temps, des informations ont été diffusées par Israël sur une participation des forces libanaises (chrétiennes) qui, à partir de Hadeth, envahissent encore la zone des sciences de l'université libanaise à Choueifat. Un porte-parole des forces libanaises a démenti ces informations.

Depuis l'entrée de son armée en secteur chrétien, lundi, Israël ne manque pas une occasion de « mouler » les chrétiens. Les forces libanaises chrétiennes de M. Bechir Gemayel sont-elles entrées dans la bataille ? Les dernières vingt-quatre heures, d'un calme lourd, ont été marquées par un épisode au cours duquel la faculté des sciences de l'université libanaise, sise à Choueifat, en bordure de l'aéroport du côté de la montagne, position tenue jusque-là par les troupes syriennes à l'extérieur du bâtiment et par la milice libanaise à l'intérieur, a été prise sous contrôle des combattants chrétiens.

Une controverse a surgi autour de cet événement. Il convient donc de rétablir les faits : ce sont bien les « forces libanaises »

qui, venant de leurs positions toutes proches de Hadeth, ont, après un saccage, occupé le bâtiment qui, du haut de ses six étages, domine l'aéroport et la plaine de Choueifat. Cela a pu être constaté sur place. Il ne s'y trouve pas d'israéliens.

Cet incident, relativement mineur, a mis en évidence l'intention d'Israël de compromettre à tout prix les chrétiens et les efforts de ceux-ci pour garder un minimum de distance à son endroit. C'est en effet, Radio-Israël qui, à plusieurs reprises, a annoncé l'incident en le présentant comme une entrée des forces de M. Gemayel dans la bataille. Jusqu'à ce que la radio phalangiste soit accusée de présumer que, effectivement, après avoir été attaqués « par un groupe de Palestiniens » et « avoir eu deux morts et quatre blessés », les miliciens chrétiens ont contre-attaqué. Sans même faire état de leur conquête du bâtiment, les forces libanaises précisent : « Cet accrochage localisé est limité et n'a aucune signification politique ou militaire (...). L'opinion doit être mise en garde contre l'assimilation de tels incidents à une participation effective aux combats en cours (...). Les forces libanaises n'ont pas et n'auront pas recours à l'initiative militaire (...). Elles seront très bien que le but de ces provocations est de les amener à participer à des combats qu'elles refusent ».

LUCIEN GEORGE.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

LE SIXIÈME ANNIVERSAIRE DE SOWETO

Journalistes s'abstenir...

De notre correspondant

Johannesburg. — « Le 16 juin, le nation noire est en deuil », annoncent les murs d'Afrique du Sud. Mercredi 16 juin, comme chaque année depuis 1976, à Soweto, des milliers de Noirs, militants politiques, syndicalistes, prêtres engagés et familles endeuillées, se sont réunis pour se souvenir, et secouer l'apathie, à l'occasion du sixième anniversaire des six cents martyrs tombés sous les balles et les coups des policiers pour avoir voulu ébranler le colosse blanc qui contrôle leurs existences. Ils ont empli les églises de leurs townships, dans le recueillement des services religieux et le feu des manifestations politiques, des motifs d'espoir, de la chaleur humaine et de la dignité.

On a cependant appris que plusieurs personnes ont été sérieusement blessées dans le Sud, — que des autobus ont été incendiés à Soweto et à Durban, que les étudiants du Cap ont boycotté les cours, et que la police a légèrement maltraité quelques « townships ». La radio-télévision nationale, elle, a pu annoncer que la journée de commémoration avait été « pauvre d'intérêt » et « qu'aucun incident notable ne s'était produit ».

PATRICE CLAUDE.

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

M. Gutmann, émissaire du gouvernement français a rencontré un dirigeant de l'O.L.P. près de Beyrouth

« Il existe un droit international, fondé sur la volonté des nations. Quelque objection que l'on ait à y opposer, nul ne doit substituer sa seule décision et son action aux principes qui commandent l'usage libre du monde », a déclaré M. Mitterrand, parlant, mercredi soir 16 juin, à Vienne, de l'intention israélienne au Liban.

M. Francis Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, est rentré jeudi à Paris après une mission de vingt-quatre heures au Liban, où il avait été chargé de recueillir l'avis des dirigeants de l'O.L.P. M. Farouk Kaddoumi, le dernier ambassadeur de France à Baïda, au sud-est de Beyrouth, a proximité du palais

présidentiel, dans un secteur contrôlé par les israéliens et la milice chrétienne.

M. Shamir, ministre israélien des Affaires étrangères, regagne ce jeudi Jérusalem. S'adressant mercredi à la presse diplomatique française, il a souligné que l'opération israélienne au Liban avait « pour seul et unique objectif d'éliminer la menace de terreur exercée de manière permanente sur l'État d'Israël et sur ses citoyens ».

M. Shamir a encore déclaré qu'Israël était « en pourparlers » avec les États-Unis pour la formation d'une force internationale dont le principe a été mentionné dans ses conversations à Paris, — qui serait chargée de contrôler une zone de 40 à 45 kilomètres de profondeur, à l'ouest de la marine nationale, arrivés au Liban dans la nuit du 17 au 18 juin. Il transporte une aide d'urgence et pourra rapatrier, si nécessaire, un millier de personnes. Une mission du ministère de la Santé, conduite par le professeur Minkowski, et une mission de médecins du monde sont également à bord de l'Argonaute.

M. Chandernagor, ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures, a indiqué, mercredi, à l'Assemblée nationale, que le paquebot Azur avait embarqué, le 14 juin, mille deux cents personnes, dont huit cents Français, sur les côtes libanaises. L'Argonaute de la marine nationale, arrivés au Liban dans la nuit du 17 au 18 juin, il transporte une aide d'urgence et pourra rapatrier, si nécessaire, un millier de personnes. Une mission du ministère de la Santé, conduite par le professeur Minkowski, et une mission de médecins du monde sont également à bord de l'Argonaute.

SI VOUS MESUREZ 1 m 60 OU PLUS (jusqu'à 2 m 70) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
COUTURES LIBÈRES
DESIGNER
VÊTES SPORT, LAZERS,
BLOUSONS TOUTE MODÈ,
MÉTÈRES TRENCHES,
ENSEMBLES SUIVANTES.

BLOUSONS CUIR EN DAIM,
EXCLUSIVITÉ
JOHN RAPAL

JEANS, VÊTEMENTS, PULLS,
CHEMISES VILLE ET SPORT,
(4 LONGUEURS DE MANCHES)

68, rue de la République
75011 PARIS — TEL. 355.06.00
Ouvert du mardi au samedi
de 9 h 30 à 19 h 30 (hors vacances)
Maison Propriétaire/Travaux Propriétaires

HISTOIRE D'ISRAËL
1948 - 1982

de Victor Malka
et Jean-Loup Demigneux
Éditions Jencin

HALTE AU GÉNOCIDE DES PALESTINIENS ET DES LIBANAIS !

Plus de 15.000 civils sont déjà tombés, victimes des bombardements.

Face à cette tragédie, un certain nombre d'associations de solidarité franco-arabes et franco-palestiniennes appellent à :

MANIFESTER
VENDREDI 18 JUIN, à 18 heures
MÉTRO BARBES, en direction de l'Élysée

Pour affirmer la solidarité du peuple français avec l'héroïque résistance des peuples libanais et palestiniens.

Et pour exiger :

- le retrait total, immédiat et inconditionnel des troupes israéliennes du Liban ;
- l'arrêt immédiat, par le gouvernement français, d'une aide militaire et humanitaire effective, pour forcer le blocus médical imposé par les agresseurs.

CAMPAGNE CONTRE L'INVASION ISRAËLIENNE DU LIBAN

Premiers signataires : Association de Solidarité Franco-Arabe, Association Médicale Franco-Palestinoise, Association de Soutien au Mouvement Culturel Arabe en Émirats, Collectif National Palestinien, Conférences Mondiales pour la Palestine, Comité France-Jérusalem, Comité Juif pour la Palestine, Comité Liban, Union Générale des Étudiants Tunisiens, Maison des Travailleurs Juifs, Comité de Solidarité Nationale Démocratique en Égypte, Patriotes Démocrates Égyptiens, Comité de Lutte contre la Répression au Maroc, Union Générale des Étudiants Palestiniens, Collectif, Association Franco-Palestinoise pour le désarmement, la paix et la liberté, Association des travailleurs marocains en France, et soutenus par : RCR, LCR, PCF, AMF, AMFP, 14, rue de Valenciennes, 75013 Paris).

Hommage à Frédéric Mistral, Prix Nobel de littérature.

C'était la première fois, qu'un Président de la République faisait arrêter un train officiel dans une minuscule bourgade pour rendre hommage à un poète.

Cet honneur si exceptionnel s'adressait à l'écrivain qui restaura la langue provençale et, à travers lui, à la Provence tout entière. Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas ici de folklore ou d'ouvrages régionalistes, mais d'une œuvre puissante dont le rayonnement mondial a été et reste considérable.

Lamarque plaçait Frédéric Mistral au premier rang et à Mireille dans la grande tradition de l'antique civilisation méditerranéenne dont Homère est le chef de file. C'est dire l'importance de cet ouvrage, exceptionnel par le souffle et la sensibilité.

Le plus grand poème français est en provençal.

C'est toute la Provence qui s'exprime à travers les amours de Vincent, fils d'un pauvre vanner, et de Mireille, fille du riche et orgueilleux maître Ramon. Tout y est : le Camargue et ses tourterelles, le désert de la Crau et son soleil implacable, le langage imagé des gens du Midi, les mœurs spécifiques de la région dont les traces subsistent encore de nos jours dans les villages et les mas avoisinants Arles.



Raymond Poincaré fait arrêter le train en rase campagne pour inviter à déjeuner l'auteur de "Mireille". (On voit le Président de des, aidant Mistral à descendre du wagon après l'invitation).

Pour commémorer le 150^e anniversaire de FRÉDÉRIC MISTRAL, Jean de Bonnot publie son chef-d'œuvre "MIREILLE" en édition bilingue originale provençal et français.

A la sortie de "Mireille" l'enthousiasme est unanimement.

Cette œuvre qui est un roman d'amour mais aussi une poignante tragédie a inspiré les plus belles pages de Charles Gounod qui compose son célèbre opéra « Mireille » à Saint-Rémy-de-Provence en communion avec le poète de Maillans. Ce sera un second triomphe.

Livre d'art au prix éditeur.

Une œuvre de cette importance réclamait une édition soignée, dans le douceur de l'édition et l'élégance de la gravure. Cette œuvre a été pensée, conçue, réalisée, imprimée, reliée, présentée, distribuée, dans une seule pièce et ornée sur les plats et le dos. Titre et tranche supérieure dorés à l'or fin 22 carats.

Qu'est-ce qui fait que nos livres résistent au temps ? Dans nos livres il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde » inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide. Aucun blanchiment chimique, les feuilles gardent leur couleur naturelle ivoire. Un filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit notre qualité. Chez nous, le travail manuel des compagnons prime sur celui des machines. Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Une fois terminés et contrôlés, les livres doivent rester plusieurs jours pour permettre à la colle de sécher lentement. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de boeuf.

Nos ouvrages sont conçus pour traverser les siècles.

Une doubleur invisible du dos assure une résistance supplémentaire. Nos livres sont présentés sans jaquette car ils doivent respirer et être pris en main pour pouvoir se panner. Aucun enroulement n'est nécessaire.

Nos décors sont gravés à la main, avec le procédé utilisé par les relieurs de la Renaissance. Pour chaque livre, nous utilisons un minimum de 85 cm² de feuille d'or véritable titré 22 carats. Ce n'est pas un luxe inutile, car seulement l'or véritable reste intangible.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une satisfaction des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages ou souscrire pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14x21 cm est une véritable petite œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi pour un prêt gratuit de dix jours le poème « Mireille » de Frédéric Mistral, en un seul volume 14 x 21 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 122 F (+ 10,70 F de frais de port).

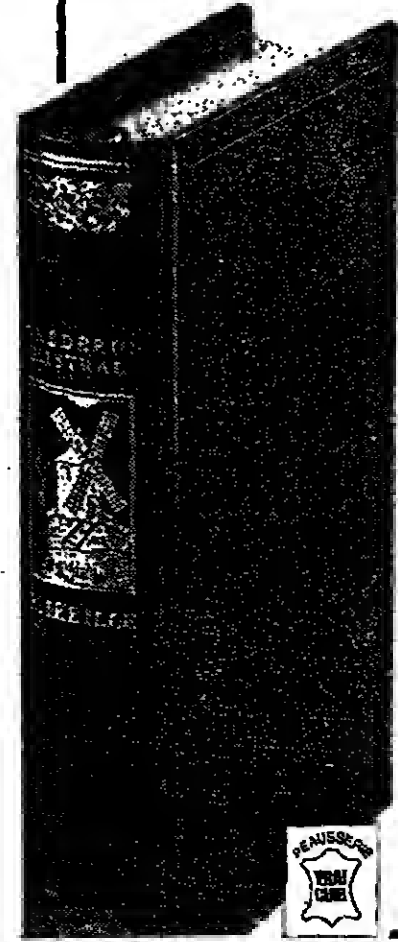
Nom Prénom

Adresse complète

Code postal Ville

Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.



AFRIQUE

Maroc

L'O.U.A. ET LE CONFLIT SAHARIEN

Le roi Hassan II a reçu un émissaire du colonel Kadhafi et un message de M. Mitterrand

Le roi Hassan II a reçu, mercredi 16 juin, M. Abdel Salam Triki, envoyé spécial du colonel Kadhafi, qui l'a invité à participer au sommet de l'O.U.A. en août à Tripoli. Le souverain a rappelé que le Maroc ne participera à aucune réunion aux côtés de la R.A.S.D. (République arabe sahraïenne démocratique).

De notre correspondant

Rabat. — M. Mitterrand a tenu à dissiper l'inquiétude qu'avait pu provoquer au Maroc son voyage africain en mai : Rabat avait, en effet, enregistré sans plaisir les escalades du chef de l'Etat à Alger et à Nouakchott et s'était interrogé sur les « conseils » qu'il aurait prodigués aux chefs d'Etat d'Afrique noire quant à la nécessité de maintenir l'O.U.A., malgré l'insurrection par surprise de la R.A.S.D., comme cinquième et ultime Etat de l'organisation.

Le chef de l'Etat, qui doit se rendre en visite au Maroc (fin septembre-début octobre), a selon des informations concordantes, dépeché M. Bérégué, secrétaire général de l'Elysée, auprès du roi Hassan II à Fès la semaine dernière. Un message personnel du président de la République aurait été remis à cette occasion au souverain marocain, dans lequel était exposée la position que compte adopter la France à propos du sommet de l'O.U.A. à Tripoli.

Dans son message, M. Mitterrand, tout en observant une atti-

tude de neutralité à l'égard du conflit saharien, confirmait son soutien à l'organisation d'un référendum au Sahara occidental et la volonté de la France de continuer à coopérer avec le Maroc dans les domaines économique, financier, culturel et social militaire.

Tout en refusant le coup de force diplomatique qui s'est produit à Addis-Abeba en février, le Maroc est d'accord avec Paris, pour ne pas soulever l'écœurement de l'organisation panafricaine. Mais il estime aussi que vingt et un Etats dont l'Egypte — et qui constitue une minorité de blocage — le soutiennent dans son refus. Différents indices permettent cependant de penser que l'Algérie et la Libye, qui doivent présider cette année aux destinées de l'O.U.A., sont conscientes de trouver les moyens de « geler » l'affaire de la R.A.S.D. et de permettre ainsi à la conférence au sommet de se réunir.

D. DE JOUR.

L'affaire du charnier de Kenchela

PLUSIEURS PROTESTATIONS CONTRE UN REPORTAGE DE TF 1

Le reportage consacré, samedi 12 juin, par TF 1, au cours de l'émission « Sept sur sept » à la découverte du charnier de Kenchela, en Algérie, suscitait plusieurs protestations. Le Conseil national de réflexion et de concertation, qui regroupe huit associations de Français musulmans sous la présidence de M. Ahmed Rabesseli, se déclare « particulièrement indigné par la façon dont TF 1 a couvert cette affaire » en qualifiant les haras de trinités et en demandant instamment au gouvernement de bien vouloir faire la lumière sur cette affaire et préconiser la création d'une commission internationale d'enquête, car les informations qui afflueront actuellement laisseront penser qu'il s'agit vraisemblablement, dans un charnier de haras suppliciés à Kenchela, un lendemain de l'indépendance.

La Confédération nationale des Français musulmans rapatriés d'Algérie, que préside M. Mohamed Laradi, souligne, pour sa part : « Notre grand souci, c'est de tourner la page, de pardonner au nom de l'islam et de ne pas sceller les arrières de l'histoire qui cherche à autre aux relations franco-algériennes. »

Le porte-parole du mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés

et spoliés d'outre-mer), M. Jacques Roseau, estime que le reportage de TF 1 constituait « une caricature ne pouvant qu'alimenter le racisme rampant dont souffrent déjà trop souvent les Français musulmans ». Le RECOURS a demandé au ministère des armées de « faire la lumière sur cette affaire, quitte à solliciter de l'ONU la création d'une commission internationale d'enquête afin d'établir scientifiquement la date du charnier ».

Zimbabwe

UN DES ADJOINTS DE M. NKOMO, président du front patriotique (Z.P.), M. Henry Moyo, a été arrêté mardi 15 juin à la fin de la cérémonie d'ouverture du Parlement à Harare (ex-Salisbury), a annoncé mercredi un porte-parole. M. Moyo, secrétaire national du Z.P. et député du Matabeland-Nord, avait déjà été détenu pendant plusieurs semaines fin 1980, en vertu des dispositions sur l'état d'urgence qui permettent au gouvernement de détenu indéfiniment les personnes représentant à leurs yeux un « danger pour la sûreté de l'Etat ». — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. MITTERRAND A VIENNE

Le chancelier Kreisky craint une confrontation américano-soviétique au Proche-Orient

Arrivé mercredi 16 juin à Vienne pour une visite officielle d'une trentaine d'heures, M. Mitterrand s'est rendu ce jeudi matin au Parlement autrichien et à l'hôtel de ville de la capitale. Il s'est d'autre part entretenu avec le chancelier Kreisky. Après avoir tenu une conférence de presse et assisté à une représentation à l'Opéra, le président devait regagner Paris dans la nuit.

De notre envoyé spécial

Vienne. — Un convoi exceptionnellement long de voitures et de limousines officielles et de motards traversant la ville à très vive allure, sous phares allumés : telle est l'image que les Viennois auront eue mercredi, en fin d'après-midi, de M. Mitterrand. C'était la mobilisation policière des grands jours.

Ce dispositif, qui a requis la présence d'environ deux mille hommes, était rendu nécessaire, selon les Autrichiens, par la multiplication des activités terroristes, notamment antifrancophones. Il n'en contraignait pas moins avec le caractère asépté protocolaire des premières heures de M. Mitterrand dans la capitale. Son séjour a commencé par un entretien avec le président de la République, M. Kirshschlager, dans le cadre de la fin amicale et austère de la Hofburg, où réside habituellement le chef de l'Etat autrichien.

Il s'est poursuivi par un dîner au cours duquel le traditionnel échange de cadeaux a permis de célébrer, selon la loi du genre, l'amitié austrofrancophone, et l'attachement de l'un et l'autre présidents à l'unité européenne. M. Mitterrand a été reçu par le chancelier Kreisky, qui a tenu à lui faire part de son soutien à la France. M. Kreisky a aussi évoqué la situation au Proche-Orient, et le caractère dramatique de l'actualité conduisant les deux parties à mettre d'urgence l'accent sur le premier de ces trois sujets.

S'adressant, mercredi, aux journalistes français, le chef du gouvernement autrichien a développé une analyse dont il a reconnu qu'elle n'était sans doute pas partagée intégralement par M. Mitterrand, et qui était marquée par un très grand pessimisme. Qualifiant l'Etat d'Israël de « remède à la peste », l'attaché au gouvernement de M. Begin (le Monde du 17 juin), M. Kreisky a estimé que l'Union soviétique risquait d'être

obligée d'intervenir au Proche-Orient en faveur de la Syrie et des Palestiniens, pour ne pas être déshonorée vis-à-vis de ses autres alliés arabes, à la suite de l'invasion israélienne au Liban.

« Dans ce cas, a-t-il ajouté, que feront les Etats-Unis ? Il y a là un risque d'escalade majeure qui ne pourrait se terminer que par une catastrophe. » Pour le chancelier, M. Mitterrand, a bien conscience que lui-même, des chances d'être élu par les Israéliens. On assure en tout cas, dans l'entourage de M. Kreisky, que ce dernier ne décolère pas contre le chef de file des socialistes israéliens, M. Peres, dont les déclarations antérieures devant les instances dirigeantes de l'Organisation des Nations Unies ont été jugées « dangereusement ambiguës ».

Quant aux relations Est-Ouest, dans lesquelles l'Autriche se flatte de jouer le rôle de trait d'union, M. Kreisky a souligné la France, l'ambition que l'on prête à Vienne à M. Kreisky serait de convaincre son visiteur d'apporter son soutien au projet d'une rencontre Brejnev-Bush, non pas à Vienne (les Américains ne tenant pas outre mesure à faire, sur les lieux de M. Carter, un accord d'entente symbolique), mais peut-être à Salzbourg.

BERNARD BRIGOUTEX.

ASIE

Vietnam

Après la conférence de Singapour

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE DE HANOI VISITERAIT PLUSIEURS PAYS DE L'ASEAN

Alors que les indications se font plus précises sur la formation prochaine d'une coalition entre les trois mouvements de résistance khmères « anti-vietnamiens », les ministres des affaires étrangères des pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande, réunis du 14 au 16 juin à Singapour, ont réaffirmé leur opposition à l'occupation vietnamienne du Cambodge et déploré l'insuccès des efforts de Hanoi dans la recherche d'une solution négociée.

Les conversations pourraient cependant avoir lieu prochainement, si le projet du chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach, de visiter quatre capitales de l'ASEAN — une escale à Bangkok n'étant pas actuellement prévue — se concrétise.

Selon des sources diplomatiques à Bangkok, l'ambassadeur vietnamien, M. Thach, a été reçu par le ministre des affaires étrangères, M. Son Sann, premier ministre. Les deux hommes ont échangé des vues sur la situation au Cambodge. M. Thach a souligné la nécessité d'un accord de cessez-le-feu et d'un accord de coopération entre le Vietnam et le Cambodge. M. Son Sann a réaffirmé son soutien à la lutte pour l'indépendance du Cambodge. Les deux ministres ont convenu de poursuivre leurs échanges de vues à l'occasion de la visite de M. Thach à Bangkok.

HANOI SE DIT PRÊT A ENVOYER AUX ETATS-UNIS SES PRISONNIERS POLITIQUES

Hanoi est disposé à envoyer aux Etats-Unis « si ceux-ci acceptent de leur donner asile » les personnes du Sud qui ont combattu avec les Américains pendant la guerre, y compris les dizaines de milliers qui se trouvent encore en « rééducation ». C'est ce qu'a déclaré le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, à la chaîne de télévision américaine CBS, qui a diffusé cet entretien dimanche 13 juin. « Je pense les donner tous à l'Amérique », a-t-il déclaré. « Les Etats-Unis ont le droit de les avoir. Vous pouvez signer un accord avec moi aujourd'hui même et vous pourrez les envoyer aux Etats-Unis. »

Un responsable du département d'Etat, qui a été cité par CBS, a indiqué que Washington serait prêt à accepter de recevoir un million de réfugiés vietnamiens par mois dans le cadre d'un accord négocié par la Haute Commission des Nations Unies pour les réfugiés (H.C.R.). — (Reuters, A.F.P.)

Cette offre de M. Thach s'ajoute à celle faite en février par le « New York Times » de Hanoi, M. Nam Hien, qui était dit « très heureux » de se débarrasser de ses prisonniers politiques détenus sans jugement ni des « champions des droits de l'homme » accusés de les avoir « kidnappés » du 6 février au 23 mai.

Le Vietnam a adhéré au traité de non-prolifération des armes nucléaires, annonce l'agence d'information de Hanoi. Une note en ce sens a été adressée, lundi 14 juin, au gouvernement de l'O.N.S. L'un des pays dépositaires de ce traité signé en 1968 — par ailleurs la signature d'un accord de coopération entre Moscou et Hanoi pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LYRAN A FINALISÉ DÉCIDE DE NE PAS PARTICIPER aux négociations organisées à Genève sous l'égide des Nations Unies pour la paix en Afghanistan (le Monde du 17 juin). Ce boycottage, annoncé par le chargé d'affaires iranien à Genève, a pour objectif de faire « les forces d'occupation » n'ont pas quitté l'Afghanistan et que « les vrais représentants de ce pays ne seront pas représentés » du 2 au 10 juin, selon des sources diplomatiques occidentales. Les forces afghano-soviétiques occupent la vallée du Farghah à la suite d'une offensive lancée à la fin mai. — (A.F.P., U.P.I., Reuters, A.F.P.)

El Salvador

UNE OFFENSIVE MASSIVE CONTRE LA LOCALITE DE PERQUIN (province septentrionale) a été lancée par les guérilleros depuis deux jours par la gu-

rilla, est en cours, a annoncé le mercredi 16 juin un porte-parole militaire. Le Front Farabundo Martí de libération nationale a annoncé que ses combattants, au nombre de 170 soldats et 400-500 prisonniers durant cette opération, ont affiché tout le nord-est du pays. L'armée, qui a engagé quatre mille hommes, affirme n'avoir eu que 3 morts et 42 blessés. — (A.F.P., U.P.I.)

Espagne

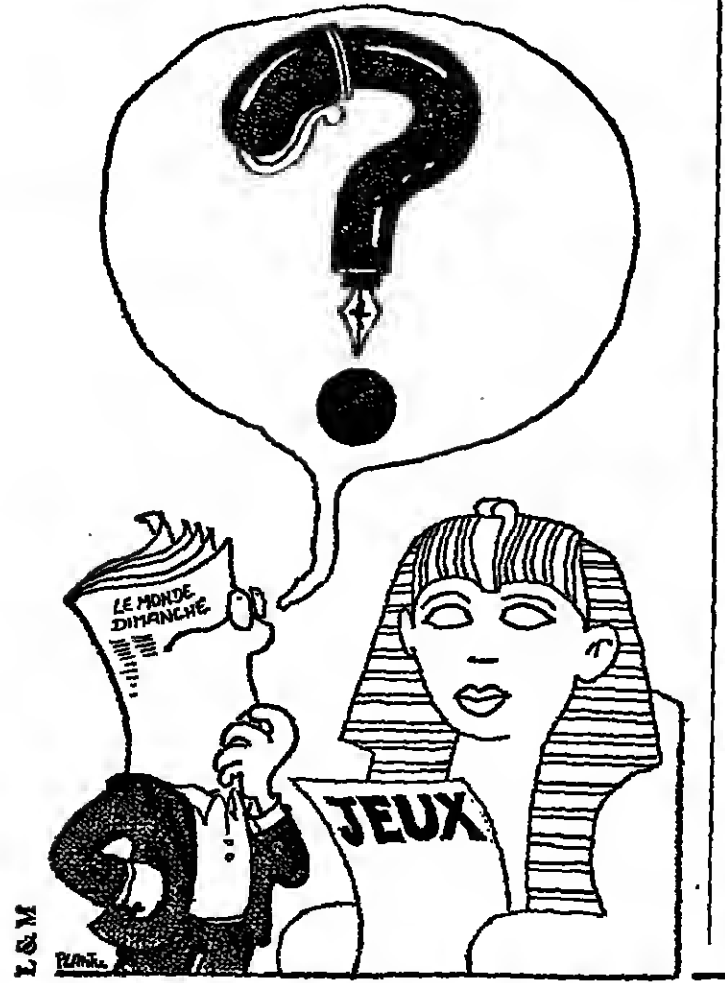
LA VILLE D'UN INDUSTRIEL BASQUE a été envahie, le 12 juin à Tolosa, apparemment par des militants séparatistes du ETA politico-militaire. Cinq demandeurs d'asile français pour libérer Mme Mirentxu Elosegui, quarante-sept ans, dont le père est le fabricant des « bérets basques ». Par ailleurs, un garde civil a été abattu le 12 juin à Passaia, également au Pays basque. L'assassinat a été revendiqué par l'ETA militaire. — (Reuters)

R.D.A.

CINQ MILLE PERSONNES SONT REPRÉSENTÉES en R.D.A. pour des motifs politiques, militaires ou sociaux. Le groupe de travail du 12 août, organisé en 1961 à Berlin-Ouest, pour rassembler des informations sur les relations des droits de l'homme en R.D.A. Selon l'organisation, quarante mille Allemands de la R.D.A. sont astreints à rééducation. — (A.F.P., U.P.I.)

Zaire

UNE CENTAINE DE MALADES, pour la plupart des enfants, seraient morts en l'espace de cinq jours à l'hôpital Mama-Kambo, le plus grand établissement hospitalier de Kinshasa, à la suite d'une grave épidémie de la maladie de l'échouage, a-t-il été annoncé mercredi 16 juin l'agence de presse AZAP. L'origine de la grave, selon l'AZAP, remonterait à un rappel à l'ordre de la direction de l'hôpital à l'occasion d'un groupe de médecins qui auraient exigé de leurs patients des honoraires, contrairement aux prescriptions strictes des autorités sénégalaises. Les corps médicaux, la perception d'honoraires pour les prestations fournies dans les formations médicales publiques. Certains autres médecins ont alors décidé d'abandonner leur poste, par solidarité avec leurs collègues. Mercredi, une partie des praticiens hospitaliers, touchés par la grève à l'hôpital. — (A.F.P.)



JEUX

Iseki: l'esprit de famille



En toutes saisons, je suis l'ami de la terre. Le tracteur ISEKI. Avec mes outils ISEKI, je laboure la terre, je sème l'herbe, je transporte les fûts, les bûches, les débris, les déchets. ISEKI: 17 modèles de 5 à 31 CV.

ISEKI
UN VRAI SPECIALISTE

Documentation gratuite tracteurs ISEKI
NOM: _____
ADRESSE: _____

Yvan Béal
21, Avenue de l'Agriculture
53014 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. (73) 91.83.51 Telex: 382744

AVANT TRAVAUX:

Louis Féraud Monsieur.

PALAIS DES CONGRÈS
PLACE DE LA PORTE MAILLOT - PARIS (17ème)

LIQUIDE

son stock de
prêt à porter de qualité
pour hommes

PRIX SACRIFIÉS

DE 10 HEURES A 19 HEURES SANS INTERRUPTION



DIMANCHE: LE MONDE JOUE...

...avec vous au portrait chinois, de la Nasa? logique et celles de vos amis.
signé par des personnalités, à "KIA- Chaque semaine pendant l'été, le Du 20 juin au 5 septembre,
DI-KOI", au mystère des sigles. Monde Dimanche interroge votre 12 numéros d'été du Monde.
Réussirez-vous le test diabolique sagacité, vos connaissances, votre Dimanche.

Le Monde
DIMANCHE
Le Monde Dimanche de l'été

هذه الامتيازات

هكذا من الأمل

ASIE

Hésitations et mystère de la politique asiatique de la France

Le ministre français des relations extérieures, M. Chaysson, se rendra en Chine cet été, sans doute avant la fin du mois d'août. Il pourrait être précédé à Pékin par M. Jacques Huntzinger, secrétaire national adjoint du parti socialiste, chargé des relations internationales.

Ce dernier, au cours d'une conférence de presse tenue mardi 15 juin au siège du P.S., a souligné le « changement » qu'avait marqué le voyage de M. Mitterrand au Japon pour l'ensemble de la politique française en Asie. Il a ajouté qu'il convenait de « compléter la diplomatie asia-

tique (de la France) par l'ouverture d'un nouveau cours dans les relations franco-chinoises ».

Dans une récente interview à la « Far Eastern Economic Review », hebdomadaire de Hong-kong, M. Jobert, ministre du commerce exté-

rieur, a cependant exprimé des doutes sur l'utilité d'une visite d'un ministre français en Chine, compte tenu de la manière dont s'était déroulé son propre séjour à Pékin l'hiver dernier.

En Asie comme dans d'autres parties du monde, la diplomatie du gouvernement éprouve des difficultés à définir ses orientations, à faire ses choix, à se doter d'une stratégie à long terme. Le projet de voyage de M. Chaysson en Chine est destiné à corriger une partie des erreurs qui ont marqué la première année du mandat de M. Mitterrand, sans toutefois lever toutes les incertitudes qui régissent la politique de la France dans la région Asie-Pacifique.

Avec la Chine d'abord, des relations qui s'annoncent sous d'excellents auspices après la visite à Pékin en février 1981 du futur président socialiste se sont progressivement dégradées. L'affaire Li Shuang — le jeune fiancé d'un diplomate français, que les autorités de Pékin décidèrent d'inter-ner en novembre alors que M. Jobert se trouvait en Chine — a sans doute joué un rôle de révélateur plus tôt que de détecteur.

Le dialogue s'est mal noué. Était-il seulement possible et souhaitable ? Dans un premier temps au moins, M. Chaysson ne semble pas en avoir été convaincu et aurait même manifesté sans équivoque son scepticisme à cet égard. Aussi bien, lorsque la France prend, en octobre 1981, l'initiative de rouvrir son ambassade à Hanoï, et lorsque le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Tach, est reçu en avril 1982 à Paris, la diplomatie française ne juge-t-elle pas nécessaire d'informer préalablement ses interlocuteurs chinois de ces différentes démarches ? Pékin marque son étonnement en observant publiquement que de tels gestes sont « officieux », à comprendre : « Eût-on songé à les expliquer, leur portée n'en aurait pas été diminuée, bien au contraire. »

Ce n'est pas le seul point à propos duquel ont pu naître des malentendus. Sans doute ne fait-on pas toujours parfaitement de Pékin la distinction — sur laquelle M. Huntzinger insistait mardi à Paris —

entre les relations entre gouvernements et celles de parti à parti. Mais la fête s'est fâcheusement alourdie des remontrances marquées. Le président de l'Assemblée nationale, M. Mermaz, était attendu en Chine en janvier. L'abondance des travaux parlementaires l'obligea à remettre son voyage au début de l'été et l'on parle maintenant de la fin du mois d'août. De même, après qu'une délégation du P.C. chinois de niveau respectable ait assisté en octobre 1981 au congrès du P.S. à Valence, une invitation en retour avait été adressée par

Pékin à M. Huntzinger. Là encore, des circonstances malheureuses empêchèrent le voyage. Moins fortuit — mais certainement moins bien compris encore en Chine — est l'accueil qui a été réservé récemment à Paris à une délégation de Taïwan, qui aurait même été reçue par l'actuel trésorier du P.S., M. André Laignel, député de l'Indre. Des espoirs, au demeurant fort éphémères, face à la concurrence américaine, de ventes de centrales nucléaires au régime de Taïwan semblent avoir été à l'origine de ce surprenant épisode

dont les implications politiques n'ont été que tardivement mesurées. Plus fondamentalement, la question des rapports que Paris est prêt à entretenir avec Pékin est posée à propos des ventes d'équipements militaires français à la Chine. Après des années d'hésitations, M. Giscard d'Estaing avait finalement envisagé la livraison à la R.P.C. de missiles antichars. Les Chinois, initialement demandeurs, avaient alors renoncé à des achats qui, disaient-ils, dépassaient leurs moyens financiers. La récente augmentation de leur budget militaire les ont fait revenir sur le

marché mais pour se heurter, cette fois, à un refus français. L'affaire dépend directement de M. Mitterrand qui s'en tient à la formule qu'il avait employée en février 1981 à Pékin : « Notre politique étrangère n'a pas à choisir entre la Chine et la Russie. » Au moment où Paris s'en tient envers Moscou à une attitude de fermeté, toute concession marquée — comme la vente des missiles — en faveur de Pékin pourrait avoir le caractère d'une reconnaissance d'une reconnaissance de la Corée du Nord, s'est rendu dans les deux Corées en décembre et en janvier. Son rapport est à l'Elysée, et c'est là qu'on tranchera. Mais rien n'indique que l'opération — dont la perspective paraît déjà sérieusement indisposer Séoul — soit conçue pour être assortie de contreparties quelconques.

Si on peut-être sur le plan économique par l'export — qui reste à vérifier — d'encourager ainsi les exportations françaises. Il y a là, à vrai dire, toute une philosophie que M. Chaysson résumait récemment, devenant les ambassadeurs de France dans cette partie du monde, en déclarant que la présence française dans la zone nord du Pacifique ne pouvait être qu'économique.

Est-ce à la fois bien exact et bien réaliste ? On peut au moins se poser la question à propos de la Chine avec laquelle toute forme de coopération économique passe par un dialogue politique. Mais est-ce également la meilleure manière de s'adresser à un Japon peu convaincu de la compétitivité des industriels français mais qui s'interroge précisément sur le rôle politique qu'il peut assumer dans la région ? A moins que l'on ne veuille s'exposer, par un retour des choses, à ce qu'un chef de gouvernement japonais sur le point d'acquiescer son collègue français ne s'excuse auprès de son précédent visiteur en expliquant qu'il est dans l'obligation de recevoir « un marchand d'objets copiers ».

ALAIN JACOB.

Chine

Pour la première fois depuis dix-sept ans

DES ATHLÈTES SOVIÉTIQUES SONT ACCUEILLIS A PÉKIN

De notre correspondant

Pékin. — Après la diplomatie du tennis de table, celle de la cendrée ? Pour la première fois depuis dix-sept ans, un groupe d'athlètes soviétiques participe, du vendredi 18 au dimanche 20 juin, à une compétition sportive à Pékin. La délégation a été accueillie mardi avec des fleurs. On compte dans ses rangs trois médaillés aux derniers Jeux olympiques. D'autres représentants est-estropéens — Tchèques, Roumains, Allemands de l'Est — sont annoncés au programme de

cette manifestation, qui excite ici vivement les curiosités, plus à dire vrai, son angle diplomatique que purement sportif. Pour qui donc courent les athlètes en maillot rouge ? Sont-ils les messagers d'une future réconciliation sino-soviétique ou viennent-ils au pays de Mao et de Deng Xiaoping simplement pour le plaisir de gambader ? Telle est la question.

Une multiplication de tout petits pas

Forcé est de constater que, depuis quelque temps, les signes — petits, mais non sans intérêt — d'une amélioration insensible des relations entre Pékin d'une part et Moscou et ses alliés d'autre part s'accroissent. Citons-en, en vrac, quelques-uns : visite de deux semaines en Union soviétique, fin mai, d'une délégation chinoise du comité pour la promotion du commerce international, séjour prolongé en Chine d'un groupe de sinologues hongrois et voyage à Budapest de M. Li Peng, vice-ministre de

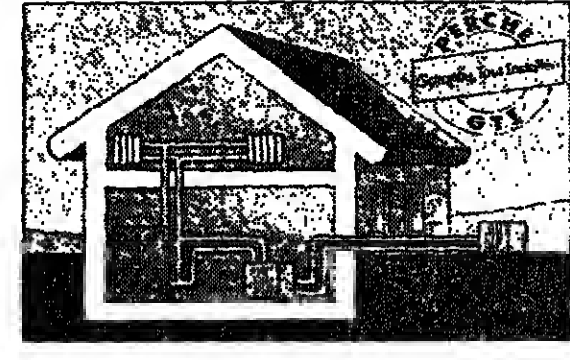
l'énergie et de la conservation des eaux, publication dans la presse de Pékin de plusieurs articles très chaleureux à l'occasion du centième anniversaire de la naissance du révolutionnaire bulgare Dimitroff, réception, fort amicale, parait-il, à l'ambassade de Bulgarie en Chine pour le même anniversaire — ces manifestations faisant suite à la visite récente en Chine de la présidente du Pen-Club bulgare, — réunion, au début de l'année, pour la première fois depuis sa création en 1962 de la commission mixte fronta-

lière sino-mongole. Au mois d'avril, l'ambassadeur de la République populaire de Mongolie a été autorisé pour la première fois depuis le début de sa mission, il y a six ans, à se rendre en Mongolie intérieure chinoise. Tout cela finit par intriguer, même les esprits les plus sceptiques commencent à se demander si derrière les propos privés et publics très fermes — tel le discours de M. Huang Hua, le ministre chinois des affaires étrangères, à la session du désarmement de l'O.N.U. — les dirigeants chinois ne se sentent pas engagés dans une politique des tout petits pas à l'égard de l'Union soviétique ou seraient-ils à s'y aventurer. Certes une normalisation globale des relations paraît toujours assez lointaine. Pékin n'a pas encore répondu à la note soviétique du 3 février dernier proposant l'ouverture de conversations sur les frontières. Mais, on ne peut exclure, apparemment, pour l'avenir, des améliorations sectorielles des rapports entre les deux capitales, dans certains domaines d'activité choisis, comme par exemple celui des sports.

MANUEL LUCBERT.

Avec la pompe à chaleur Perche votre chaudière file doux !

La pompe à chaleur Perche en tandem avec votre chaudière vous fait économiser jusqu'à 50% des dépenses d'énergie pour votre chauffage.



Vous habitez une maison individuelle chauffée au fuel. Associez à votre chaudière une pompe à chaleur Perche. Vous ferez de substantielles économies. Le secret : Perche capte les calories gratuites de l'air extérieur et, pour une consommation électrique réduite, les injecte dans le circuit chauffage. Selon la température, pompe à chaleur et chaudière travaillent ensemble... ou séparément. Et comme Perche travaille beaucoup, votre chaudière se repose beaucoup.

Résultat : la baisse de votre consommation de fuel vous fait économiser en chauffage jusqu'à 50% de vos dépenses d'énergie. Perche (Garantie, tout Installée) GTI, c'est : • un prix fort honnête (pompe + installation), • une garantie par le constructeur pièces et main-d'œuvre, sur 5 ans (extensible à 10 ans), • un financement à un taux avantageux, • un réseau exclusif d'installateurs appelés Qualipac.

ELECTRICITE DE FRANCE

Demander vite le prospectus Perche en envoyant ce bon à SITA

| | | | | |
|-----|----------|----------|-------------|------|
| Non | Parvenir | Adresser | Code postal | LNSE |
|-----|----------|----------|-------------|------|

LE CONFLIT DES MALOUINES

BUENOS-AIRES : la junte militaire est mise en accusation par les partis politiques

Buenos-Aires. — Plus de deux jours ont passé depuis la reddition argentine à Port-Stanley, et le gouvernement n'a toujours pas admis qu'elle avait eu lieu, ni précisé les conditions imposées par les vainqueurs. Dans un communiqué diffusé mercredi soir, le journal *«El Estado»* interrompt s'est abstenue, une fois de plus, d'expliquer pourquoi les Argentins ne pouvaient rien contre leurs adversaires, donc pourquoi il valait mieux cesser les hostilités.

Salon les chefs militaires, les Britanniques ont gagné grâce à un équipement «loisamment nouveau», «inconnu sur le marché mondial de l'armement». L'utilisation de ces armes a fait des Malouines un véritable «champ d'expérimentation». En outre, les Argentins ont dû affronter non seulement l'Angletar, «l'une des principales puissances du monde», mais aussi les Etats-Unis, «qui ont fourni la logistique», la G.E., voire l'OTAN.

Malgré cela, ils ont fait subir à l'adversaire des pertes sans proportion aucune avec la faiblesse des moyens employés. La communiqué apporte une précision intéressante : le cessez-le-feu concerne exclusivement les opérations qui se déroulaient dans la région de Puerto Argentino (nom argentin de Port-Stanley). Or on sait que Mrs Thatcher exige de Buenos-Aires la fin des hostilités «dans l'Atlantique sud», et qu'elle traite les prisonniers argentins en fonction de la réponse qu'il lui sera donnée à ce sujet.

Certains journaux ont réagi au silence des dirigeants sur la capitulation. L'un d'eux, le quotidien libéral *«La Prensa»*, a voté la «mémoire» pour l'opinion. Il pose les questions qui étaient sur les lèvres des manifestants de mardi, et qui restent au centre des conversations.

LES GÉNÉRAUX DE L'ARMÉE DE L'AIR ANALYSENT LA SITUATION

Buenos-Aires (A.P.). — Tous les généraux de brigade et de division se sont réunis en présence du chef de l'Etat, le général Galtieri, mercredi soir, à la caserne militaire, pour discuter des commandements des trois armées et du chef de l'état-major conjoint s'étaient concertés dans l'après-midi.

D'autre part, tous les généraux de l'armée de l'air ont été convoqués par leur chef, le général Basilio Lami Dozo, à une réunion de travail particulière pour étudier le rôle de l'aviation pendant le conflit des Malouines et la situation du pays aux plans intérieur et extérieur.

De notre envoyé spécial

Il a demandé d'abord, de façon à peine voilée, si la garnison commandée par le général Menéndez a résisté comme il le fallait. Il y avait plus de dix mille soldats pour défendre la capitale des Malouines, écrit-il. C'est assez pour poser quelques conditions avant de se rendre. Que l'échange des drapeaux se soit fait loin des photographes ne suffit pas pour affirmer que la capitulation a été «conditionnelle», ajoute le journal, qui porte du «lavage de cerveau» subi par les Argentins depuis le début de la guerre. Le gouvernement, maintenant, doit rendre des comptes.

Or le chef de l'Etat ne le pas fait : son message à la nation n'a été qu'une «homélie» et une «harangue». Si le gouvernement a consenti une reddition, il a perdu toute légitimité, conclut *«La Prensa»*, qui évoque la «dissolution» du pays et la «situation inconcevable» où il se peut mener.

Tous les journaux ne sont pas de la même encre. Le quotidien *«La Razón»*, proche de l'armée, écrivait mercredi que l'honneur national était sauve, car le document signé par le général Menéndez pour obtenir le cessez-le-feu reconnaît le «courage des troupes argentines» et précise que le «drapeau argentin ne sera pas remis aux Britanniques».

La démission de M. Costa Mendez

C'est en valorisant des symboles de sa garnison, et en gardant, sur l'essentiel, un silence prolongé, que les autorités tantant, depuis lundi, de cacher ce qui s'est passé. L'opinion est d'autant moins dupe que la presse a publié des informations de Londres pour l'été. Les pertes commencent à se manifester. C'est l'ancien président Frondizi, le Mouvement d'intégration et de développement (MID) affirme : «Ceux qui ayant des éléments de jugement ont mal évalué la situation, ceux qui n'ont pas consulté le pays sur une question aussi importante, ceux qui ont déformé la population et fait preuve d'un triompheisme qui ôte au jourd'hui la frustration, ceux-là doivent assumer leurs responsabilités politiques». Or le gouvernement étudia les siennes, estime le MID, en affirmant que la guerre va continuer.

Les partis avaient été convoqués mercredi par le ministre de l'Intérieur, le général Saint-Jean, pour avoir des précisions sur le statut qui, bientôt, légalisera leur fonctionnement. Seules les petites formations, proches du régime militaire, sont allées au rendez-vous. Les autres,

regroupées dans la commission multipartite (péronistes, radicaux, MID, démocrates-chrétiens, parti intransigent), ont préféré s'abstenir.

Un responsable radical, M. Pugliese, explique pourquoi le temps n'est plus «à ce genre de conversation» : «La situation exige un changement à court terme, et nous ne sommes pas prêts à accepter le statu quo. Il faut que les responsables de la situation soient punis, et que le régime soit révisé par tout le monde. Il faut que les responsables soient punis, et que le régime soit révisé par tout le monde. Il faut que les responsables soient punis, et que le régime soit révisé par tout le monde.

Si les responsables de la politique économique ne semblent pas disposés à partir, en revanche, le ministre des affaires étrangères, M. Costa Mendez, a offert sa démission. On ne savait pas, mercredi soir, si elle serait acceptée. Officiellement, il s'agit de laisser au chef de l'Etat le libre arbitre de mouvement pour les batailles diplomatiques à venir. Mais on disait aussi que les militaires avaient très mal reçu les propos tenus la veille par le ministre. M. Costa Mendez avait parlé en effet de la «reddition» de la garnison argentine, le mot tabou par excellence pour les chefs de l'armée.

Quelques informations ont été données sur la situation à Port-Stanley. Le général Menéndez, ancien gouverneur militaire des Malouines, ne serait plus à la tête des troupes restées par les Britanniques. Avec ses trois officiers d'état-major, il aurait été embarqué mardi sur un navire britannique, et serait considéré comme prisonnier de guerre. Conformément à l'acte de reddition signé, les soldats argentins reviennent dans leur pays sans armes ni munitions. Actuellement, ils sont cantonnés dans des conditions précaires près de l'aéroport de Port-Stanley. Un premier contingent doit être rapatrié sur des bateaux marchands argentins samedi ou dimanche. Ceux qui appartiennent au génie travailleraient au déminage de l'île.

CHARLES VANHECKE.

M. Brejnev a envoyé un télégramme au président Galtieri, adressant au «peuple argentin» des salutations «cordiales» et des souhaits de «prospérité» et de «bonheur». Le télégramme de M. Brejnev ainsi que la réponse du général Galtieri, affirment l'agence Tass, expriment la certitude que les relations bilatérales «se développeront avec succès», serviront «à l'avenir aussi les intérêts des deux peuples, la cause de la paix, de la sécurité et du respect des droits inaliénables des peuples». — (A.F.P.).

AVEC LA VICTOIRE DE PORT-STANLEY

Les Britanniques ont le sentiment d'avoir retrouvé la fierté nationale

De notre correspondant

Londres. — Ne l'a-t-on pas assez brocardée, cette Grande-Bretagne anglaise, métadée de son industrie surannée, entorquée dans la crise économique, contemplant non sans complaisance sa propre décadence ? Et c'est elle, cette «vieille dame indigne», tiraillée entre la nostalgie des splendeurs passées et une jeunesse plus soucieuse de provocation que d'effort, qui s'est lancée dans une aventure militaire à plus de quatre mille kilomètres, son nom de valeurs que les autres n'ont délaissé que du bout des lèvres.

Elle savoura sa victoire sur un adversaire qu'elle n'a pas sous-estimé, qui disposait aussi d'un équipement moderne (ne lui en avait-elle pas fourni elle-même une grande partie ?) et qui lui a infligé des pertes éducatives. Il est vrai que les Britanniques se sont lancés à la reconquête des Malouines dans des navires vendus à l'ancien, fabriqués dans des chantiers navals anglais, armés par des marins promus au chômage.

Mais ils ont prouvé qu'ils avaient une armée de grande valeur parfaitement entraînée — même si elle n'a pas participé à des combats importants depuis des décennies (les missions en Ulster s'apparentant plutôt au maintien de l'ordre) — et bien équipés.

Il n'a pas tenu plus de trois jours après l'invasion argentine du 2 avril pour rassembler la flotte, qui, au fil des semaines, a grossi pour compter à la fin plus d'une centaine de bâtiments et plus de vingt-cinq mille hommes. La partie n'était pas gagnée d'avance. Mrs Thatcher a tenu un parti qu'elle a gagné. Son rôle personnel a été essentiel dans la formation du gouvernement de Londres pendant toute la crise. A l'exception d'un petit secteur du parti travailliste, tous les responsables étaient d'accord pour envoyer la flotte à l'aide de la Malouine, mais ils n'étaient pas aussi nombreux à vouloir s'en servir et à accepter les risques de la guerre.

Les Britanniques redécouvrent leurs forces armées et voient, dans la campagne des Malouines, la justification des soldats de métier. Leur fierté est d'autant plus grande qu'ils ont mené l'opération seuls, et parfois même contre les conseils de leurs alliés avec cependant un appui logistique et une aide technique des Etats-Unis plus importante que les deux pays ne l'ont, jusqu'à maintenant, reconnue. Pour une armée habituée à opérer dans le cadre de l'OTAN, et préparée à contenir une éventuelle poussée de l'Union soviétique dans l'Atlantique nord, la tâche n'allait pas de soi mais elle a été accomplie dans les grandes traditions de la marine anglaise, qui se renouait avec un succès glorieux.

Le coût de la guerre

La victoire de Port-Stanley s'ajoute à la liste des hauts faits des marins de Sa Majesté. «Nous avons retrouvé le respect envers nous-mêmes, que nous avions perdu», l'expression de l'éditorialiste du *Daily Mail* (conservateur) n'est pas seulement une clause de style. L'union nationale a été à peine entamée par les petites groupes de contestataires qui se sont opposés à l'envoi de la force d'intervention. S'il n'y a pas eu de mobilisation populaire en faveur de l'effort de guerre, la Fonde pour l'Atlantique sud, créée pour aider les victimes du conflit, a en quelques jours reçu plusieurs millions de lettres. Toute la classe politique a tenu autour de Mrs Thatcher, dont le parti a battu tous les records de popularité. La classe ouvrière s'est reconnue dans la ligne la plus dure, alors que les opposants se recrutent parmi les jeunes marginaux et les intellectuels. Les ouvriers des chantiers navals, toujours prêts en temps ordinaire à faire grève quand leur paie est menacée, ont travaillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour aménager les navires civils réquisitionnés pour l'Atlantique sud.

Les Malouines sont apparues d'autant plus importantes et symboliques pour les Britanniques qu'elles sont une des dernières possessions de la Couronne, une des dernières possessions de l'empire disparu. Image de la splendeur passée, elles ont cristallisé toute la nostalgie d'un peuple qui avait, sans traumatisme, abandonné ses colonies. La campagne des Malouines est-elle le dernier sursaut d'un empire perdu ou annonce-t-elle une ère nouvelle dans la vie de la Grande-Bretagne ?

Le sort des prisonniers argentins

De notre correspondant

Londres. — La plus grande confusion règne à Londres sur le nombre réel et réel des prisonniers argentins capturés après la capitulation de Port-Stanley. Aux Communes, Mrs Thatcher avait parlé mardi de quinze mille hommes, chiffre largement supérieur aux précédentes estimations sur la force de la garnison argentine, mais il a été confirmé par le ministre, de la défense.

Sur place, en revanche, le général Moore a déclaré que le chiffre était «exagéré», et que le nombre des prisonniers ne devait pas excéder neuf mille. Les mille sur Port-Stanley et deux mille sur la Malouine occidentale. Pour expliquer cette divergence, le ministre de la défense a souligné que les Britanniques avaient été induits en erreur par le commandant en chef des troupes argentines, le général Karzenov.

Dans un rapport publié par les services du premier ministre, l'amiral Woodward a fait savoir que de nombreux prisonniers souffrent de malnutrition, de froid et de maladies. «Les Argentins doivent savoir que la ne pour pas garder leurs troupes au

second plan, il ne les a pas résolu. Dès que les passions seront calmées, ils reviendront à la surface, et les forces politiques reprendront leur place traditionnelle avec toutefois l'inconnue du parti social-démocrate, durement ébranlé par la remontée du parti gouvernemental.

La parti conservateur espère que Mrs Thatcher profitera de l'union nationale pour avancer sur la voie du «redressement national». Les élections générales à court terme ont été exclues par le premier ministre, et ses amis soulignent qu'elle accentue son offensive pour arracher de la société britannique, les dernières «traces de socialisme», amenées à l'origine du déclin du Royaume-Uni.

D'autres conservateurs considèrent au contraire que leur parti doit d'abord s'efforcer de maintenir l'unité du pays pour redevenir le «parti d'une seule nation» tout en exaltant les vertus militaires pratiquées dans l'Atlantique sud : la discipline, l'endurance, le sens du sacrifice et du devoir. Quand l'aura de la victoire se sera estompée, c'est en effet sur le front intérieur que Mrs Thatcher sera jugée.

DANIEL VERNET.

EUROPE

Italie LES SOCIALISTES PROVOQUENT LA DÉMISSION DU MAIRE ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX COMMUNISTES DE ROME

(De notre correspondant.)

Rome. — La capitale italienne n'a plus de maire : M. Ugo Vetere a donné sa démission mercredi 16 juin, ainsi que tous les conseillers municipaux communistes, à la suite de la décision de leurs collègues socialistes de renoncer à leur mandat. Ce qui s'est passé pour la ville doit se reproduire ce jeudi pour l'administration provinciale.

Malgré un certain nombre de tensions et de difficultés, c'est la première fois en six ans que les administrations de gauche (fondées sur une alliance P.C.-P.S.I.) de Rome et celle de sa région traversent une crise aussi grave. Celle-ci ayant lieu précisément à un moment où le P.S. renforce par les résultats des dernières élections locales partielles, cherche à obtenir une plus forte représentation au conseil municipal de la capitale.

Les socialistes, sur les directives de la direction du parti, avaient donné leur démission à la suite d'un article publié dans l'*Unità* par le secrétaire de la fédération romaine du P.C.I., critiquant la position du P.S. dans les négociations pour élargir le conseil municipal aux partis «laïcs» (républicains, libéraux et sociaux-démocrates). Les socialistes avaient expliqué leur geste en soulignant la nécessité de «convergences claires en matière de programme». — Ph. P.

BAC et SC.PO
Préparations spécialisées pour concours de médecine
CEPES 57, rue de la République, 92 Neuilly, 72234 Neuilly (92) 741.00.10
enseignement supérieur privé

Pologne Solidarité a organisé une grève d'un quart d'heure à Gdansk

De notre correspondant

Varsovie. — Une grève d'un quart d'heure a été observée mercredi 16 juin dans la région de Gdansk, et notamment aux chantiers Lénine. Fortement suivi, ce mouvement avait été organisé par la direction régionale clandestine de Solidarité, qui entendait marquer le début du septième mois d'état de guerre et se rendre hommage aux mineurs de la mine Wujek tous le 16 décembre.

Bien que l'appel à ce débrayage ait été connu depuis deux semaines et que des tracts titrant «Solidarité vaincra» aient été distribués la veille, les forces de l'ordre n'ont pas tenté de s'opposer au mouvement. Les sirènes de quelques usines ont retenti à midi, dans une ville calme où la présence policière était discrète.

Ce succès syndical, trois jours après les manifestations de dimanche à Wrocław et Cracovie, laisse penser que l'on pourrait assister à de nouveaux mouvements de protestation la semaine prochaine, à l'occasion de l'anniversaire des émeutes de Poznan, de Radom et Ursus.

Selon Trybuna Zdu, l'actrice Lénine à Cracovie, dans les parages de laquelle avait eu lieu la manifestation de dimanche, est paralysée depuis ce jour en raison d'un accident. Le quotidien indique que l'accident aurait été provoqué par un ouvrier ivre, ce qui semble contredire l'ouverture d'une enquête par la procureure militaire.

NEUILLY ET PHARMACIE QUARTIER LATIN
MEDECINE
classe préparatoire
pour combler en un an la totale méthodologie et de connaissances qui sépare le niveau du bac des exigences du concours
CEPES 57, rue de la République, 92 Neuilly, 72234 Neuilly (92) 741.00.10
enseignement supérieur privé

AMÉRIQUES

Canada Les indépendantistes québécois présenteront des candidats aux prochaines élections fédérales

De notre correspondant

Montréal. — Les indépendantistes québécois présenteront des candidats aux élections fédérales. A l'issue d'une réunion tenue, il y a quelques jours à Hull, en face de la capitale fédérale, Ottawa, les trois cent cinquante membres du Conseil national du parti québécois ont estimé que l'élection de députés indépendantistes à la Chambre des communes pourrait faire avancer leur cause.

L'idée était dans l'air depuis quelques mois, mais les résistances étaient très fortes au sein du parti. Certains dirigeants et députés «péquistes» craignaient qu'un tel geste n'affaiblisse le mouvement indépendantiste au chef du gouvernement fédéral, M. Trudeau, d'intervenir davantage encore dans les affaires québécoises, en particulier à l'occasion des élections provinciales de septembre.

Les partisans de cette initiative affirment en revanche que la présence des députés indépendantistes à Ottawa aurait plusieurs avantages. Elle permettrait de défendre au niveau fédéral les «véritables intérêts» du Québec, qui, selon le parti québécois, est actuellement «trahi» par ses représentants au Parlement fédéral. Elle accélérerait le processus d'accession du Québec à l'indépendance, à l'heure où les députés aux nationalités une érique d'ont ils pourraient mieux défendre leur cause et négocier avec le Canada anglais un nouveau statut pour le Québec.

Enfin, et c'est l'argument principal, ce serait l'occasion pour les Québécois de mettre fin au monopole exercé depuis quarante ans par le parti libéral de M. Trudeau, qui a remporté les élections fédérales de février 1980 grâce au vote massif du Québec en sa faveur (74 sièges sur 79). Estimer que M. Trudeau reste le plus grand obstacle à la réalisation de l'indépendance du Québec, le parti québécois souhaite diviser le vote pour permettre aux conservateurs de remporter les prochaines élections fédérales, prévues pour 1984. Les conservateurs, estimant-ils, feront preuve de plus de complexité lors d'une négociation avec le Québec.

Le chef du gouvernement québécois, M. Lévesque, a été très clair : il faut se «débrancher des libéraux fédéraux». S'appuyant sur des sondages indiquant que des députés indépendantistes pourraient remporter au minimum vingt et un sièges, M. Lévesque, qui n'était pas très favorable à cette idée à l'origine, s'est finalement prononcé en faveur de la participation de ses députés aux élections fédérales. Il insiste à déterminer la forme que prendra «cette» une grande victoire du parti québécois, approuver des candidats de l'opposition conservatrice, ou créer un nouveau parti ? Un nom étiré déjà : le parti pour l'indépendance du Québec (P.I.Q.).

BERTRAND DE LA GRANGE.

57, rue de la République

صكنا من الأصيل

OUTRE-MER

NOUVELLE-CALÉDONIE : les derniers feux de la coloniale ?

I. - En dépit des Cassandra

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

Canala. - Bo quelques nuits d'une fièvre automnale, ce coin de brousse perdu en bout de piste s'est allité un mythe. « Le fief des anti-Français », un avant-gout de la République canaque, jure-t-on dans les salons de Nouméa où viennent échouer toutes les rumeurs de l'île, grosses de frissons inquiets ou de bravaches arrogantes.

Les passions sont retombées, mais qui a oublié ce soir de septembre où Canala - quelques maisons égarées sur un rivage rugueux - s'est soudain insurgé ? Des routes barrées et des fusils chargés, quelques bêtes abattues dans le stock-vord du Blanc et le gendarme banal de la terre des tribus... D'un coup, le face-à-face calédonien croqué à l'éau-forte, sans tard ni nuances (Le Monde des 29 et 30 septembre 1981).

Alors on plonge vers le bastion rebelle, pressé, curieux. Mais l'on se prend pourtant, chemin faisant sur une piste incertaine, à déjouer la surprise, à ne rien attendre qu'on ne sache déjà au p... Oui, on a vite fait d'habiller d'un nouveau décor - fouillis de niaoulis et ciel d'Océanie - l'histoire écrite et répétée, le scénario réglé, des combats émanicipateurs. On sait les mots, on connaît les discours, la « juste haine » et les « droits légitimes », la « libération nationale » et le zeste abessairien de la modernité du siècle.

On l'entend aussi, le « petit Blanc », arguer de sa peur et de son bon droit contre valise et cercueil, lui qu'un ateu begnard, commandant ou seulement voyageur et fauché, a jeté là par mégarde quand l'Empire ne se comptait pas en confetti. Comme on l'entend, le jeune Canaque en mal d'identité, un pied revenu en tribu, l'autre encore en Sorbonne, plaider la culture étouffée, la dignité bafouée, quêtant sans relâche la savante alchimie qui viendra fondre la coutume des ancêtres et la modernité du siècle.

Bref ! En bout de piste, on s'est déjà raconté la fin. Reste juste à lester d'un brin de couleur locale...

Fâcheux contre-pied. Voilà qu'on tombe, pentes, sur l'image sépia d'une France antipode bardée de tricolore !

Canala la rebelle s'est tout endimanchée pour accueillir, mieux qu'il se doit, le représentant de la France nourricière, de visite au village. On attendait quelques complaisances sur les méfaits de l'impérialisme. Maldonne, on souffle, ici, l'air guilbert, les derniers feux de la coloniale !

Les femmes en robe-mission, les enfants des écoles, radieux sous des couronnes de fleurs, y vont d'une

délicate ritournelle : « Hanu commissaire de la Calédonie, merci d'être venu. Ne craignez plus, l'amitié nous rassemble... ». Au premier rang, toutes médailles en sautoir sur l'uniforme frais repassé, le grand chef Kataoui, visage craquelé comme une terre brûlée, mains croisées sur le pommeau de sa canne, clame tout ému son « indéfectible attachement à la mère-patrie, garante de notre liberté ».

Saharienne de tournure et lunettes Rayban, M. Christian Nucci, haut commissaire, remercie gentiment et sacrifie à la coutume sur une palme tressée : cigarettes, boubons et un petit billet contre le crabe et les ignames. « A travers ma personne, c'est tout le gouvernement de la République qui se trouve honoré, dit-il solemnel. Si j'ai tenu à faire la cuisine, c'est que nous sommes respectueux des traditions et de la culture mélanésienne... Je suis venu faire d'importantes réformes pour que les enfants qui m'ont accueilli soient demain des hommes libres et responsables... ».

A l'heure du bougna

Les anciens, devant leur case, s'inclinent dignement. Des jeunes, par dizaines autour, ça et là, vêtus de tee-shirts à la gloire de l'indépendance, écoutent sans mot dire, intrigués. Le « bougna », impossible, savoureux discrètement le moment. A peine si, à l'heure du bougna, assis en tailleur sur une natte au beau milieu de la tribu Gelima, il glissera, avec un clin d'œil complice : « Regardez bien. Il y a seulement trois mois, plus un Blanc n'osait s'aventurer dans le coin... ». Histoire, sans doute de prendre date.

Evanois les rebelles ? Assagie Canala ? Gare à qui mériterait gros sur trop d'apparences aimables. La Calédonie, de si longtemps promise aux affrontements par une politique sourde aux appels les plus raisonnables, aveugle aux injustices les plus criantes, a frémé aux premières secousses et s'accorde un répit. Un « état de grâce », assurent même quelques optimistes. Assés, en tout cas, pour confondre les Cassandra qui, hier encore, vouaient le « caillou » à une guerre civile hantée, selon le jour et le camp, de spectres rhodésiens ou algériens.

Les menaces sont loin d'avoir disparu. Mais le ton, le climat ont assurément changé. Pris de court cet automne par les troubles qui ont suivi l'assassinat de Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne (U.C.), la principale formation indépendantiste, - le pou-

voir a su contenir l'explosion mais n'ignore plus que le temps est compté pour s'attaquer aux racines du mal avant que les ultras des deux bords ne s'en mêlent à nouveau. Or c'est là une tâche qui pourrait bien se révéler atout et non handicap.

Placé en première ligne, M. Christian Nucci soigne à merveille son image d'homme pressé et force le trait qui fait mouche sur ce « caillou » taillé en brousse. Un petit côté macho, le verbe haut et le tutoiement facile, il sait rappeler quand il faut ses racines corse et son berceau pied-noir : rien de tel pour flatter le broussard. Mais militant d'une gauche dissidente quand l'officielle « pacifiste » les djebels, il a aussi de quoi entamer, sur l'autre bord, quelques solides a priori de méfiance.

Le baroud sans la coloniale ? Ce profil au carré, mélange détonant d'anticonformisme et de fermeté - à 100 lieues des convenances empesées des « gouverneurs » d'hier, - a d'évidence sa part, et non la moindre, dans la description qui prévaut aujourd'hui. Une résidence ouverte à tous vents, et ce haussaire sans chauffeur ni gorille, fidèle à la terrasse du Saint-Hubert, chaque midi à l'heure du petit jus, ça ne déplaît pas à Nouméa. Même si quelques caquies de la politique locale - inquiètes de la concurrence ? - bougonnent mezzo voce contre ce « étoche un peu trop voyant ».

Craintes et grogne ne sont pas innocentes. Car si M. Nucci bouscule ostensiblement convenances et protocole, court sans cesse la brousse, de la « station » du Blanc à la tribu canaque - et s'il entend bien que cela se sache le soir à l'heure de la soupe... Merci à FR 3, - ce n'est pas par seul souci de l'image de marque ou d'une carrière qu'il dessine volontiers à son avantage. C'est surtout que le jeu vaut à coup sûr l'enjeu.

La nouvelle donne que l'on entend, en haut lieu, promouvoir sur le territoire ne peut s'accommoder d'une politique qui, confinée à Nouméa, se perd trop souvent entre clientélisme et querelles électorales. Paris, sur ce terrain miné, semble dépourvu d'atouts. La majorité territoriale, acquise à l'ancien commissaire de la République tantec gentiment ses chefs de service. Un vrai réquisitoire : de la papeterie qui trône ou se perd, à l'adduction d'eau qui s'évapore à la moindre queue de cyclone, de la piste qui

suffrages exprimés, contre 65,5 % à M. Giscard d'Estaing). La droite locale, mal remise du choc, mais forte de sa légitimité, a vite pris le parti d'une « résistance » plus ou moins agressive.

Plus de demi-mesures

Pour l'opposition, rassemblée plus qu'unie dans le Front indépendantiste, représentant plus de 80 % de la population mélanésienne, la divine surprise du 10 mai tenait, en revanche, de la véritable aubaine : le parti socialiste et son premier secrétaire n'avaient-ils pas pris fait et cause - et à plusieurs reprises - pour la « libération du peuple canaque » ? A Nouméa, les leaders du Front attendaient la suite comme un di, souples sur le calendrier, mais fermes sur un principe : plus de demi-mesures, l'indépendance - l'indépendance canaque - était officiellement en gestation...

C'est de cette Calédonie, réveillée à l'aube du 11 mai entre rêve et angoisse, partagée entre deux légitimités hostiles, que le pouvoir socialiste a donc bérilé. Il doit, aujourd'hui, pour avancer au milieu des écueils, bouleverser à droite un jeu figé par trop de pesanteurs, et faire entendre à gauche une politique qui ne répond pas toujours, loin s'en faut, aux promesses et aux engagements d'hier. On comprend mieux dès lors cette volonté manifeste de négliger les états-majors - que l'on « soigne » en coulisse - pour mieux privilégier le terrain.

En six mois, M. Nucci a ainsi pu faire l'inventaire. Plus une commune de quelque importance qui n'ait vu débarquer le haussaire et sa cohorte de fonctionnaires, dossiers sous le bras et bientôt pressés, bon gré mal gré, de répondre en public aux doléances des administrés.

Ils sont plus de trois cents, ce jour-là à Canala, sagement entassés dans la grande salle de la mairie. Trois cents, un peu ébahis, pour une séance de travail - mi-réunion de conseil municipal, mi-assemblée territoriale, - qui, pendant trois heures, écoutent M. le haut commissaire de la République tantec gentiment ses chefs de service. Un vrai réquisitoire : de la papeterie qui trône ou se perd, à l'adduction d'eau qui s'évapore à la moindre queue de cyclone, de la piste qui

s'écroule sous les roues du car de ramassage à la mine qui pollue la rivière...

Trois cents qui, au bout du compte, entendent leur maître, indépendantiste militant, exiger que « ça change enfin », que « les tiroirs de l'administration ne soient plus synonymes d'oubliettes » et que Canala soit considérée comme une « commune française à part entière ».

L'intendance contre l'indépendance ? Révolue l'heure des paraphe généraux au bas des manifestes purs et durs. Le socialisme aux affaires prêche sur le « caillou » concorde et réconciliation contre les extrémistes. Plaide justice et réformes pour épargner au lendemain ces « révolutions porteuses de malheurs et de désordres ». « De repars confiant », assure ainsi M. Nucci en quittant Canala. Sûr que personne ici ne remettra en cause l'autorité de l'Etat... J'y veillerai pour le bien de la France, mais aussi celui de la Calédonie, qui saura prendre demain la responsabilité de son destin.

Ces mises en garde balancées et cet avenir qu'on dessine de nouveau en pointillé, renvoyant le mot même de l'indépendance au lesque des tabous, nourrissent bien sûr quelques rancœurs et impatiences. N'a-t-on pas, ça et là, parlé de reniement ? On a même entendu le dirigeant local de la Ligue des droits de l'homme - un des rares Blancs militant pour l'indépendance canaque - s'indigner contre les molleses coupables de la gauche au pouvoir : « De quoi ont-ils peur ? Il suffit d'amener un bataillon de paras à temps et d'annoncer clairement la couleur. Alors, on verra ce qu'on verra... ».

Flou et double jeu

Les relations entre l'Union calédonienne et le « haussariat » ont quelque temps pâti des réajustements de la politique socialiste vis-à-vis du territoire. « L'U.C. n'apparaît plus comme un partenaire fiable », assure-t-il, en octobre dernier, retour de Calédonie, le délégué national du P.S. DOM-TOM. A quoi la formation indépendantiste rétorquait, guère plus amène, en dénonçant le flou et le double jeu des hommes en place, accusés « d'utiliser les partis canaques pour faire passer des réformes » tout en s'efforçant de créer, à côté d'eux, une force politique plus docile...

Les intérêts bien compris de chacun interdisaient toutefois d'envenimer la querelle. Il y avait, de la part du pouvoir, quelque vaine prétention à vouloir s'appuyer sur un parti neuf quand les socialistes du cru se déchiraient en d'interminables conflits de personnes. Et à céder aux plus ultras, les partis canaques se privaient bien vite des avantages du « changement » - même s'ils les estimaient un peu chiches - pour se lancer dans une course aventureuse vers une indépendance d'évidence prématurée...

Les illusions et les beaux principes ont laissé place au pragmatisme. Etudiant la question épineuse du statut, on s'efforce donc désormais d'associer les dirigeants indépendantistes à l'élaboration et à la mise en place des réformes que l'on veut radicales.

« Plus on avance, et plus l'indépendance recule », susurre-t-on parfois, avec un petit sourire satisfait, dans l'entourage de M. Nucci. Pronostic imprudent ? On se tromperait fort en négatif la détermination des Canaques à réaliser ce qu'ils veulent. Les réformes sont et ne peuvent être qu'une phase dans un processus de décolonisation. Voilà qui ne doit pas échapper à ceux qui croient nous tenir - prévoyant, sans jamais hausser le ton, M. Jacques Jékawé, l'un des très rares hauts fonctionnaires canaques, membre influent de l'U.C. et pilier essentiel du « système Nucci ».

Et si cela ne suffit pas, les plus méfiant s'empresse de rappeler que M. Djoud, lui aussi, s'était fait le paragon des réformes et de l'audace, jurant ainsi de nettoyer très pacifiquement le « caillou » de ses indépendantistes. Résultat...

Cette fois, pourtant, les plans sortent des cartons et les savants débats sur la « pause » n'ont pas cours en Calédonie. Mais le pari engagé implique, pour être gagné, que ces réformes soient suffisantes pour bousculer la pesanteur des privilèges et assez sages pour désarmer trop de réactions hostiles. Bref ! qu'elles soient bien reçues même si « ordonnances obligent » - elles sont aujourd'hui imposées.

La quadrature du cercle ? Déjà la « brousse blanche » se mobilise contre les « spoliateurs », et Nouméa bruisse des rodonnantes de « résistants ». Mais apparaissent aussi de précieux reclassés politiques. A point nommé pour « légiférer » les réformes ?

Prochain article :
LE TEMPS
DES COMPROMIS

QUES

Canada
indépendantistes québécois
devant des candidats
aux élections fédérales

Le meilleur de chaque siècle est dans la GF



D'une grande intensité dramatique, c'est le chef-d'œuvre de la littérature américaine d'inspiration puritaine et l'un des romans américains les plus importants du siècle dernier.

Nathaniel Hawthorne - La lettre écarlate. Une traduction de Marie Canavaggia. 320 pages, 19 F.



La naissance d'un écrivain racontée par lui-même. Un roman étonnant de jeunesse et de vitalité écrit à 83 ans. Une somme où se retrouvent, avec des apports nouveaux, les principaux thèmes de l'œuvre romanesque de Mauriac.

François Mauriac - Un adolescent d'autrefois. 256 pages, 13 F.



De tous les romans de Hugo, le plus étrange et le plus baroque, peut-être le plus surréaliste avant la lettre par son goût de la monstruosité et son penchant à l'humour noir.

Victor Hugo - L'homme qui rit. Tome 1 : 448 pages. Tome 2 : 416 pages. Chaque volume 25 F.

GF-Flammarion.

Le Monde

équipement

TOURISME

A propos de...

LES INTENTIONS
DU MINISTRE DE LA MER

Plages pour tous

M. Louis Le Pen, ministre de la mer, a présenté au conseil des ministres du 16 juin une communication relative au libre accès du littoral et des plages et a annoncé des mesures de lutte contre la privatisation du domaine public maritime, phénomène particulièrement développé sur la côte méditerranéenne.

Les plages s'étendent sur environ 1 900 kilomètres, mais les plages privées et les panneaux du genre « Propriété privée », ainsi que les clôtures, ont tendance à proliférer abusivement. Car le principe juridique de base qu'il convient de faire respecter avec davantage de vigilance est : « Le domaine public maritime est librement et gratuitement ouvert à tous. » Sur les plages concédées aux communes, les plages ne peuvent occuper plus de 30 % de la surface.

D'autre part, le cheminement continu des piétons, dit « sentier du douanier », doit être réservé par les riverains et librement ouvert au public le long des 1 300 kilomètres déjà aménagés (sur une distance totale de 4 000 kilomètres réalisables). Des actions « coups de poing » seront lancées dans les prochaines semaines sur certains points du littoral et en 1983 le

budget du ministère de la mer pour l'aménagement du sentier du douanier sera augmenté. Pour que le public soit mieux informé et puisse faire valoir ses droits, une carte du littoral va être établie et un service de renseignements S.V.P. mis sur pied, avec l'aide des élus pour « réduire ou faire disparaître les occupations abusives ».

Enfin, le gouvernement va inciter financièrement les communes à tracer ou à moderniser les voies d'accès entre les villages, les hameaux et les plages qui dépendent de leur territoire. On cite comme exemple aberrant la plage de l'Estagnol, à côté du fort de Brégançon, plage publique, mais à laquelle on ne peut accéder qu'en empruntant une voie privée qui traverse sur plusieurs kilomètres une propriété privée.

TRANSPORT

LE BLOCAGE DES TARIFS A LA R.A.T.P.

Un manque à gagner de 251 millions de francs
à la charge des contribuables

Le ticket de métro parisien ne devrait pas augmenter le 1^{er} juillet comme il était prévu. La R.A.T.P., qui, traditionnellement, relève ses tarifs au début de l'été, sera la principale victime du blocage des prix, puisque la S.N.C.F. et la poste ont eu la chance de réajuster leurs prix peu de temps avant le réajustement monétaire. L'usager des transports en commun parisiens s'en félicitera, le contribuable s'en plaindra.

En vertu d'une ordonnance de 1959, si le gouvernement empêche la Régie de fixer son prix de vente à un niveau lui permettant d'équilibrer ses comptes, il doit lui verser une « indemnité compensatrice » fixée à 70 % par l'Etat et à 30 % par les départements de la région parisienne. Lorsque fut préparé le budget 1982, cette indemnité avait été fixée à 3 960 millions de francs. Cela impliquait une augmentation du prix du ticket de métro de 14 % au 1^{er} juillet. Mais, depuis, la R.A.T.P. a fait quelques économies sur ses prévisions de dépenses et surtout le nombre de ses clients a sensiblement augmenté (le Monde du 13 mai). Aussi, une augmentation de 10 % au 1^{er} juillet aurait été suffisante pour équilibrer les comptes de la Régie. Le prix du ticket de métro

de 2^e classe serait alors passé de 2 F à 2,20 F.

On ne peut guère envisager une nouvelle amélioration du trafic qui permettrait de compenser la non augmentation du tarif. Si le trafic reste stable, d'ici à la fin de 1982, le manque à gagner par la R.A.T.P. sera de 251 millions de francs, somme que l'Etat et les départements devront couvrir. Il y a guère d'économie à attendre du blocage des salaires, puisqu'à la Régie ceux-ci ont augmenté de 3 % au 1^{er} mars et de 3 % au 1^{er} juin, et que la prochaine augmentation n'était déjà prévue que pour l'automne. Certes, si le prix du ticket est relevé avant la fin de l'année, la perte pour la R.A.T.P. sera réduite d'autant mais il serait surprenant que le gouvernement donne le mauvais exemple en libérant les tarifs publics dès la fin du blocage des prix.

En revanche, il peut décider de surcroît à une mesure réclamée depuis longtemps par le premier ministre et promise par M. Quin, le président du conseil d'administration de la R.A.T.P. : la suppression de la tarification supplémentaire pour les terminus de métro, les plus éloignés des ports de Paris (Gennevilliers, Saint-Denis et Créteil). Cette mesure aurait dû s'appliquer avec la prochaine augmentation du ticket de métro et renoncer permettrait d'économiser 20 millions de francs.

Ce blocage des prix augmentera donc d'autant plus les dépenses de l'Etat que ceux de la S.N.C.F. banlieue sont liés au prix du ticket de métro. Il faudra aussi compenser le manque à gagner de l'entreprise nationale. Surcroît, le blocage des tarifs va entraîner une nouvelle diminution de la part de l'usager dans le financement des transports en commun parisiens (37 % si les tarifs restent valables tout au long de 1982) alors que dans l'esprit de M. Fiterman, la mise à la charge des entreprises d'une partie du coût de la carte orange des salariés (l'Assemblée nationale doit en discuter le mardi 22 juin) était liée - au moins - à la stabilisation de la part du voyageur. Un nouvel équilibre du financement des transports d'Ile-de-France est en effet un préalable indispensable à leur réforme depuis longtemps promise. - Th. B.

Fin des études techniques pour la traversée de la Manche

LES EXPERTS PRÉFÈRENT LA SOLUTION DU TUNNEL CREUSÉ

Des études complémentaires vont avoir lieu d'ici à l'automne pour déterminer si les divers projets de liaison fixe à travers la Manche réalisables financièrement et juridiquement. C'est ce qu'a annoncé, mercredi 16 juin à l'Assemblée nationale, M. Charles Fiterman, ministre des transports, en réponse à une question de M. René Roubon, député communiste des Bouches-du-Rhône. Au même moment, M. David Howell, secrétaire britannique au transport, s'adressait en des termes identiques au Parlement de Londres.

L'heure de vérité sonnera donc seulement à l'automne pour le fameux « tunnel », en même temps que l'on saura si les deux personnalités témoignent bien de la « ferme volonté politique » de mener l'ouvrage à son terme, ce que M. Fiterman a jugé capital. En attendant le rapport du groupe de travail franco-britannique sur la liaison transmanche a été publié. Il révèle que, même si l'on doit attendre un doublement dans les vingt ans à venir de l'établissement d'une liaison fixe de trafic de passagers et de marchandises dans cette zone, celui-ci pourrait être assuré sans difficulté par les services maritimes et aériens existants et à des prix de revient abaissés, compte tenu de la hausse des coefficients de chargement. Mais, affirment les experts, le tunnel (ou le pont) sera encore moins cher tout en étant d'un bon rapport pour les gestionnaires : un taux de rentabilité de 5 à 9,1 % selon les formules retenues.

Le groupe de travail marque sa préférence pour la formule du double tunnel ferroviaire creusé à 40 mètres sous les fonds de la Manche. Faisant appel à une technique

déjà bien maîtrisée, la construction de ce tunnel pourrait commencer assez rapidement - en 1984 - alors que les projets de ponts ou de pont-tunnel supposent encore trois années d'étude et que, de la même manière, de longues recherches seraient nécessaires pour déterminer les effets hydrauliques et écologiques de la pose d'un tunnel immergé au fond de l'eau.

Conséquences sur l'emploi

Le futur des experts se doit à la rapidité pure et simple du projet abandonné en 1976, d'un double tunnel de 7 mètres de diamètre, assorti d'une galerie de service de 4,50 mètres, capable d'assurer à partir de 1981, au long de ses 48,5 kilomètres, à la fois le transit des trains de voyageurs (qui fontent Paris-Londres en quatre heures, ou quatre heures quinze) et de marchandises et un trafic de nouvelles ferroviaires transportant les ensembles routiers d'un bord à l'autre de la Manche. Le double tunnel offre aussi aux investisseurs l'avantage de pouvoir être construit par tranches.

Le groupe de travail a aussi examiné les conséquences de l'existence d'un tel ouvrage sur l'emploi dans les régions côtières. Sa construction mobiliserait aux meilleurs jours de deux mille cinq cents à cinq mille cinq cents ouvriers et techniciens de chaque côté de la Manche, selon la formule retenue. Après viendrait ce que les experts appellent « quelques années difficiles » : l'achèvement du chantier supposerait des conversions, mais surtout la baisse de l'activité liée au transport maritime (moins si on considère que ce dernier devrait avoir retrouvé son niveau de trafic actuel dans une vingtaine d'années) se traduirait par des réductions de sept cents à trois mille emplois chaque année.

Mais, « au-delà du bilan sera très vraisemblablement positif », ajoute le rapport qui suppose que la concentration des infrastructures dans les zones littorales (l'installation d'activités industrielles importantes dans le département du Pas-de-Calais).

JAMES SARAZIN

Faits et projets

M. CHADEAU RELANCE
LA QUERELLE
RAIL-ROUTE

« La concurrence entre le rail et la route est inégale », a déclaré le 16 juin M. André Chadeau, président de la S.N.C.F., devant le Club de la presse de Rennes.

M. Chadeau chiffre à 4 milliards de francs en 1981 le manque à gagner qui en résulte pour la S.N.C.F. « La concurrence n'est pas égale », dit-il, « quand la durée du travail est à la S.N.C.F. de trente-neuf heures depuis le 1^{er} janvier, trente-huit heures au 1^{er} juillet pour certains par compensation partielle du travail de nuit, alors qu'elle est de

soixante heures et plus en trafic international pour les routiers. »

Le président de la S.N.C.F. a aussi parlé « des nombreuses infractions à la réglementation routière, qu'il s'agisse de la vitesse ou du poids total en charge, ainsi que de l'évolution de la fiscalité routière (taxe à l'essieu, inchangée depuis 1974, et taxe intérieure sur les produits pétroliers) qui a enregistré, en francs constants, une diminution de 40 % en dix ans ».

M. Chadeau a, en outre, indiqué que l'électrification de Rennes-Saint-Brieuc et Rennes-Vannes serait achevée en 1981-1982 et celle des lignes Saint-Brieuc-Brest et Vannes-Quimper en 1982-1990.

« La « petite Camargue alsacienne » en réserve. - Un décret du premier ministre publié au Journal officiel du 16 juin porte création d'une nouvelle réserve naturelle de 120 hectares dans la « petite Camargue alsacienne », zone humide située dans le Haut-Rhin sur les communes de Rosheim, Saint-Louis et Villers-Neuf. Désormais sur ce territoire, la chasse, la pêche, la cueillette, les travaux agricoles, les activités artisanales et industrielles, les travaux publics, la circulation des véhicules et le camping, ainsi que le survol à basse altitude sont interdits. La réserve sera gérée par un comité composé d'élus, de fonctionnaires et de représentants d'associations.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Cabinet de M. Pierre Barbet 8, place Saint-Crispion, (tél. : 56) 81-73-75 et cabinet de M. Serge Wickers 18, c. de Verdun, Tél. : (56) 44-66-90 avocats au barreau de Bordeaux
Vente au trib. de gde inst. de Bordeaux, jeudi 1^{er} juillet 1982, à 15 h.
IMPORTANTE PROPRIÉTÉ
à usage d'exploitation
VINICOLE et D'ÉLEVAGE
dén. : Château de Haut-Brignon -
sit. Cne de Senac (Gironde)
avec extension sur les communes de LATRESNE et de CARIGNAN comp. notam. BAT. D'HABITATION et D'EXPL. sols, prés, terres lab. VIGNES, vergers et aut. nat., le tout d'une sup. cad. tot. de 83ha94a31ca
Mise à prix : 8.500.000 F
VENTE : FOURES

Vie s/aut. imm. Pal. Justice Paris le JEUDI 8 JUILLET 1982, à 14 h.
APPART. 48, r. de VOUILLE
52-52 bis RUE LABROUSTE
M. A P. : 25 000 F
S'adresser : M. BIDOIT, Avocat PARIS 9
70, bd de PORT ROYAL, T. 337-92-99
A la vente au Trib. Gde Inst. PARIS, BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ÉVRY (91) le MARDI 29 JUIN 1982, à 14 h.
UN APPARTEMENT
av. cave et garage - 10^e étage
11, avenue des Sablons
GRIGNY-II (91)
Mise à Prix : 40 000 F
Cons. indisp. pr enchérir pr obéq. cert. ou en espèce. Renseignements : M. TRUXILLO et AKOUN, Avoc. ass. 4, boul. de l'Europe à ÉVRY (91). Tél. : 079-39-45.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'ÉVRY, r. des Mazères le mardi 29 juin 1982, à 14 heures
APPARTEMENT à RIS-ORANGIS (91)
au 3^e étage gauche, avec cave et parking, bâtiment 17
ALLÉE DES SPORTS, N° 3
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Cons. indispensible pour enchérir par chèque certifié ou en espèces
Rens. : M. Akoun et Truxillo, avocats associés, 4, boulevard de l'Europe, à Evry. Tél. : 079-39-45.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le jeudi 1^{er} juillet 1982, à 14 heures
LOCAL COMMERCIAL à PARIS (12^e)
au rez-de-chaussée communiquant avec, au 1^{er} étage, un
APPARTEMENT DE 2 PIÈCES
principales, entrée, cuisine, cave, dans un immeuble
rue Christian-Dewet, n° 4
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 150 000 FRANCS
S'adr. M. Bernard Mallard, avocat, 19, av. Rapp. Tél. : 555-86-37
M. Henry Gourdain, syndic, 174, bd Saint-Germain, à Paris-6.
Et à tous avocats près Tribunal de Paris, Nanterre, Créteil et Bobigny.

Vente sur conversion de biens immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 28 JUIN 1982, à 14 heures
En un seul lot
UN APPARTEMENT à PARIS 16^e
comp. d'une entrée, trois chambres, salon, s. à manger, s. de bains, W.C., cuis., débarras, placard-dépt, accès s/escalier de service, usage de l'ascenseur, au 4^e étage droit.
DEUX CHAMBRES au 6^e étage
numéro 4 et numéro 8
au sous-sol une cave portant le numéro 8
150, avenue Victor-Hugo et 117, rue de Longchamp
MISE A PRIX : 750 000 FRANCS
S'ad. pr renseignements à : la S.C.I. SCHEMIDT, DAVY, DUFFOUR, avocats au barreau de PARIS, 76, av. de Wagram, à PARIS (17^e).
Tél. : 766.16.69 - M. Gustave JOHANET, av. à PARIS, 43, avenue Hoche, 75008 PARIS. Tél. : 766.03.40 - Et sur les lieux pour visiter.

Service des Domaines
Adjudication le jeudi 23 septembre 1982, à 15 heures, à ROUEN
ROUEN, 37, rue Ecuylère
LIBRE - En un seul lot
ENSEMBLE IMMOBILIER
ANCIEN CINEMA, LOGEMENT, DÉPENDANCES
situé dans le secteur sauvegardé cad. sect. BE n° 240, 3 à 66 ca -
241, 1 à 75 ca - 252, 8 à 22 ca, soit au total : 13 a 63 ca
MISE A PRIX : 1 300 000 FRANCS
Exemption de la taxe pour dégrèvement d'une démolition
de l'ordre de 2 700 m² de plancher.
C.O.S. maximum 3.
VISITE : s'adresser au Service Bâtiments des Télécommunications, 95, avenue de Bretagne, 76035 ROUEN CEDEX. Tél. : 35-73-33 ou 35-73-75.
RENSEIGNEMENTS ET CONSULTA. DU CAHIER DES CHARGES :
Direction des Services Fiscox - Domaines, 36, rue du Renard, ROUEN, Tél. : 96-71-67
(Extrait du 8040)

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris le jeudi 1^{er} juillet 1982, à 14 heures
10 TERRAINS à LIMOURS (91)
Lieu dit : Le Couvent - Superficie de 7,18 ares à 9,31 ares
MISES A PRIX :
200 000 F. - 190 000 F. - 195 000 F. - 195 000 F. - 210 000 F.
280 000 F. - 225 000 F. - 215 000 F. - 220 000 F. - 180 000 F.
(pouvant être baissées de quart)
S'adresser : M. CHEVROT, avocat, 8, rue Tronchet, Paris. Tél. : 742-31-15.
M. FRECHOU, syndic, 18, rue Séguier, Paris. Tél. : 633-54-17

Vente Palais de Justice de PARIS, en la Cité, boulevard du Palais, le lundi 28 juin 1982, à 14 heures. EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT BOURG-LA-REINE
53/55/57 boulevard du Maréchal-Joffre
5^e étage : face droite, escalier A : entrée, 4 pièces principales, cuisine, salle de bains, W.C., BALCON, CAVES au sous-sol. Emplacement voiture.
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
S'adresser : S.C.P.A. P. Navarre - G. Alesandri
T. 326-96-25. 122, boulevard Saint-Germain, Paris 6
Greffe du Tribunal où le cahier des charges est déposé. Sur place pour visiter.

Vente Palais de Justice de Pontoise (95), jeudi 1^{er} juillet, à 14 heures, en 8 LOTS
1) MAISON D'HABIT. à PIERRELAYE (78)
2 et 3) 2 MAISONS à HOUILLÈS (78)
4) PARCELLE DE TERRE à CARRIÈRES-SUR-SEINE (78)
5 et 6) 2 PARCELLES DE BOIS à PIERRELAYE (78) et MONTIGNY-LES-CURMELLEES (95)
7) PARCELLE DE TERRE à SAINT-LO-DU-DEFFRET
8) IMMEUBLE à ROBERTOUILLE (95)
M. A P. : 1 000 F., 500 F., 10 000 F., 10 000 F., 10 000 F., 10 000 F., 10 000 F., 10 000 F.
Consignation : 12 000 F., 12 000 F., 12 000 F., 12 000 F., 12 000 F., 12 000 F., 12 000 F., 12 000 F.
S.C.P. PETIT-MALAYOY, Avocat (T. 032-20-75)
M. RONZEAU, avocat (T. 030-34-34), M. MICHEL, avocat (T. 031-05-98)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le jeudi 1^{er} juillet 1982, à 14 heures
PROPRIÉTÉ à L'ÎLE DU LEVANT
COMMUNE D'HYÈRES - Lieu dit « HELIOPOLIS »
LA MANDRAGORE - 3 361 m²
MISE A PRIX : 1 046 100 F
S'adresser : M. Bernard DE SARIAC, avocat à PARIS, 70, av. Marceau, Tél. : 720-82-38 - M. POSTWELER, avocat - M. Pierre MARTIN, syndic.

**CHAMBRE INTERDÉPARTEMENTALE
DES NOTAIRES DE PARIS**
(Election du 13 mai 1982)
M. Jacques BEHIN, président
M. PICARD, premier syndic
M. B. POISSON, deuxième syndic
M. LIEURY, troisième syndic
M. DAUBLON, quatrième syndic
M. DAUCHEZ, cinquième syndic
M. M. PICHON, secrétaire
M. PHILIPPOT, trésorier
M. JEULIN, secrétaire adjoint
M. PASCAULT, trésorier adjoint
M. MICHELEZ, secrétaire adjoint
M. LIÈVRE, M. CLAUX, M. UGEN, M. LANQUEST, M. J. CHARDON, M. J.-M. DURAND, M. J.-L. RÉGNIER, M. J.-M. POISSON, M. PENIN, M. GAREAU

صكنا من الإله

PRESSE

UN APPEL EN FAVEUR DU FESTIVAL DU FILM ET DE LA PRESSE

Une centaine de personnalités de la presse et du cinéma viennent de lancer un appel en faveur de l'organisation du dixième Festival international du film et de la presse. Initialement prévu à l'automne 1983, cette rencontre a dû être ajournée par ses organisateurs en raison de difficultés, notamment financières.

Les signataires de la pétition appellent que le premier festival de ce type organisé à Strasbourg en octobre 1981 avait rassemblé six cents journalistes et cent cinquante réalisateurs, producteurs et distributeurs venus de trente-six pays. La presse internationale, écrite et audiovisuelle, s'en est faite très largement l'écho. Pourtant ce succès n'a pas suffi à lever les obstacles à l'organisation du dixième Festival.

La proximité des élections municipales, en France, a-t-elle soudain paralysé les municipalités qui, au lendemain du premier festival, étaient entrées en compétition pour « héberger » et subventionner le second ?

Ce serait d'autant plus regrettable que l'actualité se charge de rappeler tous les jours la pertinence du thème retenu pour ce dixième Festival — celui des « cris de la liberté » à travers le monde.

A LA SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

La société des rédacteurs du Monde a tenu son assemblée générale annuelle le mardi 15 juin. Après l'adoption des différents rapports, il a été procédé au renouvellement du tiers des membres du conseil d'administration. Ont été élus ou réélus :

Bernard Brignonleix, Bruno De-Thomas, Jean Planchais, Michel Bole-Richard, Michèle Champe- nols et Christiane Chombeau.

Le conseil s'est réuni le mercredi 16 juin pour désigner son bureau. Jean-Pierre Clère a été réélu président de la société des rédacteurs.

A PROPOS DU DROIT AU SECRÉT PROFESSIONNEL POUR LES JOURNALISTES

Dans une question écrite, M. Alain Biltou, député (P.S.) de Paris (20^e circonscription) demande au ministre de la communication de bien vouloir lui indiquer ses intentions quant à une éventuelle réforme du statut professionnel des journalistes.

Notamment, il lui demande s'il entend insérer dans la législation actuelle des dispositions organisant un droit au secret professionnel.

Dans sa réponse, M. Georges Billon indique : « Les journalistes professionnels indépendants et les journalistes professionnels salariés bénéficient d'un statut incorporé au code du travail. Les rapports entre les entreprises de presse et les journalistes professionnels salariés relèvent de la convention collective des journalistes du 1^{er} novembre 1976, signée par tous les syndicats patronaux et de jour-

nalistes. La décision vient d'être prise, par le ministre de la communication, de permettre aux employeurs de la radio et de la télévision publiques d'adhérer à cette convention. Par ailleurs, la réforme de l'audiovisuel actuellement en cours permettra d'envoyer la possibilité d'étendre cette convention collective aux journalistes salariés employés dans les organismes du service public de la radio-télévision.

En outre, le gouvernement procède à une réflexion concernant le secret professionnel des journalistes. Cette réflexion devrait s'insérer dans un cadre plus vaste englobant la déontologie de la profession et se rapportant éventuellement à l'ensemble des entreprises de communication, pour que soit renforcée la liberté d'information et de la communication, quel que soit le support utilisé. »

Naissances

— M. Simon BEMO et Mme. née Marie-Noël Fleury, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Régis,
le 10 juin 1982,
Wassenaarweg 237,
La Haye (Pays-Bas).

— Mme Mar BONAMY a la joie d'annoncer la naissance de son dix-septième, dix-huitième et vingtième petits-enfants :

Mathias,
troisième enfant de Joël et Nicole BONAMY,
Lyon, le 11 février 1982.

Cyriaque,
troisième enfant de Linoel et Ghislaine BONAMY,
Clamart, le 26 mars 1982.

Virginie,
troisième enfant de docteur Bonami et Sixtine de RAUCOURT,
Caen, le 14 mai 1982.

Emmanuel,
troisième enfant des docteurs Cyrille et Françoise BONAMY,
Grenoble, le 14 juin 1982.

— Jean-Claude et Marie-Christine ZYLBERSTEIN, et Nicolas, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Julien,
le 12 juin 1982,
14 bis, rue Pierre-Nicolas,
75005 Paris.
Le Mesnil-Thérèse,
60240 Chaumont-en-Vexin.

Mariages

— M. et Mme Clément HAZARI, M. et Mme André NAGGAR, ont la joie d'annoncer le mariage de leur petit-fils et fille, Michel Laurent NAGGAR.

Helaine Merrill HALTRECHT, le mariage aura lieu à Montréal, le jeudi 24 juin 1982.

Adoptions

— Francine de RILLY-CHRISTIAN et Francis CHRISTIAN ont l'honneur d'annoncer l'arrivée de :

Friselle.

Décès

— M. Gérard Bremond et ses enfants, M. Jean-François Palinkas, M. et Mme Jean-Jacques Goupil, M. et Mme Jean-Claude Goupil, ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Françoise BREMOND, née Goupil,
survenue le mardi 8 juin 1982.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— M. Jean-Jacques Goupil, président-directeur général des Laboratoires Goupil, a la douleur de faire part du décès de sa fille, Mme Françoise BREMOND, pharmacien, directeur général adjoint des Laboratoires Goupil, survenue le mardi 8 juin 1982.

— Le docteur Jacques Molnard, M. et Mme Simon Pearson, Mlle Isabelle Molnard, Mme Madeleine Miel, Mme Yvonne Molnard, M. et Mme Pierre Bister et leurs enfants, M. et Mme Jean Molnard et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

docteur Michèle MOLNARD, née Miel.

leur épouse, mère, fille, belle-fille, sœur, belle-sœur et tante.

Les obsèques auront lieu le vendredi 18 juin 1982.

Le service religieux sera célébré en l'église de la Sainte-Trinité, à 8 h. 30.

Le même jour, à 15 h. 30, une bénédiction sera donnée au cimetière de Rodez (Puy-de-Dôme), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Blanche,
75009 Paris.

— Mme Jean-Louis Moussaron, née Bessaguet, M. Jean Moussaron, Mme Suzanne Weisberg, et M. Jean Bessaguet, ont la douleur de faire part du décès de :

M. et Mme Georges Espagne, née Bessaguet, et leurs enfants, Les familles Goudin, Petaux, Olraud, Sentenac, leurs enfants et petits-enfants, parents et alliés.

(Publié)

CURE THERMALE 1982

Elle sera plus efficace et plus agréable si elle est doublée d'une cure de détente et de soleil.

DE L'OCCÉAN À LA MÉDITERRANÉE, choisissez les stations de détente de la Chaîne Thermale du Soleil.

Documentation gratuite (hébergement et cures) :

CHAÎNE THERMALE DU SOLEIL, Maison du Thermalisme 32, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, tél. 742.67.91 +

ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 9 juin 1982, dans sa soixante-deuxième année, du docteur Jean-Louis MOUSSARON, médecin des infirmes résistants, médecin du combattant.

Les obsèques ont eu lieu le 8 juin, en l'église Saint-Laurent de Fleurance, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

32, rue Jean-Jaurès,
32000 Fleurance.

— Mme Pierre Siré, Ses enfants et petits-enfants, ont le regret de faire part du décès de :

M. Pierre SIRÉ, avocat à la cour de Bordeaux, ancien bâtonnier, officier de la Légion d'honneur, rappelé à Dieu, le 15 juin 1982.

« J'ai combattu le beau combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi. »
(2^e Timothée, IV, 7.)

— Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de :

Mlle Marthe THERON, dont les obsèques religieuses ont eu lieu à Toulon, le 16 juin 1982.

Anniversaires

— Il y a un an, le 17 juin 1981, disparaissait le :

vieux-ami d'escadre Marc ANTOINE.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Dix ans après sa mort, Fernand BAILLY, professeur agrégé d'allemand, officier des Palmes académiques, reste toujours aussi présent parmi nous.

Nous sommes reconnaissants pour sa vie pleine de courage, de droiture, remplie du sens du devoir et rayonnante de bonté.

Avis de messes

— Myriem ESPANET, baronne André REVON, est décédée le 15 juin 1982, à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Une messe sera célébrée à son intention, le mercredi 23 juin, à 9 heures, en la Chapelle espagnole, 151 bis, rue de la Pompe, Paris-16^e.

De la part de Bernard Revon, 24, rue Marbeuf, Paris-8^e, et Christian Revon, 21, rue de la Colonne, Paris-13^e.

Communications diverses

— Des cérémonies pour la paix, à l'occasion de la session de l'ONU, auront lieu :

Le 18 juin, Shabbat chalom 124, rue Copernic, à 18 heures ;

Le 19 juin, Grande Mosquée (place du Fuite-de-l'Érmitte), à 11 heures ;

24 juin, prière eucémoïque au temple Sainte-Marie 117, rue Saint-Antoine, à 19 heures.

— Le comité pastoral de Saint-Merri organise, le mercredi 23 juin, à 20 h. 30, en l'église Saint-Merri (17, rue Saint-Martin, Paris-4^e), une soirée de débats, témoignages et de chants à l'orgue en l'honneur de la liturgie mariale, avec notamment, la participation de Mgr Daniel Pélissier, évêque auxiliaire de Paris, et M^{re} Guy Auboche, président de l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture.

— Tim, dessinateur de « l'Express », a reçu la distinction internationale Cartoonist Award, décernée par l'Association des American Editorial Cartoonists de San-Francisco.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-X (Nanterre), vendredi 18 juin à 14 h. 30, salle C 28, M. Claude Gelin : « Le syndicalisme ouvrier en Bretagne avant 1914 ».

— Université Paris-II, vendredi 18 juin à 9 h. 30, salle des commissions, M. Claude Schimmerling : « La production des livres de commerce dans l'ancien droit français ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), vendredi 18 juin à 14 heures, salle Louis-Liard, Mme Claire Bruguère : « L'œuvre de Sherwood Anderson : sentiment d'impuissance et création littéraire ».

— Université Paris-I, vendredi 18 juin à 18 heures, salle 2, centre Panthéon, M. Jean-Paul Chautouton : « L'incidence du contrôle des changes sur les rapports de droit privé ».

— Université Paris-V (Rocquencourt), vendredi 18 juin à 14 h. 30, amphithéâtre Durkheim, M. Gérard Lagrange : « Les institutions publiques, fonctions et genèse ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), vendredi 18 juin à 14 heures, amphithéâtre Guizot, Mlle Genevieve Daudou : « Giuseppe Ungaretti et la France : biographie et œuvre d'un humaniste : correspondance inédite, articles, poétique, poèmes (1914-1919) ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), samedi 19 juin à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Jean Lohr : « Mica Polska : la « Jeune Pologne » et les lettres européennes (1890-1910) ».

... par la presse à la fois

RÉFÉRENT LA NOLLITION L'ANAL CRISE

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi

... sur l'emploi



L'INFORMATIQUE CONTRE LE DOUTE.

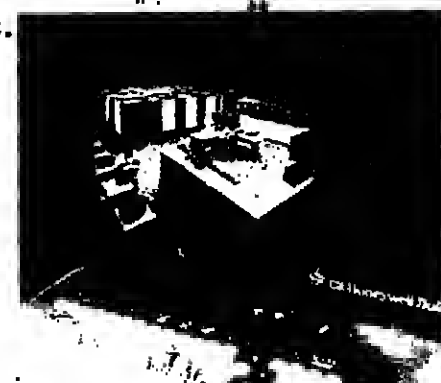
C'est souvent en rassemblant l'ensemble des données et en simulant des situations possibles que l'on est à même d'en mesurer les conséquences. Et de faire les choix qui s'imposent.

Plus les décisions sont importantes, plus elles ont besoin d'être nourries et plus le recours aux banques d'informations est nécessaire. Pour assurer la rapidité d'accès et de traitement de ces données, l'assistance de puissants systèmes informatiques est indispensable.

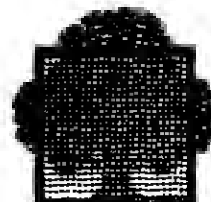
Les Grands Systèmes DPS 7 et DPS 8 offrent de telles possibilités. De plus, leur intégration dans le système d'architecture de réseaux DSA permet, en association avec les ordinateurs satellites MINI 6 et la gamme des terminaux QUESTAR/T, une très grande souplesse d'adaptation aux différentes structures des entreprises.

DPS 7, DPS 8, une informatique puissante qui aide à la prise de décision dans les grandes entreprises.

DPS 7, DPS 8.
L'INFORMATIQUE POUR VOUS MAINTENANT.



LA PUISSANCE
AU BOUT DES DOIGTS.



CII Honeywell Bull

Illustration: J. L. G.

F. Lohr, Coll. & M. Lohr

UN TRES GRAND ROMAN POUR CET ETE

Pierre-Jean Remy

DON JUAN ROMAN

Le nouveau Don Juan de Pierre-Jean Remy vous étonnera.

Albin Michel

Le nouveau Don Juan de Pierre-Jean Remy va vous étonner. Il vous transportera à travers l'Europe tumultueuse du XVIII^e siècle, où gronde la Révolution. Des places baroques d'Espagne aux bastides de Provence, des brouillards de Prague au rocher de Salzbourg, il vous entraînera dans sa chevauchée éperdue, fuyant les bandits, les polices lancées à ses trousses et les armées de paysans en colère. Des hôtels galants aux salons parisiens, il vous fera partager sa formidable quête du bonheur, rencontrer prostituées et marquises, moines fous et musiciens... "Don Juan" : un fulgurant récit d'aventures, une fête fabuleuse et... le triomphe du romanesque!

Albin Michel

ANNIVERSAIRE

La commémoration de l'appel du 18 juin 1940

M. FRANÇOIS MITTERRAND SE RENDRA AU MONT-VALÉRIEN

L'appel du 18 juin 1940, lancé par le général de Gaulle, sera commémoré le vendredi 18 juin au cours de diverses cérémonies :

A 9 h 30, messe portes ouvertes en l'église Saint-Louis des Invalides ; à 10 h 45, cérémonie à l'Arc de triomphe ; à 11 h, dépôt de gerbes au monument de la France libre (avenue du Président Wilson) suivi, à 12 h 30, du déjeuner offert par M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris aux compagnons de la Libération.

A 18 h 30, cérémonie à l'Arc de triomphe de l'étoile, sous la présidence de M. Jean Launay, ministre des anciens combattants ; la flamme sera rallumée par le président de l'Association des Français libres.

A 19 h, commémoration traditionnelle au Mont-Valérien (1), en présence du président de la République, du premier ministre, des membres du gouvernement et des plus hautes autorités civiles et militaires, ainsi que des représentants des milieux d'anciens combattants et du maire de Paris.

M. Michel Aurillac, conseiller d'Etat, ancien député R.P.R., de l'Indre et actuel président du Club 89, apprécie ci-dessous en quoi réside la permanence des principes gaullistes, mais aussi dans quels domaines ils ont évolué.

(1) Un service gratuit d'autobus de la R.A.T.P. est organisé par l'Office de la Libération. Il assurera le transport des invités munis de cartes, de la sortie droite du métro Pont-de-Neuilly jusqu'au Mont-Valérien et retour. (Départ : toutes les cinq minutes entre 17 h et 19 h 30.)

POINT DE VUE

Actualité du gaullisme

par MICHEL AURILLAC

Le gaullisme n'est pas une philosophie politique au sens du marxisme ou même du libéralisme. Il y a, certes, dans le gaullisme un sens dérivé de l'Etat. Mais l'Etat gaullien est au service de la nation tout entière. Les institutions sont destinées à assurer la pérennité de la nation en toutes circonstances. Comme la défense, est impératif catégorique, l'économie est à son service, ce qui justifie certaines nationalisations, mais pas une politique systématique de nationalisations. Les collectivités locales sont indissociables de la République, une et indivisible.

Il y a aussi chez de Gaulle une certaine conception de l'homme. Le troupeau des êtres irresponsables, les « vœux », l'intéresse peu. Il ne confond pas la France avec la masse indifférenciée des Français. Mais l'homme responsable, libre, maître de son destin, prend à son tour une tout autre dimension. C'est sa conception du soldat, puis du citoyen. L'extension du droit de vote aux femmes et de la citoyenneté outre-mer, l'usage fréquent du référendum, sont autant d'hommages au citoyen responsable.

Il a manqué au gaullisme — ce fut l'échec — la participation, dans l'entreprise — d'étendre la citoyenneté à la vie professionnelle. Cet échec est, il est vrai, largement imputable à la vision révolutionnaire du syndicalisme français, à ce point étranger à l'idée du citoyen dans l'entreprise qu'elle a parvenu, toutes les réformes gaullistes ou d'inspiration gaulliste, du comité d'entreprise à la participation.

Le second échec du gaullisme est de n'avoir pas su conquérir l'adhésion et pour tout dire, le cœur de la majorité des enseignants publics. L'imprégnation communautaire ou socialiste marxiste de l'appareil syndical y est pour beaucoup. Et pourtant, si on revient aux origines, de Gaulle n'a-t-il pas assumé largement l'héritage des hussards de la République pour qui la nation était une réalité charnelle et spirituelle ? Les écoles d'aujourd'hui et le réveil d'une guerre scolaire anarchique pourraient bien donner à de Gaulle la satisfaction posthume de voir enfin la masse des enseignants se détourner des faux prophètes pour revenir aux sources de leur vocation.

La politique étrangère gaullienne trouve sa cohérence dans la défense de la nation et dans le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est parce qu'il aimait passionnément sa patrie que de Gaulle a compris le morcellement nationaliste et accepté l'indépendance des territoires d'outre-mer et d'Algérie. C'est parce qu'il voulait la paix et la sécurité qu'il a réconcilié la France et l'Allemagne, maintenu la France dans l'alliance atlantique et accepté l'Europe tout en développant une stratégie indépendante de dissuasion. Mais le gaullisme était loin de son apogée. Il ne classait les pays en bons et en mauvais ni en raison de leur régime ni en fonction de considérations de politique intérieure.

L'historicité du gaullisme explique sa pérennité après la mort de son fondateur. Nul ne peut prétendre en être le légataire universel, même si le R.P.R. est le principal héritier, sans être écarté l'indépendance de masse, ni monolithisme doctrinal ni discipline rigoureuse. Le gaullisme, fondé sur la lutte des classes et professé par un parti dont les dirigeants sont restés au service de l'étranger, n'a rien de commun avec le gaullisme, si ce n'est de fortuites coïncidences.

Reste la question du socialisme. Quel socialisme ? Le gaullisme n'a aucun point commun avec le socialisme de la lutte des classes. Il en a davantage avec l'humanisme d'un Léon Blum, mais sans la fureur et l'internationalisme abstrait qui le caractérise.

Etre gaulliste aujourd'hui dans un monde en état de jungle, c'est agir et non pas subir ; c'est rassembler et non pas diviser. C'est l'actualité du gaullisme dans les temps difficiles.

Les anciens guérilleros espagnols de la Résistance française ont inauguré leur monument dans l'Ariège

De notre envoyé spécial

FOIX. — Sur les lieux mêmes de leurs exploits contre l'occupant nazi tout près de cette frontière pyrénéenne qu'ils avaient dû franchir en mars 1939, les anciens guérilleros espagnols de la Résistance française et ceux de leurs compagnons qui avaient combattu dans l'armée française, notamment dans les rangs de la division Lescroart et du régiment de marche de légion étrangère, ont inauguré leur monument aux héros.

Cette cérémonie était placée sous la présidence de MM. Alain Savary, ministre de l'Education nationale, compagnon de la Libération ; Jean Launay, ministre des anciens combattants et victimes de la guerre ainsi que des élus et personnalités de la région Midi-Pyrénées et de la 11^e division parachutiste.

A Prayols, dans l'Ariège, à quelques kilomètres de Foix, en un site où un jeune résistant fut parachuté en 1944 (ce résistant deviendra plus tard le général Bigard), on s'était durement battu le 20 août comme dans toute la région IV, dont Toulouse était la capitale. Depuis quarante-huit heures déjà, sous le harcèlement des F.F.I. aidés par leurs camarades espagnols qui avaient acquis, de 1936 à 1939, l'expérience de la lutte en armes, les résistants avaient chassé les Allemands de Prayols, de Varilles et de Lavelanet.

Comme l'a rappelé M. Jean Laguerre, maire de Prayols, son village, situé au cœur de l'action, se devait d'ériger une stèle à la mémoire « des guérilleros espagnols, étrangers à notre sol, mais frères de cœur dans le combat libérateur ». Sur la stèle, une phrase

d'André Malraux rappelle : « Peu importe nos noms qui ne nous sauront jamais, ici, nous nous appelons la France. Et quand nous étions en Espagne, nous nous appelions l'Ebre, du nom de notre dernière bataille ».

C'est un chef portant le nom de ce fleuve ibérique qui fut l'un des premiers chefs de file à entrer dans l'armée française, comme commandant de compagnie, le capitaine Buiza, ancien amiral commandant en chef l'escadre républicaine espagnole pendant la guerre civile.

Les anciens guérilleros espagnols en France se sont constitués en association étrangère dès 1974 (loi du 1^{er} juillet 1901) (1). Ils se sont donné pour but de faire reconnaître les droits acquis au sein des F.F.I. Arrivés à Toulouse au lendemain de la libération de la capitale occitane, le général de Gaulle, se rendant au chevet d'un guérillero blessé, lui avait dit : « Je salue en toi les vaillants compatriotes pour votre courage, pour le sang versé pour la libération de la France. Par tes souffrances tu es un héros espagnol mais aussi un héros français ».

Mais il aura fallu attendre longtemps encore avant que notre pays se souvint que tous ceux que Franco envoyait en « division Azul » combattre en Russie sous l'uniforme à croix gammée, les résistants espagnols avaient choisi de se battre sous les plis du drapeau français.

LÉO PALACIO.

(1) Amicale des anciens guérilleros espagnols en France (F.F.I.) : 22, rue Drouot, 31500 Toulouse.

Maurice Godelier chez les Grands Hommes

Une société « spermicide ».

L'ANTHROPOLOGIE n'est pas toujours une discipline ennuyeuse, enfermée dans des exercices utiles mais difficiles, fréquemment inutiles, dont l'élève peut mener le spécialiste à un certain plaisir pervers et le lecteur non averti à de véritables crises de nerfs. Dans la *Production des grands hommes*, Maurice Godelier revient à une conception plus agréable et détendue de l'ethnologie, à un goût simple et direct de l'exotisme, qui n'exclut pas cependant une mise en forme intellectuelle serrée et une réflexion originale sur quelques problèmes fondamentaux.

Vallée perdue

Les Barzys, tribu de Nouvelle-Guinée, favorisent le retour à un étonnement ethnologique brut, celui que provoque la découverte de peuples, de mœurs et de rites étranges, mais dont l'étrangeté peut servir de miroir à la civilisation technicienne de l'Occident, qui s'est venue rationnelle. Tirés de leur isolement en 1951 par Jim Sinclair, officier australien, étudiés à partir de 1967 par Maurice Godelier, les Barzys sont une assez belle incarnation du mythe de la vallée perdue, d'un monde vivant des millénaires durant à l'écart du monde.

Leur société sans classes, environ deux mille individus, est cependant pas un univers idéologique, sans tensions ni conflits. Passons rapidement sur le fait que ce peuple, lors du premier contact européen, vit pour la



(Dessin de Caput)

guerre, toujours prêt à massacrer ses voisins et à en manger les meilleurs morceaux, étant un peu anthropophage sur les bords. Maurice Godelier, parti d'un marxisme bien français, a surtout découvert, à quinze ou vingt mille kilomètres de Paris, une société où les phénomènes d'oppression sont francs et massifs, mais échappent totalement aux catégories usuelles de l'analyse socio-économique. L'effacement capital n'est pas celui de la bourgeoisie et du prolétariat, des seigneurs et des serfs, des hommes libres et des esclaves, mais plus fondamentalement, celui des hommes et des femmes.

Dans l'univers barzy, la lutte des sexes engendre une anxiété généralisée. Cette anxiété est institutionnalisée par des rites d'initiation très détaillés pour les adolescents appartenant à « sexe » et par une séparation précoce des rôles masculins et féminins. Selon Maurice Godelier, la mythologie et la vision du monde de ce peuple peuvent être interprétées dans leur presque totalité, comme une gigantesque tentative pour affirmer et démontrer la primauté des hommes et l'infériorité des femmes. Symbole et manifestation de la supériorité masculine, la production du sperme, dont les Barzys ont fait l'élément cen-

tral d'une anthématique théologie. Le sperme n'est pas simplement moyen de reproduction. Il est nécessaire à la croissance, à l'épanouissement, à la bonne santé de tous les êtres humains, aux stades les plus divers de leur développement. Son image n'est pas sans rappeler celle des vitamines dans l'Occident des années 50. L'ingestion de sperme (voie buccale) par les adolescents et les femmes est un acte rituelisé, intégré aux codes du mariage et d'initiation des hommes. Cette croyance implique simultanément un style particulier de relation conjugale, et une institutionnalisation de l'homosexualité adolescente.

Un pastiche de Lévi-Straus

Maurice Godelier propose, dans un merveilleux pastiche de Lévi-Straus qui est un chef-d'œuvre d'humour froid et de technique anthropologique, une comparaison entre l'échange généralisé des femmes en système de parenté complexe et l'échange généralisé du sperme dans la société barzy.

Pour une raison obscure, l'étude des sociétés mélanésiennes nous ramène toujours aux analyses les plus avancées des théories et pratiques sexuelles primitives. Maurice Godelier est ici fidèle à une tradition solidement établie par Bronislaw Malinowski et Margaret Mead, qui travaillaient dans la même sphère anthropologique, furent avant lui conduits sur les mêmes chemins. Ils paraissent autrefois légèrement scandaleux et se contentent aujourd'hui d'être distraits.

EMMANUEL TODD.

(Lire la suite page 16.)

la fauillaton

« LE LION EST MORT CE SOIR », de J.-P. Chabrol
« RETOUR A MALAVEIL », de C. Courchay

France profonde et velours côtelé

DEUX romans qui se ressemblent, cela n'a jamais constitué un signe des temps. Surtout si les auteurs, aussi cousins, comme c'est le cas ici, Chabrol et Courchay ont en commun le cinquantaine, cette frontière d'âge partageant en deux univers ceux qui ont vécu la seconde guerre mondiale dans leur chair, l'été du fond de l'enfance, et les autres, ceux qui l'ont apprise dans les manuels. De naissance ou d'adoption, tous deux sont écrivains, portés barbe, velours côtelé et ont le verbe dru. Ils sont du côté du terroir contre le capital et ses capiteux, pour les Dominicains face aux touristes venus du froid, pour le coup de pétrole contre les camping cars.

Il n'empêche : quel ensemble dans le retour à cette France-là ! Alors que la criminalité des pays riches prend des formes de plus en plus étranges et sophistiquées, on la constate cette même semaine avec le reportage de Jean-François Chabrol — New-York Patrouilles (Hachette) — ou l'étude de Rolanda Girard — Crimes et Arnaques de l'an 2000 (Peyvert-Garnier) — Le lion est mort ce soir et Retour à

par Bertrand Poirot-Delpech

Malaveil nous replongeant dans la même glèbe sans âge de Goupi Méins rouges, où l'arrivée d'un intrus ranime d'antiques grèves, ressuscite des patriarches sautes, des sacrifices en sarreaux noirs, fait parler les rancœurs et la chevrotine.

L'INTRUS de Chabrol se nomme Petrus. On ne sait d'où il vient, il surgit au village peu après une amnistie. Il se frictionne les paumes « en bon prolo », mais il porte des verres de contact et lit Glono, Daitel, Reich : pas précisément un bagage de trimard. Les sœurs Gourgoulle chez qui il s'engage ne sont pas plus « situables ». Elles occupent les communs d'un château devenu maison de retraite. Elles écoutent jusqu'à l'usure la *Trilogie* de Schubert, tout en se risquant dans la production forcée d'œufs et de poulets : quinze sujets qui fournissent chacun deux cent quarante à deux cent quatre-vingts œufs par an à la firme Monococo.

Elles croiraient rester ainsi sur leur terre natale, et libres : les voilà rejointes par l'aliénation sournoise de la productivité décriée anonymement, loin de là, par le système. Qui plus est, le mortel des volatiles dépasse brusquement les 6 % tolérables. L'amazone Gise et sa cadette plus éthérée, Miette, ont raté leur retour à la terre, comme elles sont passées, semble-t-il, à côté de l'amour.

PETRUS s'intéresse à l'une, puis à l'autre, sans guère de sentiment ni d'appât. On le dirait davantage captivé, régit oblige, par le passé de la famille. Un album de photos découvert en l'absence des sœurs et les ragots d'alcôve révèlent ce qui fut la conduite des châtelines et du père sous l'occupation. Celle-ci, l'occupation on n'a décidément pas fini d'en entendre causer, dans le roman français ! Trente-sept ans après, et souvent par héritiers interposés, les acteurs étant morts, les faits de collaboration et d'épuration restent aussi présents, dans le pays profond, que s'ils dataient d'hier. On dirait de ces grouillants de vers et d'insectes que les pierres ou les bûches imbougeables entretiennent sous elles, ou l'au des écrasés. Comme si le chepe de silences échangés par les deux camps jusque vers 1950 avait favorisé l'indécision.

Un autre secret mine la famille Gourgoulle, en même temps qu'il la tient unie : en 1975, le père a été prévenu de relations coupables avec sa cadette. Cela aussi, c'est la France profonde et immobile, plus proche du siècle dernier que des criminels sexuels du Bronx et des escrocs à l'informelle que promet l'an 2000.

Au moins l'inceste rustique conserve-t-il aux rapports parents-enfants une sorte d'intensité qui fait défaut aux cousins citadins des Gourgoulle, juste bons à venir pique-niquer en se chamailleant, à dénigrer la cambrousse, et à venter la sécurité d'emplois imbéciles.

L'effus de cette civilisation, les sœurs et leur amant-employé ne parviennent pas à s'y tenir. Les poules meurent par centaines. L'entraide villageoise s'effrite, les créanciers menacent. Maintenu à la limite de la survie, la petite bourgeoisie rurale crève d'avoir cru naïvement à sa modernisation. L'élevage Gourgoulle sombrera, et Petrus reprendra la route. L'avenir est aussi pourri que le passé.

(Lire la suite page 15.)

Quand la France n'aimait pas tous ses enfants

Des « abandonnés » de l'Ancien Régime à la jeunesse ouvrière du dix-neuvième siècle.

PETITS Français, beaux et bien plantés, votre douce patrie vous chole — si vous n'êtes pas chômeurs ou trop turbulents. Il n'en a pas toujours été ainsi : l'amour de la société française pour ses enfants fut longtemps éphémère. Si l'on en croit l'excellent et terrible ouvrage de Jean Sandrin, *Enfants trouvés, enfants ouvriers*, du dix-septième au dix-neuvième siècle, elle se conduisit souvent comme une marâtre, parfois comme une agresse.

Sous l'Ancien Régime, naître et survivre dans les conditions familiales normales et les pratiques sanitaires du temps, relevait de l'exploit. L'abandon d'enfants équivalait souvent, souligne l'auteur, à un infanticide différé. En 1775, par exemple, sur les 1175 bébés admis en quatre mois à la Maison de la crotte, 653 moururent avant le départ en nourrice. N'y figurent pas, bien sûr, ceux qui ont succombé avant d'être recensés. Le nouveau-né « exposé » doit résister aux caprices du climat, au manque de nourriture ou aux attaques des animaux.

Son séjour à l'hôpital peut être des plus bruts : il côtoie les malades, pas de nourriture, alimentation inadéquate. Solidement emmaillotté, il meurt dans ses déjections. Le *maguet* sévit. La mortalité des enfants de moins d'un an, « ordinairement » de 20 %, atteint 90 % à Brest et 82 % à Paris chez les « trouvés ».

L'hécatombe continue durant le transport vers la nourrice, chez celle-ci, chez les parents adoptifs ou lors du retour à l'hôpital, tuteur de l'enfant jusqu'à ses 25 ans. L'hôpital joue les survivants pour jouer les pleureuses dans les convois mortuaires, les affecte à la mendicité, les place en apprentissage, les cède à des employeurs, les embarque sur les vaisseaux du roi ou les enrôle dans l'armée. Malgré toute l'incertitude qui pèse sur leur condition, certains « trouvés » par-

viennent à s'intégrer à la société. Rien d'étonnant, toutefois, qu'une bonne part d'entre eux grossisse la délinquance et la prostitution.

Quelle est l'origine de ces malchanceux ? La réponse est donnée par la courbe des abandons qui suit celle des prix des céréales, nourriture quasi unique des plus pauvres. L'enfant trouvé est aussi le fruit du concubinage, de conceptions présumptives fréquentes dans les villes, et de l'illégitimité.

Depuis Vincent de Paul, l'Eglise joue un rôle essentiel dans la sauvegarde des enfants abandonnés. La prise en charge des « trouvés » est diverse. Parfois, elle incombe à des seigneurs qui se débrouillent le plus souvent à leurs obligations. Parfois, elle

revient aux communes, qui ne disposent pourtant pas de ressources financières importantes. Les œuvres caritatives aux enfants trouvés seront, pour la plupart, rattachées aux hôpitaux généraux créés par la monarchie.

La Révolution ferait, preuve de plus d'humanité envers les « enfants naturels de la patrie ». Elle prend en charge l'entretien de l'enfant, quelle place sous la tutelle de la municipalité dont dépend l'hospice. Malheureusement, en confisquant les biens du clergé, elle met à mal l'organisation hospitalière. Il faudra attendre Napoléon pour que soit créée l'Assistance publique moderne (décret du 19 janvier 1811).

Le « trouvé » est aussi placé dans les manufactures grandissantes, à charge pour le patron de le nourrir et de le loger. L'enfant naturel de la patrie connaît le sort tragique de ses petits collègues du prolétariat naissant, extrêmement minoritaire, dans une France essentiellement rurale. En revanche, la main-d'œuvre enfantine constitue un contingent important de la population ouvrière. Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, on estime qu'un ouvrier sur huit est un enfant.

Des petits forcés

La mise au travail se fait avant 10 ans, 7 ans, voire 6 ans. La journée de travail dure de 12 à 15 heures pour les enfants de 5 à 7 ans, de 14 à 16 heures pour ceux de 8 à 10 ans et plus de 16 heures pour les autres. Cette main-d'œuvre d'appoint, recherchée pour « la complexité du corps et la délicatesse des doigts », même une vie de forçat. En 1837, le docteur Villermé décrit l'arrivée à l'aurore, aux portes de l'usine, d'une armée défilante, titubante de sommeil, couverte de haillons grasseurs. Elle vient de lointains logements, insalubres, étroits, englués dans des cloaques. A l'intérieur, enfumé par un poêle unique, on s'écrase sur des grabats, des fidèles de paille. L'évasion : l'alcool des cabarets.

« Gavroche »

JEAN SANDRIN, l'auteur d'*Enfants trouvés, enfants ouvriers*, paru dans la collection « Floréal » de Gilles Rageche (Aubier), est aussi le directeur de publication de *Gavroche*. Cette revue bimensuelle, consacrée à l'histoire populaire, est animée par une équipe d'historiens attachée à restituer le vie modeste et la lutte des peuples pour une meilleure condition. Sans grands moyens financiers, l'équipe de *Gavroche* a su, avec une remarquable constance, déceler des recoins de notre histoire où peu de sommités avaient osé se précipiter.

Au sommaire de son numéro d'avril-mai, on relève, par exemple, de passionnants articles sur les expositions au dix-huitième siècle, par Guy Chene, « L'indochine française en 1930 », par Hervé Lutz, « Les barricades de la Commune », par Alain Dalot et Jean-Claude Freixemuth, « Les Forêts », par Madeleine Fernandez, etc.

B. A.

* GAVROCHE, Editions Floréal, 61, rue F.-D. Roosevelt, 27000 Evreux. Abonnement annuel (6 numéros) : 90 F. Prix de vente au numéro : 15 F.

Yachar KEMAL

Tourterelle

ma tourterelle

Traduit du turc par Munevver Andac

Un grand roman épique qui unit les vieux mythes et le monde moderne.

GALLIMARD nrf

* ENFANTS TROUVÉS, ENFANTS OUVRIERS, de Jean Sandrin, Aubier, 254 p., 50 F.

L'enseignement privé à l'heure du compromis

Une marge étroite

Je n'ai aucune raison de changer de politique en champion d'état », déclarait, lors de la conférence de presse du 24 septembre 1981, M. François Mitterrand, en réponse à une question sur l'avenir de l'enseignement privé. En d'autres termes, le président de la République s'engageait à appliquer le programme du candidat socialiste qu'il était encore quelques mois auparavant. Un programme qui tient en une définition : « un grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale ». Objectif à atteindre sans précipitation ni contrainte, après discussion et négociation.

Pour n'être pas lui-même un produit de l'école laïque, M. Mitterrand n'ignore pas cependant que l'école privée a bénéficié, dans les années qui ont précédé son élection, de privilèges difficiles à défendre par un républicain. De même reconnaît-il ce qu'il doit aux militants du camp laïque. Surtout le président de la République ne peut qu'être sensible au débat philosophique qui sous-tend l'idée de laïcité. Respectueux des différences, il est devenu lui-même

tel propos font encore peu recette et l'autre camp a, lui aussi, ses extrémistes. Pour eux, la solution se résume à deux slogans : « abrogation immédiate des lois anti-laïques » et « école publique fondée sur laïcité ». Entre ces extrêmes, la marge de manœuvre est étroite : si l'héritage ne peut être maintenu en l'état, il ne paraît guère plus raisonnable de faire disparaître totalement un système qui a plus d'une justification et d'un défenseur.

En une vingtaine d'années, les établissements catholiques « sous contrat » se sont peu à peu rapprochés de l'enseignement public, avec, notamment, les mêmes programmes, les mêmes horaires, des enseignants payés et inspectés par l'Etat. Profitant par ailleurs de la liberté et de l'autonomie dont ils disposent, ils ont pu à peu près négliger leur mission confessionnelle pour répondre à un autre besoin : dans le « respect des consciences » dont la loi Debré leur fait obligation, l'enseignement privé est devenu un recours, une soupape de sécurité pour les enfants qui ne sont plus à l'aise à l'école publique. Qu'ils recherchent un renforcement de la discipline ou une liberté d'innovation pédagogique, des facilités d'accueil en dehors des heures de classe ou la possibilité de participer avec les enseignants à l'action éducative, les parents trouvent dans le réseau d'enseignement privé une diversité de réponses. Des réponses qui, même si elles existent dans l'enseignement public, sont trop souvent caractérisées par l'échec et le mal-être. — Pour seraient inaccessibles en raison de la rigidité de la carte scolaire. Financée par l'Etat, l'école privée n'est pas, en outre, à quelques exceptions près, une « école de riches ».

Même s'ils n'ont pas recours, la majorité des Français y sont attachés, qu'ils soient chrétiens ou non, électeurs de gauche ou de droite. Autant de raisons d'embarras pour l'adhésion majoritaire que pour l'Eglise catholique, confrontée, d'une part, à la déconferentialisation de son école, d'autre part, à la nécessité de ne pas ignorer les chrétiens présents dans l'enseignement public.

(Suite de la page 18)

Certes, la loi Guemour a permis d'améliorer la situation des maîtres. Mais, en même temps, elle a renforcé le caractère propre. C'est ainsi que l'Etat ne contrôle plus la nomination des chefs d'établissement qui sont mis en place avec l'accord des évêques, et qui choisissent eux-mêmes les enseignants. Surtout, les établissements sous contrat d'association fonctionnent « à guichets ouverts », c'est-à-dire qu'ils peuvent à leur gré ouvrir des classes et recruter des enseignants, l'Etat n'ayant que le droit de payer. Enfin, la loi Guemour a introduit une confusion, source de litiges entre écoles et municipalités en ne précisant pas la nature de la collectivité publique tenue de participer aux frais de fonctionnement (forfait d'externat).

M. Savary a d'ores et déjà pris des dispositions qui peuvent être considérées comme les premières modifications législatives. « Les communes devront verser une participation déterminée par négociation directe entre elles et les établissements », exposait-il le 28 avril dernier à l'Assemblée nationale, à la suite de jugements rendus par plusieurs tribunaux administratifs. Un mois plus tard, il publiait au Bulletin officiel de l'éducation nationale (1), une note demandant aux communes de la République et aux recteurs de lui transmettre des données d'ouverture dans un établissement privé sous contrat d'association, une formation appelée à assurer une section de baccalauréat. Un pas vers la prise en charge, négociée, par les communes des dépenses de fonctionnement, un autre vers le contrôle par l'Etat des ouvertures de classes.

Quant au projet de budget pour 1983, considéré comme un test par les deux parties, il devait concilier sans peine deux exigences : le maintien de l'aide à l'enseignement privé et une progression équivalente à celle de l'enseignement public.

Au-delà de l'avenir immédiat, l'incertitude demeure. Attentif, discret, réputé pour être un habile négociateur, M. Savary a choisi de prendre son temps. Apparemment rassurant, tant pour les responsables de l'enseignement catholique que pour ceux de l'UNAPEL, la « lenteur » met en revanche dans l'inconfort les personnels des écoles privées, qu'ils soient demandeurs de l'intégration ou partisans du statu quo.

De leur côté, les forces syndicales et politiques qui soutiennent le gouvernement — et en particulier la FEN, la C.F.D.T., le parti socialiste — ne pressentent pas d'accélérer le mouvement.

L'argument de l'enseignement privé n'a guère servi l'opposition lors des élections législatives, nul n'oublie que l'année 1983 sera marquée par l'échéance des élections municipales. Dans

Réalismes



(Dessin de CHENEZ)

l'entourage même du président de la République, on se préoccupe du calendrier : certains pronostiquent pour septembre prochain l'annonce des négociations qui devraient s'ouvrir avant les élections pour se terminer au-delà de la date du scrutin. Le projet de loi, selon toute vraisemblance, ne serait pas soumis au Parlement avant l'automne 1983.

Le hasard n'étant sans doute pas seul à bien faire les choses, M. Savary aura, face à lui, un autre habile négociateur, aussi courtis et discret que lui, le chanoine Paul Gilbert, secrétaire général de l'enseignement catholique, qui, avec le président de l'UNAPEL, s'emploie à calmer les esprits en se situant sur le terrain du dialogue. Il est certes, pour eux, des aspects non négociables de la caractéristique propre et le recrutement des enseignants par les chefs d'établissement, par exemple. Ces mêmes aspects, pour les laïcs, ne sont pas acceptables.

Pas de miracle

En l'absence d'informations officielles, les réflexions du parti socialiste ont, bien sûr, valeur de référence, même si elles n'engagent pas le gouvernement. La délégation nationale à l'éducation du P.S., dans un premier temps, suggère de clarifier la situation en généralisant les contrats d'association et en les renforçant de façon à permettre un contrôle de l'Etat plus satisfaisant. Cette dernière perspective — à l'appui de laquelle la décentralisation sera un atout non négligeable — a déjà été affichée par le parti socialiste comme par le parti communiste (3), par la C.F.D.T., comme par la C.G.T. Et, à sa façon, par le camp du privé, qui se veut un modèle pour le service public.

Déjà les expressions « autonomie », « projet éducatif »,

C'est fait ! La phase de consultations sur l'avenir de l'enseignement privé commencée le 25 janvier par M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, vient de s'achever. Pendant ces quatre mois, il a reçu, écouté, quarante-huit interlocuteurs, personnalités ou délégations. Sans mot dire. Comme il était prévu, il lui incombe désormais de présenter ses conclusions au gouvernement. Le ministre tiendra compte de ses avis, mais surtout, à n'en pas douter, de ceux du président de la République, pour élaborer ensuite le projet qui servira de base aux négociations.

Le Parlement se prononcera ensuite sur les futures dispositions destinées à modifier les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé. Les établissements sous contrat avec l'Etat relient à 95 % de l'enseignement catholique, qui sera un interlocuteur privilégié du ministre.

L'heure, aujourd'hui, est au compromis.

« communauté scolaire », « équipe pédagogique et éducative » ont pris leur place dans les circulaires officielles destinées à l'ensemble des établissements. Un vocabulaire que les pédagogues de l'école privée ne sauraient renier.

Au-delà des querelles partiales, ce sont l'avenir des jeunes et, avec eux, celui du pays qui sont le véritable enjeu. Ouvrir, en l'isolant, le seul dossier de l'avenir de l'enseignement privé, c'est prendre le risque de crispier un peu plus les passions, de diviser au lieu de rassembler, dans un contexte économique qui a d'autres urgences. S'attacher à d'autres urgences, c'est souffler à l'ensemble du système éducatif, c'est tenir compte avec réalisme de ces urgences. « Le vrai débat, le véritable enjeu, déclarait M. Mauroy le 9 mai, ne se situe pas entre l'école privée et l'école publique, mais entre l'école d'hier qu'il faut changer et l'école de demain qu'il faut construire avec tous. » Un grand service public unifié et laïque, n'est-ce pas d'abord la qualité de l'enseignement pour tous, avec la participation de toutes les parties prenantes et dans le respect des différences.

CATHERINE ARDITTI.

(1) B.O.E.N. du 27 mai 1982.
(2) Le CNAL regroupe la Fédération de l'éducation nationale (FEN), le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (S.N.I.P.C.), le Ligne de l'enseignement et de l'éducation permanente, la Fédération des conseils de parents d'élèves et les délégués départementaux de l'éducation nationale.
(3) M. Georges Marchais a déclaré le 10 juin à Antenne 2 : « Nous sommes pour un grand service public laïque, gratuit et naturel, ouvert à tous. Cela ne signifie pas que nous voulions interdire aux parents qui le souhaitent d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées. Mais la grande question que se posent la jeunesse, les parents et les enseignants, le grand problème qu'ils ont à résoudre, c'est la crise très profonde de l'école... »

DES LIENS CONTRACTUELS

Depuis 1980, les relations entre l'Etat et l'enseignement privé subventionné relèvent de deux types de contrats : l'Etat paie les salaires des enseignants (agréés) et les charges sociales. Les frais de fonctionnement sont à la charge des familles, mais les municipalités peuvent y participer. Les « contrats simples » prévoient dans l'enseignement privé le même service public que dans l'enseignement public, mais leur nombre est en diminution.

Le contrat d'association : l'Etat paie les salaires des enseignants (contractuels), les charges sociales, et participe aux frais de fonctionnement (forfait d'externat). Les établissements doivent respecter les règles générales de l'enseignement public et se soumettre au contrôle financier et pédagogique de l'administration.

un laïc. Et c'est sans doute à ce titre qu'il se montre soucieux de « veiller à ce que soit préservée, surtout dans ce domaine, l'unité nationale. (...) On ne construira pas cette unité en commémorant par la dévotion », a-t-il affirmé.

Tâche délicate s'il en est. Tant il est vrai que l'existence d'un enseignement privé — aidé par l'Etat — traditionnellement divisé. Les partis de l'opposition y trouvent aujourd'hui un thème inépuisable de rassemblement. Leurs propos extrémistes opposent sans vergogne la liberté de l'enseignement — qu'ils prétendent incarner — à l'endoctrinement marxiste dont seraient victimes les élèves de l'école publique. Ces propos outranciers pour raient prêter à sourire s'ils n'étaient animés du seul désir de revanche de la part de ceux qui, Mme Alice Saunier-Seït en tête, n'ont jamais eu que mépris pour... la liberté des autres. De

PARENTS...

En fin d'études secondaires
NIVEAU BAC
fautes préparées à vos enfants en 1 à 3 ans une carrière commerciale (gestion, marketing, informatique, secrétariat)
Enseignement privé
E.P.P.A.
14, bd Gouvion-Saint-Cyr (17°)
Tél. : 574-58-51

DES ETUDES QUI DONNENT DU TRAVAIL

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe ECOLE DES CADRES est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.
• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.
• C'est pourquoi l'E.S.E.A. a pour

Conditions d'admission :
• Non bacheliers : sur examen d'entrée.
• Bacheliers : sur présentation du dossier scolaire et entretien.

Examen d'entrée : 7 juillet

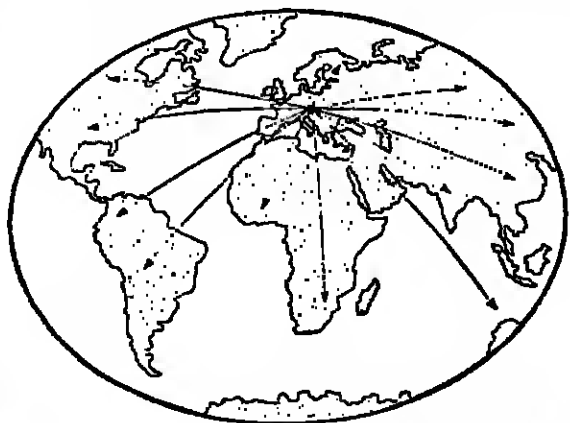
Institut Supérieur d'Etudes Appliquées
Groupe Ecole des Cadres
Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte reconnu par l'Etat.
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40 +

DESTINATION B.T.S. PASSEZ PAR PIGIER

Secrétariat de direction.....
Secrétariat trilingue.....
Gestion.....
Action commerciale.....
Informatique.....

PIGIER
la bonne école
Pigier Information. Enseignement privé.
53 rue de Rivoli 75001. Paris 233 44 88

L'Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international.



en deux ans, préparez les diplômes d'Etat :

BTS de commerce international

BTS d'action commerciale

formation supérieure de cadre européen par alternance de l'enseignement fondamental avec la pratique des affaires.
■ stages en entreprise la première année.
■ pratique intensive des langues.
■ présentation aux examens des chambres de commerce internationales.
■ stages en Europe en deuxième année, avec mémoire de fin d'études européen bilingue et séminaires spécialisés selon option dans nos centres associés :
Bruxelles / Lonsanne / Londres / Madrid / Stuttgart et American College - Paris.

Niveau bac ou classes terminales. Service logement pour étudiants de province.

Demandez une documentation gratuite.

IAC Institut européen de formation aux Affaires et à la Conduite des entreprises
Etablissement privé d'enseignement supérieur du Groupe I.P.S.A.
71, Faubourg St-Honoré 75008 Paris tél. 266.66.82

Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Niveau d'études : _____
Date : _____ Signature : _____

L'avènement du libéralisme

« Alors, d'une nécessité quantitative — faire face aux besoins scolaires — en est-on venu à une exigence qualitative — instaurer des valeurs de recours et de référence, des repères, des points de systèmes, Adjunctif. Enseignement privé ne se contente plus d'être une structure d'appel des familles, en fonction du jugement qu'elles portent sur l'enseignement public, mais d'être un modèle alternatif, rompant avec la tradition jacobine et unitaire ; ce projet, c'est-à-dire par les responsables de l'enseignement catholique, d'un *service national d'éducation*, associant des enseignants, des parents, des privés, tous investis identiquement d'une *mission de service public*, entre lesquels les parents auraient, le libre choix, quels qu'en soient les critères (de discipline, de qualité, des maîtres, d'atmosphère, de pédagogie, etc.) et sans aucune sélectivité. On est loin du simple respect de la liberté de conscience ».

EDWY FLENEL

387-34-63

مركز امن الامم

LES POSITIONS DE L'ÉPISCOPAT

Ne varietur

LES partisans de l'école catholique, qui réclamaient à cor et à cri, voici quelques mois que les évêques français prennent position et les soutiennent, étaient mal informés. Ils auraient pu savoir que, en octobre 1981, l'épiscopat s'était prononcé. Dans un sens et en des termes qui n'apportaient guère de nouveauté.

Depuis le Haut Moyen Âge, depuis les premières écoles monastiques, les écoles épiscopales et les écoles rurales du sixième siècle, l'Eglise catholique a lié son rayonnement et son essor à sa tutelle sur des lieux d'éducation et d'insertion.

Dans l'histoire de notre pays, elle n'y a jamais renoncé, y compris sous le monopole de l'université impériale. A la fin du siècle dernier, l'opposition de la majorité des catholiques à la République, au moment du vote des grandes lois laïques, n'a qu'accentué de fait un antagonisme plus profond. Celui qui repose sur une vision différente de l'homme et de la société.

L'Eglise se doit de proposer la foi à tout individu et de le former en référence à la vérité qu'elle détiendrait par la révélation. Démarche positive, qui s'accommodait mal d'une laïcité respec-

tueuse de toutes les croyances religieuses placées sur le même pied, encore moins d'un laïcisme militant pour lequel le bien-fondé de ces croyances est suspect ou aberrant. Même le concile Vatican II, dont les observateurs reconnaissent qu'il ménageait une ouverture sur la liberté religieuse, rappelait, dans la « Déclaration sur l'éducation chrétienne » (13 et 14 octobre 1965), « aux parents catholiques le devoir de confier leurs enfants, et quand ils le peuvent, à des écoles catholiques, le devoir de soutenir celles-ci selon leurs ressources et de collaborer avec elles pour le bien de leurs enfants ».

Pourtant, en France notamment, des évolutions s'étaient dessinées ces dernières décennies. L'expérience des prérequis, née en 1943, et le développement de l'action catholique mettaient de plus en plus l'accent sur une présence accrue des chrétiens au monde. Le consociationisme et la fraternité venue, pendant la guerre n'y étaient pas étrangers. La société civile et l'Eglise s'interpénétraient davantage. Un grand nombre de croyants s'attachaient, sans renoncer à témoigner de leur foi, à le faire sur les lieux mêmes de vie, voire de l'un des autres hommes. Beaucoup poussaient la scolarisation de certains enfants; ainsi de la « déconcentration », de la C.F.T.C., devenue, en 1964, C.F.D.T.

Aucune dissonance

Une déclaration de l'assemblée plénière de l'épiscopat, parut consacrer cette évolution. Lors de l'assemblée, le 14 novembre 1969, qu'il s'agit d'insuffisamment de dire notre respect à ceux qui travaillent dans cet immense secteur de l'éducation nationale. C'est l'école publique elle-même qui a droit à l'estime des catholiques et de leurs pasteurs. En même temps, elle par rapport aux directives conciliaires, le choix par les parents de l'une ou l'autre école, est légitime et respectable.

Mais l'évolution est bien fragile. On le verra les mois suivants. A la veille de l'examen, par le gouvernement et le Parlement, du renouvellement de la loi Debré, des rencontres avaient lieu entre les dirigeants de la C.N.A.I. et des responsables du Secrétariat général à l'enseignement catholique. Dans l'heure laïque (1), l'un des acteurs de ces rencontres, M. Jean Cornec, raconte quelle fut cette approche de réconciliation. La décision brutale du président de la République, Georges Pompidou, en décembre 1970, de pérenniser les contrats simples, ce rapprochement. La pérennisation des contrats simples confortait l'enseignement catholique. Selon les informations catholiques internationales que citent les deux auteurs, le président Pompidou s'est entouré, après de voir les évêques français, de la volonté d'encourager une certaine coexistence de l'ordre établi, aurait envoyé le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, M. Pierre

Billecocq, négocier un accord direct avec le Saint-Siège. Cet épisode habitait vraisemblablement les mémoires lorsque, après la visite de M. François Mitterrand au pape Jean-Paul II, en février dernier, l'Eglise laissa percer que les problèmes de l'Eglise en France, dont celui de l'enseignement privé, avaient été abordés avec le souci d'éviter toute ingérence dans les affaires intérieures des deux parties. Entre-temps, l'assemblée plénière de l'épiscopat français avait, à nouveau, débattu de l'école. Le 30 octobre 1981, après avoir souligné l'importance qu'il assignait à la recherche de solutions pour remédier à l'échec scolaire, les évêques ont rappelé « fermement leur attachement à l'école laïque, à son projet éducatif propre et aux moyens indispensables à sa mise en œuvre ». « On ne saurait, ont-ils ajouté, sans porter atteinte à l'unité de notre pays et à la paix sociale, renoncer à la liberté effective de l'enseignement, à la responsabilité des parents dans l'éducation et le choix du type d'école ».

Attachement repété à leur congrès par les évêques, ces derniers mois, ont pris la parole au cours de rassemblements organisés en faveur de l'enseignement catholique. Pour le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, l'école catholique « dont l'existence même est menacée » n'est pas une école d'élite, elle existe parce que des familles, venant d'horizons culturels sociaux et religieux de plus en plus divers, ont reconnu dans le projet éducatif, tel qu'il est présenté et vécu dans nos écoles, un espace complet que la laïcité la plus ouverte ne saurait donner pour une éducation dans toutes ses dimensions humaines ».

Quelques jours auparavant, à Epinal, Mgr Jean Vignat, évêque de Saint-Dié et actuel président

de la conférence épiscopale, avait en termes mesurés affirmé que les évêques seront « toujours constructifs, tout en demeurant vigilants et fermes sur les points fondamentaux qui garantissent une liberté scolaire authentique et effectivement viable ». Il avait appelé « l'heure de la solution stable du problème scolaire dans l'harmonie et la complémentarité, selon le vœu évident de toute la nation ».

Sauvegarde d'un équilibre au sein de la cohésion nationale, reconnaissance de valeurs complémentaires dans les deux systèmes scolaires, comme l'avait souligné Mgr Jean-Marie Lustiger, le 24 avril à Pantin, comme l'a répété Mgr Jean Honoré, président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, en mai aux Journées nationales de l'UNAPEI : les évêques français insistent aujourd'hui sur ces thèmes de respect des différences dans une société pluraliste de refus d'un modèle unique.

Il se font sans qu'aucune dissonance se glisse dans le magma de l'Eglise catholique. Pas même une petite note discordante de la part d'évêques à la tonalité « sociale ». Un pasteur particulièrement sensible au sort des déshérités de son diocèse, comme Mgr Sautreau, évêque du Havre, observe même que, « dans un monde ébranlé et sécularisé », l'école catholique est plus que jamais justifiée. Que minoritaires, et dans leur « diaspora », les chrétiens ont un besoin croissant de lieux de ressourcement et de visibilité ». Et que « l'école catholique peut être l'un de ces lieux. Comme elle peut être « symbolique de l'accueil apporté par le christianisme aux gosses rejetés par l'école publique, aux plus pauvres du pays ».

Il n'en reste pas moins qu'à l'intérieur de l'Eglise, ce choix constant de la hiérarchie en faveur de l'école catholique n'est pas partagé par tous. Pas, en tout cas, par ces militants de l'action catholique ouvrière de Sarcelles et de Saint-Brice (Val d'Oise), par exemple, qui ont écrit « leur désapprobation profonde » de la présence de Mgr Lustiger au rassemblement de Pantin : « Il est plus que regrettable que l'Eglise continue à encourager l'école privée ». Pas, non plus, par les milliers de chrétiens du mouvement des équipes évangéliques, qui, travaillant dans l'enseignement public, ne cessent de clamer que « vivre habituellement dans un contexte de laïcité (leur) apparaît positif et nécessaire, même pour l'école de la liberté » et que « la laïcité est un bien commun de notre culture ».

CHARLES VIAL

Quelques chiffres

LES ÉLÈVES

En 1980-1982, l'effectif des élèves scolarisés dans l'enseignement privé (France métropolitaine et DOM) était le suivant : 922 650 élèves, soit 13,5 % de l'ensemble public-privé (12,9 % dans les maternelles, et 14 % dans l'élémentaire et l'enseignement secondaire).

— **SECOND DEGRÉ** : 1 044 350 élèves, soit 19,3 % de l'ensemble (18,2 % de la première année, 22,1 % dans le second cycle court, et 22,9 % dans le second cycle long). — **TOTAL** : 2 076 810, soit 18,3 % de l'ensemble.

— **LES FLOUX D'ÉLÈVES D'UN SECTEUR À L'AUTRE** : Ils restent très positifs en faveur de l'enseignement privé, mais le solde est de 4 000 élèves, alors qu'il atteignait 73 000 à la rentrée 1980. Les échanges dans le sens public vers privé ont été de 128 300, donc en diminution par rapport aux 145 700 de l'an dernier. Dans le sens privé vers public, ils se sont élevés à 97 000, contre 72 300 l'année précédente. C'est surtout à l'entrée au collège (classe de sixième) qu'ils progressent : ils avaient déjà augmenté de 22 % entre 1979-1980 et 1980-1981 : 84 746 étudiants, soit 2,7 % de l'ensemble.

LES CONTRATS

En 1981-1982 : **Premier Degré**. Etablissements catholiques : — hors contrat : 0,5 % (13 % en 1980); — sous contrat simple : 78,7 % (88 % en 1980); — sous contrat d'association : 20,8 % (alors qu'ils n'étaient que de 8,9 % en 1980).

Second Degré. Etablissements catholiques seuls : 38,7 % sont sous contrat d'association.

L'AIDE DE L'ÉTAT

L'Etat accorde, en 1982, une aide de 15 milliards 905 millions de francs au fonctionnement de l'enseignement privé. Cette aide comprend l'action sociale en faveur des élèves : bourses et transports scolaires.

Si l'on rapporte ces chiffres au total des dépenses de fonctionnement d'éducation, l'aide à l'enseignement privé représente 13,4 %.

Ce pourcentage, comparé à celui du nombre d'élèves dans le privé, 18,3 %, donne une idée sur l'effort de l'Etat en faveur de l'enseignement privé. Le secteur privé est moins aidé par l'Etat que la proportion du nombre d'élèves qu'il scolarise ne le justifierait. Argument auquel il peut être répondu que la comparaison n'est pas d'une rigueur absolue.

D'une part, l'aide à l'enseignement privé ne concerne pas la totalité de ses élèves, puisque tous ne sont pas dans des établissements sous contrat. Si l'on tient compte de ce dernier, le pourcentage de 18,3 % tombe à 15,4 %.

D'autre part, le total des dépenses de fonctionnement de l'éducation nationale qui s'élève à 118 000 millions de francs, inclut les dépenses de fonctionnement de l'administration générale de l'éducation nationale, des services d'orientation et d'aide sociale. Or ces structures et ces personnels travaillent aussi en faveur de l'enseignement privé, sans que des crédits leur soient affectés, ce qui doit être imputé au budget du secteur privé.

C. V.

L'ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION vous propose ses préparations



au B.T.S. de Gestion et Comptabilité
Cours du jour exclusivement

au B.T.S. d'Informatique
Cours du jour exclusivement

au D.E.C.S.
Certificats Juridique, Comptable, Economique
Sessions Intensives, Mai 1982, Cycles Été, Août 1982.

au C.E.S.
Certificats Supérieurs Révision - Juridique et Fiscal
Organisation - Gestion
Cycles Intensifs
Cours du Soir - Cours de Week-End - Inscriptions closes
Cycles Spécialité
Mai, Juin, Septembre
8 Juin, Juillet, Septembre
Cycles Été : Juillet-Août 1982
Marcenay (inscriptions closes, Paris, Courbevoie)

ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION & DE DROIT DES ENTREPRISES
33, rue de la République, 75002 Paris. Tél. : 352.03.41

LA CHAMBRE DE COMMERCE BRITANNIQUE. LE CAMBRIDGE CERTIFICATE.

Préparez les, chez Pigier Langues.
En 6 mois pour 6000 Francs, augmentez vos chances de réussite.

Pour tous renseignements :

PIGIER langues

29, quai Saint-Michel 75005 Paris
Tél. : 354.88.02 et 329.46.11

ipesup... REUSSIR

1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

HEC, ESSEC, ESCP, 1ère classe de France en 79, 80 et 81

SCIENTES-PO

MEDECINE

PHARMACIE

Institut privé de Préparation aux Études Supérieures

16 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - 325.63.30

HEC... ESSEC... SCIENTES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...

UNE CARRIERE

avec ou sans bac (niveau terminale)

PUBLICITÉ

TOURISME (L.P.V. - A.I.)

ACTION COMMERCIALE MARKETING

2 ans

Préparation aux Brevets de Techniciens Supérieurs (diplômes d'Etat)

B.T.S. Publicité

B.T.S. Tourisme (2 options)

B.T.S. Action commerciale marketing

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR

EPPREP

10, rue de la Grande-Batellerie 75008 Paris

Tél. : 770.61.60

Métro : Richelieu-Drouot

UN TREMPLIN pour votre avenir



BTSS bilingue, trilingue (2 ans après le bac - Année préparatoire possible).

Examen de qualification à la sténotypie de conférence.

Chambres de commerce étrangères.

STAGE EN ENTREPRISE

SERVICE de PLACEMENT

École des Secrétaires de Direction (enseignement privé)

15, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 325.44.40

nom

adresse

..... diplôme

niveau études

LA FEMME SECRÉTAIRE

2 années d'études
préparation au Diplôme d'Etat
BTS Services Informatiques
4 options : bureautique, PME, commercial, micro-ordinateur
1 ordinateur pour 3 étudiants
Admission : Bac + tests et entretiens. Priorité Bac + 1
C.B.L.3 64, rue de Mirosmesnil 75008 Paris (1) 225.66.92 / 562.87.60
Centre de formation supérieure privé en Bureautique et Informatique

COLLÈGE CÉVENOL INTERNATIONAL
Enseignement secondaire privé à la montagne
Altitude 1 000 mètres
43400 LE CHAMON-LE-LIGNON. T. (71) 59-72-52
ANNÉE SCOLAIRE 1982-1983
De la 4^e aux terminales A.B.C.D., Enseignement technique G1 et G3
Ateliers nombreux, sports, laboratoires audio-visuels
Ouvert les week-ends et petites vacances aux Noms et Pâques
Internat de Garçons - Internat de Filles
ÉTÉ 1982
Juillet : Camp de travail, pour jeunes gens à partir de 16 ans
Français et étranger
Cours de vacances pour rattrapage, mise à niveau. Matières principales renforcées.
Août : 3^e cours de vacances de la 7^e aux terminales A.B.C.D.

Ecole d'Administration et Direction des affaires
L'é.a.d. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises.
Cinq options professionnelles en troisième année :
• Finances
• Gestion du Personnel
• Marketing
• Publicité et Relations publiques
• Commerce International
Trois ans d'études après le baccalauréat.
Admissions directes :
• en deuxième année : DEUG ou équivalent
• en troisième année : Licence ou Maîtrise
• sur dossier : B.T.S./D.U.T.
Service de placement et des stages
15, rue Soufflot - 75005 PARIS Cedex 05
EAD Tél. : 329.97.60.
Demandez votre documentation

A L'ÉTRANGER

Du service public confessionnel à la « boîte à bac »

DANS le reste de l'Europe et aux États-Unis, l'école « libre » ou privée correspond essentiellement, comme en France, à l'enseignement catholique. Mais sa situation est extrêmement variée, car chaque pays a ses traditions religieuses, scolaires... ou lin-

guistiques. L'enseignement catholique en Espagne, très attaché à sa spécificité, ne ressemble guère à l'enseignement catholique aux Pays-Bas, où il est considéré comme un service public et financé comme tel.

Une ligne générale, toutefois, se dégage des

dernières années : alors que les écoles catholiques perdent du terrain dans l'enseignement primaire — aux États-Unis, c'est un effondrement, — elles en gagnent un peu au niveau du secondaire, surtout dans le second cycle (type lycée). Beaucoup de parents, peu sou-

cieux de donner à leurs enfants une éducation catholique, préfèrent le réseau privé à l'approche des études supérieures, tant la réputation des lycées publics, dans plusieurs pays, souffre d'une image de laisser-aller et d'indiscipline.

• Pays-Bas

Avec un réseau d'écoles publiques réduit à moins de 30 % des effectifs, les Pays-Bas apparaissent incontestablement comme les champions de l'école privée. En fait, ils sont d'ailleurs les champions de l'école confessionnelle puisque l'État, depuis 1917, finance également les trois réseaux (public, catholique et protestant). L'enseignement strictement privé ne représente que 2 % au niveau primaire et 6 % au niveau secondaire. Des trois réseaux, c'est le catholique qui est

le plus puissant (environ 40 % des effectifs).

L'État néerlandais prend à sa charge la construction et le fonctionnement de tous les établissements scolaires qui répondent aux normes — et aux besoins. Au niveau primaire, l'État oblige les municipalités à financer dans un premier temps la création ou le fonctionnement des écoles — publiques ou privées — qu'il a agréées. Il les rembourse ensuite. Au niveau secondaire, le ministère de l'enseignement et des sciences établit chaque année un plan de subventions scolaires qui

figurent les établissements qui seront financés pour une période de trois ans. Toute association ou institution ayant la personnalité juridique peut demander son inscription sur la liste. Les demandes sont examinées par les députations provinciales (instances de l'exécutif).

La scolarité est donc gratuite aux Pays-Bas dans les écoles confessionnelles, de la maternelle à la troisième. Au-delà, l'enseignement est payant, aussi bien dans le réseau public que dans le réseau privé, car la scolarité n'est plus obligatoire. Il en coûte aux familles un maximum de 500 florins (1) par an et par enfant. Le montant exact étant fixé par l'inspecteur des impôts sur la base de la déclaration des revenus et du quotient familial.

• Belgique

La « guerre » scolaire, en Belgique, a duré bien plus longtemps qu'aux Pays-Bas puisque il a fallu attendre 1888 pour que les trois grands partis au pouvoir signent un « pacte ». Depuis cette date, l'État belge prend à sa charge le traitement des personnels qui enseignent dans les écoles confessionnelles — c'est-à-dire catholiques, puisque les rares écoles juives ou protestantes ne sont pas subventionnées (plus de la moitié des élèves belges sont scolarisés dans le privé). Mais les bâtiments restent la propriété des congrégations, du diocèse ou des associations de parents, et l'ensemble fonctionne sous l'autorité du conseil général de l'enseignement catholique.

Depuis 1973, l'État belge prête à intérêt réduit (1,25 % remboursable en quarante ans) aux établissements catholiques qui veulent aménager leurs locaux. Mais c'est lui qui construit et restaure propriété de toutes les futures écoles « qu'elles soient municipales, provinciales ou catholiques ». En 1975, à la suite du lancement d'écoles expérimentales « plurilingues », c'est-à-dire intégrant les quatre réseaux belges (État, provinces, communes, enseignement catholique), le conseil général de

• Espagne

Depuis 1978, la liberté d'enseignement est inscrite dans la Constitution. L'État espagnol s'engage à subventionner les écoles privées, qui, au niveau de la scolarité obligatoire (jusqu'à quatorze ans) accueillent 40 % des effectifs. La prépondérance du réseau public est plus nette au niveau du lycée (les deux tiers des effectifs), mais, dans les villes, les établissements les plus renommés sont privés et presque toujours catholiques. La plupart des écoles privées (80 %) sont totalement prises en charge par l'État, donc gratuites. Les autres, subventionnées à 60 %, sont payantes. Depuis mars 1980, les établissements ont explicitement le droit de fixer leur « ligne » idéologique, à charge pour les enseignants et les élèves de la respecter.

• États-Unis

La plupart des écoles privées, qui sont appelées « non-public » ou « non-État », sont financées et gérées par des personnes ou associations privées. Elles sont cependant soumises aux lois de chaque État qui, théoriquement, peut contrôler le travail des enseignants et des élèves, et notamment s'assurer de la « moralité » des enseignants (vie et mœurs, patriotisme). En principe, ni le gouvernement fédéral ni les gouvernements des États ne versent d'aide directe aux établissements privés, qui fonctionnent donc grâce aux droits versés par les parents. Certains États aident cependant les élèves — qu'ils soient scolarisés dans le privé ou le public — en leur fournissant manuels, fournitures scolaires, facilités de transport, etc.

Globalement, l'école privée scolarise aujourd'hui 11 % des jeunes Américains. Jusqu'en 1975, la proportion n'avait cessé de baisser mais, depuis cette date, elle remonte. L'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan favorise encore le phénomène. Des transferts sont en train de s'opérer à l'intérieur du réseau privé. Les écoles catholiques, qui accueillaient 5,5 millions d'élèves en 1965, n'en scolarisent plus aujourd'hui que 3 millions. Pour la même période, en revanche, les autres écoles — confessionnelles ou non — ont quadruplé (septuagésimes), voire décuplé (ces-

bytériens), ce qui maintient un volume constant de 5 millions d'élèves sur un total en baisse depuis 1970 : de 47 millions d'élèves.

• Suisse

Contrairement à l'idée répandue, la Suisse n'est pas le paradis de l'école privée, ou moins pour ses nationaux. En effet, plus de 90 % des élèves suisses, de la maternelle au baccalauréat, fréquentent des établissements publics, gérés le plus souvent par les cantons et, parfois, par les communes. Les collectivités locales peuvent, à leur guise, subventionner des établissements privés, mais elles le font peu (5,8 % des élèves sont scolarisés dans des écoles privées subventionnées). Quant aux 2,7 % de élèves d'instituts privés, ce sont presque tous des étrangers.

• Italie

Si le privé domine au niveau des tranches de maternelles, il est très réduit au niveau primaire et pratiquement inexistant dans le premier cycle du secondaire, mis à part quelques établissements réputés dans les grandes villes. C'est à partir du lycée que le privé regagne du terrain, car les établissements publics italiens ont souvent mauvaise réputation : indisciplinés, intolérants, embourgeoisés, etc.

logique, etc.). Mais la formation des enseignants, moins bien payés que dans le public, laisse souvent à désirer.

• Allemagne fédérale

Alors que la République démocratique allemande, depuis 1945, supplante toutes les écoles privées, la République fédérale garantit le droit d'en créer. En 1978, on évalue à environ trois mille cinq cents le nombre d'établissements privés — dont beaucoup d'internats — gérés par des Églises (catholique ou protestante), des associations, des fondations ou des particuliers. Les subventions publiques à ces écoles varient d'un « land » à l'autre, selon qu'elles sont agréées pour faire passer des enfants et décharger des diplômes reconnus par l'État.

Les proportions varient aussi beaucoup suivant le type d'établissement. Globalement, on trouve à 4 % le tiers d'élèves allemands scolarisés dans le privé. Il est infime au niveau primaire, moyen dans les écoles spéciales (handicapées) et les lycées (entre 10 % et 15 %) et important dans les établissements techniques ou professionnels (la moitié). Dans cette dernière catégorie, les entreprises suisses des Filles...

ROGER CANIS

ebs
En 4 ans, le diplôme de demain.
European Business School, Paris, Londres, Francfort, Madrid.
Tél. : 261.03.36

CONCOURS D'ADMISSION PARALLÈLE EN 2^e ANNÉE
LE MARDI 29 JUIN À L'EBS
8, rue de la Paix, 75002 PARIS

- Ouvert aux titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle (DEUG, DUT, etc...)
- 4 ans d'études dont 1 an à l'étranger (Angleterre, Espagne, Allemagne).
- 600 élèves en France, 300 en Allemagne, 50 en Angleterre.
- Salaire moyen d'embauche promotion 1981 : 94.000,00 F/an.

ipesup RECRUTE dans le cadre du **mba** INSTITUTE
Leader préparation HEC + ESSEC

BACHELIERS 82 en vue MBA 87

Les candidats devront posséder : une bonne connaissance de l'anglais, un esprit d'analyse et de synthèse développée, une personnalité déjà affirmée.

Les candidats obtiendront, après une formation de haut niveau de quatre années en France, le diplôme internationallement reconnu de Master of Business Administration lors d'une cinquième année passée dans l'une des meilleures universités américaines.

Documentation et Dossier MBA INSTITUTE
c/o IPESUP, Enseignement Supérieur Privé
18, rue du Cloître N-Dame 75004 Paris - (1) 325.63.30

L.I.D.R.A.C. c'est plus qu'un cycle d'études en 3 ans, c'est une formation efficace à la vie active.

- préparation en 2 ans aux diplômes d'État des B.T.S. ACTION COMMERCIALE, COMMERCE INTERNATIONAL et TOURISME
- formation en 3^e année à la GESTION D'ENTREPRISE
- placement organisé par le Service Carrières de l'école et l'association des Anciens Elèves

TESTS D'ENTRÉE : Mai, Juin et Juillet

L.I.D.R.A.C. - PARIS (75018)
14, rue de la Chapelle - Tél. (1) 205.83.19
L.I.D.R.A.C. - MONTPELLIER (34100)
710, rue d'Alco - Tél. : (67) 75.86.66
Établissement privé d'enseignement supérieur commercial

(Publicité)

En cette veille de la Session extraordinaire des Nations unies, pour arrêter la course aux armements, et qui, devant les menaces qui pèsent sur l'humanité, nous semble être celle de la dernière chance de cette période de paix, en tant qu'organisation non gouvernementale de citoyens libres, au nom de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la liberté et du droit des hommes à la sécurité et à une vie paisible pour tous les humains, nous adressons un appel pressant aux délégués des Nations de cette Session pour trouver et appliquer des solutions afin d'arrêter la préparation de cette folle collective que constituerait l'utilisation des armes de l'apocalypse.

An nom des peuples du tiers-monde, déjà les premières victimes de cette course aux armements, par manque d'aide à personnes en danger, nous demandons que tous les peuples du monde soient avertis et sensibilisés à ces problèmes pour en changer le cours.

Au nom de tous ceux qui devraient mourir en cas de conflit nucléaire, chimique ou biologique, nous vous demandons de négocier avant de faire la guerre, car dans la négociation après l'écroulement et devant l'esprit on serait les morts pour rien qui nous le reprocherait.

Merci à l'avance de votre attention

Les personnes désirant recevoir l'imprimé d'information pour la sécurité mondiale sont priées d'écrire à la MAISON DE LA PAIX-BRAN MAC BRIDE, 60, rue Dammartin, 91000 BOUZEAUX.

Se perfectionner, ou simplement se divertir
en anglais

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
cours avec explications en français
Documentation gratuite
ÉDITIONS DISCORS BRGM
8, rue de Saint - Louis Paris

(Publicité)

IMPORTANTE MAISON D'ÉDITIONS
CHERCHE
PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
pour conception et suivi pédagogique d'une collection de mathématiques : niveau 1^{er} cycle secondaire. Travail d'équipe, honoraires, droits d'auteur possibles. Souhaité de préférence un professeur expérimenté à l'histoire des mathématiques et habitant la région parisienne.
Écrire : Annick LE GALLAIS
Résidence Orée de Saint-Germain 91210 DRAVEIL qui transmettra

UNIT. PÉDAGOG. ACT. SARI
Enseignem. Privé Laïc 2^e-1^{er} Term. 720-36-80

COLLEGE SEVIGNE
28 rue Pierre Nicole 75005 Paris 326.25.86
Établissement privé laïque fondé en 1880 sous contrat d'association

PRÉPARATION AUX CONCOURS

- Étudiants présents et correspondants
- Instituts Régionaux d'Administration (I.R.A.)
- Agrégations et C.A.P.E.S. (Lettres, Lettres Modernes, Grammaire, Philosophie, Histoire, Géographie, Anglais, Allemand)
- École Normale d'Instituteurs.

C.F.P. CENTRE LAÏQUE DE FORMATION PÉDAGOGIQUE
d'instituteurs pour l'enseignement privé lié à l'État par contrat

- Après concours d'entrée 3 ans d'études
- obtention du - D.E.U.G. (mention 1^{er} degré)
- Certificat d'Aptitude Pédagogique

LANGUES STAGES INTENSIFS

- ANGLAIS (tous niveaux) : 60h à raison de 3h par jour, du 1^{er} au 29 juin 1982.
- PORTUGAIS du BRÉSIL : niveau 2 : 60h, du 7 au 18 juin 1982.

Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93528 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

ECOLE PRIVEE
POUR CHOISIR UNE
CENTRE CHOISEUL 23, rue de Choiseul, 75002 PARIS
SERVICE INFORMATION ET DE DOCUMENTATION
Tél. : 742.32.30
742.31.03

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,
Vous pouvez suivre - ou reprendre - des études !

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Établissement Public
du Ministère de l'Éducation Nationale
(6 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux :

- Formations scolaires (du cours préparatoire à la classe terminale).
- Enseignements technologiques et professionnels.
- Certaines formations universitaires conduisant au DEUG.
- Préparation à la capacité en droit.
- Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Éducation (Carrières administratives et de l'Enseignement).
- Concours administratifs et techniques d'autres Départements Ministériels : Police, S.N.C.F., Métiers sportifs, Secteur para-médical et social, etc.
- Préparation à l'expertise comptable.
- Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (Loi du 16 Juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine de 200 à 405 F

POUR OBTENIR TOUTS RENSEIGNEMENTS : ÉCRIRE À
CNEC - Ministère de l'Éducation Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Berry - 75585 PARIS CEDEX 12

THE GUARDIAN
The Washington Post WEEKLY Le Monde

Une sélection d'articles du "Monde", en anglais, paraît toutes les semaines dans le "Guardian Weekly" (spécial sur demande).

Tarif d'abonnement annuel :

- Poste normale (tous pays) : F.F. 280
- Poste aérienne : F.F. 320
- Europe : F.F. 240
- Afrique du Nord et Moyen-Orient : F.F. 270
- Autres pays : F.F. 210

Les abonnements peuvent être commandés par notre intermédiaire, à l'adresse ci-dessous :

LE MONDE
4, rue des Halles
75001 Paris Cedex 01

Paiement par chèque, mandat international ou mandat.

Au English Section of "Le Monde" is published, once a week, in collaboration with the "Guardian Weekly" (special copy on demand).

Annual subscription rates (payable in advance) :

- Europe (all countries) : F.F. 280
- North Africa & Middle East : F.F. 270
- All other countries : F.F. 210

Subscriptions can be ordered directly at the following address :

LE MONDE
4, rue des Halles
75001 Paris Cedex 01

Payment by check, bank transfer or money order.

حکومت اسلامی

LA DOUZIÈME COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Les « petits » dans la cour des « grands »

Quelles déceptions ! Pour la France, qui a tombé de haut, « titre - L'Équipe », tandis que « France-Soir » et « Libération » s'exclament : « Waterloo ! ». Face aux Anglais, Michel Platini et ses équipiers ont eu dans les jambes le plomb qu'ils n'avaient pas dans le titre.

Pour la R.F.A., battue à la régulière par une étonnante équipe algérienne, qui a alié l'intelligence à la technique. A la fin du match, un cafetier de Bonn a écrit sur la porte de son établissement : « Quelqu'un parlera de football (ici sera immédiatement effacé) ». Et le lendemain d'une riposte à l'adresse, même si le ministre de l'Intérieur, qu'est-ce-allemand a adressé un télégramme d'encouragement à la formation de Jupp Derwall.

Pour l'Espagne, enfin, qui a piétiné pendant plus d'une heure

On avait 16 hommes et 10 femmes à bord, Petit Poucet de cette

duzième Coupe du monde de football, avant d'égaliser sur un pénalty que brûlait de siffler l'arbitre argentin, M. Iturralde, irréprochable par ailleurs, malgré la formidable pression du public de Valence. — Grottesque match nul —, titrait, ce jeudi matin, le grand quotidien madrilène, « *Diario 16* », et, comme il se doit, la foule a réclamé, à la sortie du stade, la démission de M. Pablo Porta, président de la fédération espagnole. Les réactions risquent d'être chaudes dans les heures qui viennent.

Quel bonheur, — a contrario, pour les deux « petits », — le

succès de l'Angleterre ne constituant pas une vraie surprise. Notre correspondant à Alger, Daniel Jungua, nous indique que « la victoire a été saluée par une fantastique explosion de joie », et qu'une myriade de jeunes sont descendus dans la rue, dès le coup de sifflet final, pour extérioriser leur satisfaction. Pour permettre aux Algériens de mieux suivre le compétition, nous signalons encore notre correspondant, les horaires de travail ont été aménagés, et la journée continue, commencée à 8 heures, se termine à 16 heures.

Il doit rester bien des explications dans ces étonnants et

remarquables debuts du Cameroun (qui a tenu le Péron en

échec mardi, de l'Algérie et du Honduras, que les experts avaient réduits au rang de simples faire-valoir, tout juste bons à faire fructifier le capital-buts des téorums du football. Or ces équipes possèdent aussi de très brillantes individualités : le gardien de but camerounais N'Kono, son homologue hondurien Arzu, l'Algérien Balloui, etc.), mais surtout leur joie de jouer a crevé le petit écran. Quels que soient les intérêts en cause dans cette compétition, le football reste un jeu.

Pour l'avoir oublié, les « grands » ont reçu une leçon. Des

grands » qui pensent avant tout à leurs intérêts financiers : à quelques heures du match contre le Honduras, on discutait encore àprement du montant des primes dans les vestiaires espagnols, et les joueurs ouest-allemands, couverts, dans leur pays, de deutschemarks qui valent de l'or, considéraient avec morgue que leur rencontre avec l'Algérie constituerait leur « dernier galop d'entraînement ». Quant à la France, il lui faut rentabiliser ses installations de Font-Romeu.

Quel que soit l'avenir des « petits » dans la suite de cette coupe du monde, une certaine morale est d'ores et déjà sauve.

MICHEL CASTAING.

Angleterre-France (3-1) : « Rule Britannia ! »

Bilbao... Kevin Keegan, le capitaine anglais fait membre de l'ordre de l'Empire britannique par la reine le 12 juin, mais blessé deux jours plus tard à l'entraînement, aurait sans doute tenu plus, que tout eût à prendre part à la première victoire de son équipe dans cette Coupe du monde par 3 buts à 1, mercredi 16 juin, contre les Français. « Nos militaires ont tout fait pour que nous participions à la Coupe du monde », disait-il. Nous devions les laisser partir en leur offrant des matches de gala. Alors que ses coéquipiers réalisaient, sur une prudente réserve, qu'on s'ennuyait à la décision gouvernementale, au moment des discussions sur un éventuel retrait des équipes britanniques (Angleterre, Ecosse et Irlande du Nord) de la compétition, il fut élu le premier à déclarer qu'il comprendrait une telle décision et la respecterait, même si elle lui ôtait ses dernières chances de disputer cette épreuve.

Si la participation de l'Angleterre ne s'est pas décidée aux Malouines, l'inventaire des chefs militaires de cette condition a permis de savoir qu'il n'y avait pas de capitaine. M. Noël McFarlane, le ministre des sports présent à Bilbao pour le match. Au moment où se préparait l'assaut final, ils avaient réclamé les enregistrements sur cassettes de la finale de la Cup, de la finale de la Coupe d'Europe, des autres championnats avec Aston Villa, Liverpool, Manchester United, en Coupe du monde. Ils signalaient alors qu'un "forfait" signifiait "finia". A leur avis d'affaiblir le moral des troupes. Le ministre des sports indiqua aussi qu'il avait personnellement reçu des lettres de vœux de la part de la sélection anglaise lui demandant tous de laisser les joueurs britanniques se rendre en Espagne.

La guerre des Malouines rasquait pourtant de déteriorer le climat sport de l'équipe anglaise. Lors de la cérémonie d'ouverture, à Barcelone, l'entrée de l'Union Jack avait été sifflée par les nombreux Argentins mais aussi par une partie des Espagnols que des liens historiques et politiques unissent avec les îles du Sud-Américain. La guerre des Malouines avait, d'autre part, ravivé le litige avec l'Espagne à propos de Gibraltar. L'environnement était heureusement pour eux plus favorable à Bilbao où leur influence se remarque encore dans les *whiskies* ou les pubs au nom britannique et plus les coupes d'Europe ont entraîné pas moins de dix-huit, parfois pour les trois derniers matches de préparation.

Dès lors comment peut-on expliquer et surtout admettre le triplé nautique physique, technique et même individuel pour cette équipe, la sélection française ? Le but de Brian Robson, marqué dès la trentième seconde, sur une première balle défensive, a certes placé d'entrée de jeu les Français dans les conditions : d'une : course-poursuite rendue très pénible par le chaleur (34 degrés) à l'ombre au moment du coup d'envoi. « A le mi-temps ils

étaient déjà asphyxiés », racontera Michel Hidalgo. La préparation en altitude dans le fraîcheur de Font-Romeu et leur départ tardif pour l'Espagne étaient-ils alors les mieux indiqués ? « Il est dangereux d'associer cette délaite à la préparation en altitude. Il faudra attendre le bilan des trois premiers matches pour juger », répond Hidalgo.

Platini déplacé

Le nouvel essai de Michel Platini en position d'avant-centre improvisé dans les derniers jours sous la « pression » de certains joueurs s'imposait-il alors que les deux précédentes expériences avaient conduit à deux défaites sans le moindre but marqué contre l'Espagne (1 à 0) et contre la Belgique (2 à 0) ? - C'est vrai que Michel n'a pas vraiment occupé le poste, conviendrait Hidalgo. Il est revenu trop souvent chercher

des ballons qu'il ne recevait pas. Il aime être toujours dans l'action ». Faillait-il attendre le Coup de monde pour s'apercevoir qu'il ne possédait ni l'expérience ni les automatismes de ce poète bien épique ?

« Avez-vous reconnu Michel Platin ? » demanda-t-on à Ron Greenwood. « Oui, je crois. C'est le joueur qui avait un numéro 10 dans la Leeds », répondra-t-il, non sans humour. Ce n'est pas l'immeuble aérien-central Butcher, visiblement peu à l'aise, à laisser surprendre ou le but de moments, qui se plaindra d'avoir rarement vu quelqu'un au centre de l'action.

Face au désordre des Français et à leur piètre copie du 4-4-2 (quatre arrières, quatre daims et deux attaquants) les Anglais ont démontré l'efficacité de cette tactique quand elle est bien comprise. S'ils se sont laissés surprendre par le but de Gérard Sofer parti à la limite du hors-jeu (28^e minute), ils ont ensuite contrôlé le match, mettant fréquemment en danger la défense française par l'opportunisme de leurs deux

Marquads physiquement et surtout

ALGÉRIE-R.F.A. (2-1) : l'explosion des supporters maghrébins

Métro Porte-de-Pantin, direction Mondial. Pour un ticket de 60 ou 100 F, terminus sous une tente de cirque, devant un écran géant (1). La Coupe du monde, comme si vous n'y étiez pas. La carcasse des abattoirs de La Villette n'a pas grand-chose de commun avec une plaza de toros et un chapeau n'a rien d'un stade.

Pourtant, le décor importe peu.

mercredi après-midi, à ceux qui partent ainsi par procuration pour la grande fête du football. L'important — plus important pour l'heure que la chaîne, la tôle, le chômage, les allocations, plus important que le racisme du filic qui vient de cogner sur une voiture pleine de jeunes trop bruyants. — c'est ce match Algérie-République fédérale d'Allemagne en Espagne, le premier que l'équipe nationale va disputer en Coupe du monde depuis l'accession à l'indépendance, il y a tout juste vingt ans.

Alors, les jeunes, les moins expérimentés, qui ne trouvent une bonne raison d'être ici plutôt qu'ailleurs font exactement comme s'ils étaient là-bas, à Gijón. Ils portent des chapeaux noirs, des vêtements sombres, les fanions aux couleurs de l'équipe algérienne, vert et blanc. Et en attendant le début de la retransmission, comme tous les supporters, ils se disputent les places les plus chaudes du pays. Un peu pour se convaincre de la force des leurs : « C'est la meilleure attaque du monde », ils monstrent. Vous allez voir, ça va être attaqué. » Un peu pour se rassurer : « C'est des bons les Allemands, ah oui, c'est des bons, Tens, ça va, ça va, ça va, ça va, ça va, ça va. »

En ont-ils tous, champions d'Europe, ces Onse Teutons qui deviennent autant de Goliath sur l'écran de cent quarante centimètres. L'Allemande des Rummenigge, Hübner et Breiter paraissent bien des géants imbattables. Ils sont bien les « grands » favoris, leur entraîneur, Jupp Derwall avait promis

l'Union zenkhar en Allemagne fédérale. L'Uz ne gagnait pas contre l'Algérie. Il croyait jouer un jeu de veulours. Comment sa bordée rodée comme une Merveille des tourterelles, a-t-elle pu faire une sélection où des joueurs professionnels opérant en France (Dahleb, Mansouf, Kourchik, Boukhar, Boukhar, Boukhar) et en Belgique (Zidane) ont été maltraités avec des joueurs de championnat national, des joueurs de grandes séries ; par une sélection dont la direction technique et l'entraînement ont été retirés au Soviétique, au Français, au Sénégalais, au Maouche qui avaient obtenus la qualification, pour être confiés à des mois, tout le monde, à l'Europe, à Moude à Mekhloufi, à l'Union zenkhar de l'U.S. Saint-Génienne, et Khalaf, ancien entraîneur national linéage en 1980 ; à l'Union zenkhar, en qui les dirigeants ont fait sous la pression de l'opinion publique et dont la réhabilitation n'a pas été des plus complètes.

Haro

Même si l'équipe de la R.F.A. vaît toujours en des problèmes avec ses formations magrébines (1-0 contre le Maroc en 1970 et 0-0 avec le Togo en 1971), pour Derwall pouvait tenir pour occidentale la défaite essuyée en 1964 contre l'équipe du P.L.N., également vaincu, composé d'anciens professeurs français.

Mais l'entraîneur allemand se mettait le doigt dans l'œil. Et les trois mille supporters de la porte de Pantin se cherchent da le lui rappeler à chaque fois que des appréciations sur l'immense jaccarie : *Hou !*

Où, haro sur lui et sur ses ex-crits soldats pour leur écrasant complexe de supériorité, qu'ils pouvaient au fur et à mesure que le temps s'écoule, au dépit, à l'emphase impuissante, les même que non vit, quelques semaines auparavant, sur la visage du Tchèque :

(1) Magreb-Vladko proposee les réajustements du coté droit des matches joués par l'Afrique les 21 et 24 juin, et par le Cameroun,

(1) Maghreb-Vision propose les retransmissions en direct des matches disputés par l'Algérie, les 21 et 24 juin, et par le Cameroun, les 19 et 23 juin, à Paris (porte de Pantin) : à Lyon (Foire internationale) et à Marseille (stade-vélodrome).

IID INFODIAL

1^{re} semaine internationale
sur les bases et banques de données
congrès et exposition

22-25 JUIN 1982
Palais des Congrès
Paris



Les bases et banques
de données
nouvel outil au service
des entreprises

Renseignements : (1) 261 52 42
4 et 6, place de Valrais - 75001 PARIS

LES RÉSULTATS

GROUPE II

A GIRON, Algérie b. R.F.A. :
2-1.

● **CLASSEMENT** : 1. Algérie, 2. R.F.A., 0. 3. Autriche, 0. 4. Chili, 0.

GROUPE IV

A BILBAO : Angleterre b. France.

● **CLASSEMENT** : 1. Angleterre, 2. France, 0. 3. Eswatini, 0. 4. Tchecoslovaquie, 0.

GROUPE V

A VALENCE : Espagne et Honduras : 1-1.

● **CLASSEMENT** : 1. Espagne, 1. 2. Honduras, 1. 3. Brésils du Nord, 0. 4. Yougoslavie, 0.



DIMANCHE: LE MONDE FANTASME.

Et si j'étais un miroir... Et si j'étais Dieu... Et si j'étais...
Chaque semaine pendant les vacances le Monde Dimanche va pousser au fantasme Pierre Desproges,
Patrick Grainville, Catherine Rihoit, Eva Darlan, Jacques Lanzmann, Frédéric Dard, Rafaël Pividal, Alphonse Boudard, Jean-Pierre Enard, Topor.

Du 20 juin au 5 septembre, 12 numéros vacances du Monde Dimanche, pour rêver en bonne compagnie pendant l'été.

Le Monde
D I M A N C H E
Le Monde Dimanche de l'été

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUX

Le P.M.U. à l'informatique

La célèbre petite pince est appelée à disparaître de la pince du parieur turiste : le P.M.U. vient de commander à la société Matra dix-sept mille terminaux pouvant enregistrer, traiter et payer toutes les formes de paris actuellement pratiqués.

Cette introduction de l'informatique sera progressive, mais la direction du P.M.U., organisme comptable des différentes sociétés de courses de chevaux, estime que, fin 1986 ou début 1987, la totalité du réseau sera équipée du nouveau matériel.

L'objectif est de stabiliser les coûts de traitement des bordereaux, en augmentant la constante depuis des années. Le nombre sans cesse croissant des tickets traités manuellement conduit périodiquement le P.M.U. à relever le taux de base des mises des turfistes.

M. Pierre Carus, un des directeurs du P.M.U., indique que c'est la centrale de Mantes-la-Jolie, couvrant une très grande partie du département des Yvelines, qui a été choisie pour servir de terrain d'expérimentation. Le système commencera à fonctionner dès le début de l'été 1983. Dans un premier temps, un opérateur fera l'intermédiaire entre le public et l'ordinateur. Le parieur inscrira sur une carte, analogue aux grilles employées pour le Loto, les différents paris souhaités. Par la suite, l'automatisation complète, c'est-à-dire, en réalité, la suppression des opérateurs — est envisagée. Au moment de l'enregistrement, la machine vérifiera la cohésion des paris, évitant ainsi les erreurs et les contestations. Toute carte mal rédigée sera refoulée et le parieur pourra la rectifier immédiatement. Autre avantage : les horaires d'enregistrement pourront être élargis jusqu'à 13 heures, c'est-à-dire entre trente minutes et une heure avant le début des opérations des courses de l'après-midi.

La machine, en outre, ressortira en clair le nombre de chevaux désignés, le mode de pari choisi et le coût qui en résulte. Enfin, le paiement des tickets gagnants de la veille pourra se faire dans la même temps. Un affichage lumineux indiquera la somme précise due au parieur.



plein foot sur les gares la SNCF met les 6 grandes gares de Paris à l'heure du Mondial

animation réalisée par France Rail

ABONNEMENTS VACANCES

POUR CEUX QUI DÉSIRENT RECEVOIR RÉGULIÈREMENT À LEUR ADRESSE DE VACANCES NOTRE QUOTIDIEN **Le Monde** PROPOSE DES ABONNEMENTS AUX CONDITIONS SUIVANTES :

| FRANCE : | | EUROPE (avion) : | |
|-------------------|-------|-------------------|-------|
| Quinze jours | 107 F | Quinze jours | 130 F |
| Trois semaines | 146 F | Trois semaines | 180 F |
| Un mois | 199 F | Un mois | 247 F |
| Un mois et demi | 277 F | Un mois et demi | 347 F |
| Deux mois | 333 F | Deux mois | 456 F |
| Deux mois et demi | 448 F | Deux mois et demi | 565 F |
| Trois mois | 533 F | Trois mois | 673 F |

Dans ces tarifs sont compris le montant des numéros demandés et l'affranchissement. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant dix jours au moins avant leur départ, en rédigeant les nom et adresse en lettres majuscules.

Le Monde SERVICE DES ABONNEMENTS
5, RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 09

PARIS EN VISITES -

SAMEDI 19 JUIN

- « La basilique de Saint-Denis », 14 h 30, entrée, M. Lepay.
- « Village d'Auteuil », 15 h, métro Michel-Ange-Auteuil, Mme Bachelier.
- « Paris et ses îles », 15 h, métro Cité, Mlle Brossier.
- « Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Collin.
- « Port-Royal de Paris », 15 h, 123, boulevard de Port-Royal, Mlle Le-marchand.
- « Chambre de commerce », 15 h, 27, avenue Friedland, Mlle Oswald.
- « Quartier du Luxembourg », 15 h, façade du Panthéon, Mme Penne (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Au pays de la Toison d'or », 15 h, Grand-Palais (Approche de l'art).
- « Le Marais du temple », 15 h, 15, 6, rue des Haudriettes (Mme Barbier).
- « L'île Saint-Louis », 15 h, métro Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Palais de justice », 15 h 30, métro Cité (M. Caray).
- « Notre-Dame de Paris », 15 h, métro Cité (Mme Haillier).
- « La maison de Balzac », 15 h, 47, rue Raynouard (Histoire et archéologie).
- « Cimetière du Père-Lachaise », 15 h, entrée, boulevard de Ménilmontant (P.-V. Jaslet).
- « Crypte de Notre-Dame », 14 h 45, parvis de Notre-Dame (Ligue urbaine et rurale).
- « Saint-Sulpice », 15 h, parvis de l'Eglise (Lutèce-Visites).
- « De Belleville à Ménilmontant », 15 h, métro Botzaris (Paris et son histoire).
- « L'Institut de France », 15 h, 23, quai Conti (Tourisme culturel).
- « Le Marais », 14 h 30, 2, rue de Sévigné (le Vieux-Paris).

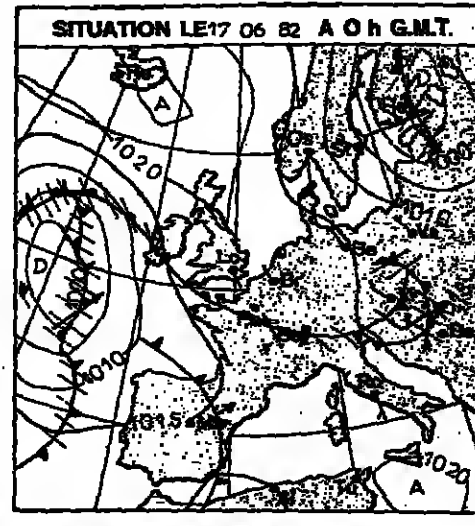
CONFÉRENCES

- 14 h 30 : 5, rue Laffitte, Mme M.J. Cavaroc : « Egypte : pyramides et temples » (Nouvelle Acropole).
- 9 bis, avenue d'Iéna, 15 h : « Tolède et le Greco » ; 17 h 30 : « La Haute-Bavière et les châteaux royaux de Louis II » (Projection).
- 15 h : Palais de la découverte, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. P. Leprieux : « Nouveaux carburants. Pourquoi ? Comment ? ».
- 15 h : Sorbonne, amphithéâtre Bachelier, 1, rue Victor-Cousin, Mme J. Morvan : « Unité de la science et des régions » (Université populaire de Paris).

BREF

- EXPOSITIONS**
CINQ MILLE MAISONS SOLAIRES. — Les résultats des concours organisés par le ministère de l'Urbanisme et du logement et l'Agence nationale pour la maîtrise de l'énergie pour construire « 5 000 maisons solaires » sont présentés, jusqu'au 2 juillet, à la Société française des architectes, 100, rue du Cherche-Midi (84). Un débat sur l'architecture de ces maisons est prévu le 23 juin, à 18 h.
- LE NEW-LOOK DES HÔPITAUX PARISIENS.** — Une cinquantaine de projets d'architecture pour la rénovation des hôpitaux parisiens et la construction de nouveaux établissements (hôpital pédiatrique Robert-Debré, porte des Lilas, dans le dix-neuvième arrondissement ; hôpital du quinzème sur les anciens terrains Citroën), sont présentés par l'Association publique jusqu'au 19 juin, à l'Institut

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 17 06 82 A 06 H GMT.

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 17 juin à 0 heure et le vendredi 18 juin à 24 heures :

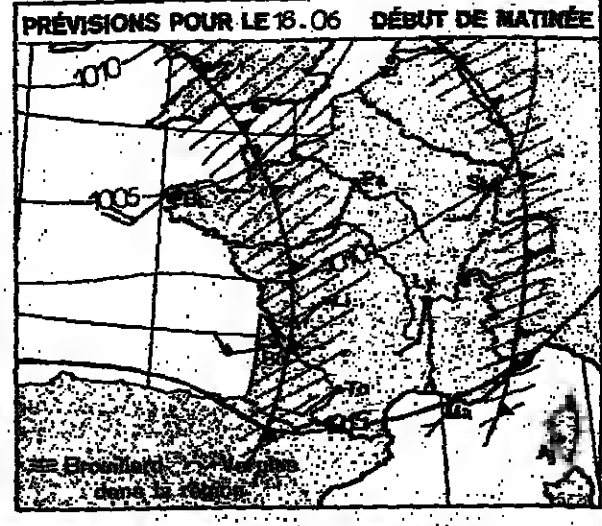
La perturbation pluvio-orageuse, qui se sera éteinte à tout le pays dans la journée de jeudi puis dans la nuit, sera suivie par l'ouest des masses d'air plus frais et stable.

Vendredi, en matinée, le temps sera relativement chaud et humide, accompagné d'orages en toutes régions. Ces orages seront particulièrement forts des Vosges aux Alpes et à la Corse ainsi que sur l'Aquitaine et les Pyrénées.

Dans la journée, l'activité orageuse cessera d'abord sur les régions voisines de l'Atlantique puis sur le Languedoc, le Massif Central, le Bassin parisien et le Nord. Sur ces régions, un net rafraîchissement se fera sentir ; des éclaircies apparaîtront en alternance avec des nuages. Seules les régions du Nord-Est et de l'Est seront encore affectées par des orages en soirée.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 17 juin à 7 heures, de 1 019,9 millibars, soit 765 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 juin ; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 juin) : Ajaccio, 23 et 15 degrés ; Biarritz, 29 et 21 ; Bordeaux, 26 et 18 ; Bourges, 22 et 12 ; Brest, 19 et 13 ; Caen, 19 et 10 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-



PRÉVISIONS POUR LE 18 06 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 18 JUIN A 06 HEURE (G.M.T.)

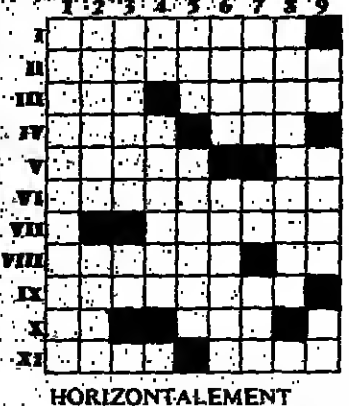
Températures relevées à : Strasbourg : 26 et 12 ; Dijon, 21 et 15 ; Grenoble, 27 et 13 ; Lille, 20 et 8 ; Lyon, 25 et 14 ; Marseille-Marignane, 28 et 17 ; Nancy, 18 et 9 ; Nantes, 21 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 19 ; Paris-Le Bourget, 21 et 9 ; Pau, 28 et 19 ; Perpignan, 28 et 20 ; Rennes, 24 et 14 ; Strasbourg, 17 et 10 ; Tours, 23 et 13 ; Toulouse, 27 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Températures relevées à : Strasbourg : 26 et 12 ; Dijon, 21 et 15 ; Grenoble, 27 et 13 ; Lille, 20 et 8 ; Lyon, 25 et 14 ; Marseille-Marignane, 28 et 17 ; Nancy, 18 et 9 ; Nantes, 21 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 22 et 19 ; Paris-Le Bourget, 21 et 9 ; Pau, 28 et 19 ; Perpignan, 28 et 20 ; Rennes, 24 et 14 ; Strasbourg, 17 et 10 ; Tours, 23 et 13 ; Toulouse, 27 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 25.

Alger, 30 et 16 degrés ; Amsterdam, 15 et 6 ; Athènes, 26 et 15 ; Berlin, 15 et 8 ; Bonn, 19 et 8 ; Bruxelles, 12 et 7 ; Le Caire, 35 et 19 ; Las Palmas, 24 et 19 ;

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3213.



HORIZONTALEMENT

1. Evoque un conseil destiné aux jeunes. — 11. Autrefois se mettaient en bas. — 111. Marche généralement sur la tête. Qui ne marche donc plus. — IV. Entourent un pâté. Qualifie une façon de parler. — V. Pas main-tien. Nourriture pour un rongeur. — VI. Roi vainqueur, devait se battre avec qu'un lion. — VII. L'auteur d'un palais royal. — VIII. Réalisent un emprunt. On leur doit le respect. — IX. Bien entamées. — X. Mieux que rien. On peut en faire un plat. — XI. Souvent cloué sur un fauteuil. C'est souvent une femme qui a bien tourné.

VERTICALEMENT

1. Qui n'a rien pas du tout. — 2. Un plaisir de la table. Vulgaire, n'est qu'une affection de jeunesse. — 3. Mises sous la protection d'une patronne. Coule en Italie. — 4. Préfixe. A beaucoup de flair quand il est anglais. — 5. Retourne partout où il passe. Nom de terre. — 6. Connait bien le Coran. Des fleurs très décoratives. — 7. Département. En France. Endroit où l'on voit le jour. — 8. Fui déposé par le conseil d'Espagne. — 9. Pronom. Parfois l'impair, d'interdit. Peut monter quand ça va mal.

Solution du problème n° 3212

- Horizontalement
1. Postillon. — 11. Obs. Laide. — 111. Turf. Isc. — IV. Asiat. — V. Ur. Epi. — VI. Xerxes. Es. — VII. Ecuelle. — VIII. Or. Oiseau. — IX. Sallite. — X. Eic. Té. — XI. Saint. Jus.
- Verticalement
1. Pot aux roses. — 2. Obs. Rata. — 3. Sap. Ré. Ici. — 4. Faux col. — 5. It. Treuil. — 6. Laie. Sasia. — 7. Lisse. Les (Lincol). — 8. Ode. Pels. — 9. Ne. Diséuss.

GUY BROUTY.

loterie nationale

TRANCHE DE JUIN DES SIGNES DU ZODIAC

| TERMIN | FINALES | SIGNES | PRIMES | TERMIN | FINALES | SIGNES | PRIMES |
|--------|---------|-----------|--------|--------|---------|-----------|--------|
| NATION | NUMÉROS | ZODIAC | PAYEN | NATION | NUMÉROS | ZODIAC | PAYEN |
| 1 | 6 971 | cap. 1000 | 10 000 | 5 | 1 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 7 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 2 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 8 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 3 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 9 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 4 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 10 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 5 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 11 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 6 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 12 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 7 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 13 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 8 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 14 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 9 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 15 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 10 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 16 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 11 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 17 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 12 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 18 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 13 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 19 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 14 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 20 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 15 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 21 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 16 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 22 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 17 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 23 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 18 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 24 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 19 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 25 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 20 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 26 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 21 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 27 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 22 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 28 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 23 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 29 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 24 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 30 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 25 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 31 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 26 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 32 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 27 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 33 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 28 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 34 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 29 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 35 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 30 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 36 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 31 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 37 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 32 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 38 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 33 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 39 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 34 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 40 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 35 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 41 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 36 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 42 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 37 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 43 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 38 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 44 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 39 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 45 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 40 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 46 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 41 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 47 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 42 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 48 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 43 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 49 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 44 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 50 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 45 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 51 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 46 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 52 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 47 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 53 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 48 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 54 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 49 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 55 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 50 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 56 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 51 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 57 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 52 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 58 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 53 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 59 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 54 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 60 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 55 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 61 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 56 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 62 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 57 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 63 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 58 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 64 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 59 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 65 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 60 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 66 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 61 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 67 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 62 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 68 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 63 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 69 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 64 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 70 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 65 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 71 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 66 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 72 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 67 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 73 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 68 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 74 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 69 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 75 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 70 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 76 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 71 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 77 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 72 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 78 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 73 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 79 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 74 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 80 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 75 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 81 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 76 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 82 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 77 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 83 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 78 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 84 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 79 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 85 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 80 100 | cap. 1000 | 10 000 |
| | 86 901 | cap. 1000 | 10 000 | | 81 100 | cap. 1000 | 10 000 |

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« LES GÉANTS DE LA MONTAGNE » A CHAILLOT
Magiciens et comédiens

Le destin des comédiens est d'être en quête de personnages au travers des mots. En quête de regards, d'émotions, de sensations, de sens, de la vie, les personnages dans les bagages, en même temps que les accessoires de l'illusion. Leur destin est de s'engager corps et âme dans la création d'une vie illusoire, de franchir en un va-et-vient incessant la frontière instable entre une affabulation et leur propre vérité. Les comédiens arrivent de n'importe où, se groupent un instant dans la lumière avant de devenir autre. Ou de disparaître.

Ceux qui sont à Chaillot arrivent de Grenoble — c'est le centre dramatique des Alpes — avec les Géants de la montagne, une pièce de Pirandello, sa dernière pièce, inachevée, interrompue par la mort. La mise en scène est de

Georges Lavaudant. Le spectacle, créé à Annecy l'automne dernier, s'est trébuché dans plusieurs villes avant d'installer ici, dans la grande salle, les mélancoliques pittoresques italiens de Gérard Maimon. Le décor de Jean-Paul Verrier : ce qui peut se faire de plus beau avec du béton et du macadam. Une harmonie de gris, et la froide majesté des colonnes élançées, la courbe élégante d'un pont qui enjambe l'inconnu, se casse au bord de la scène, se dissout dans la nuit. On le devine très haut.

Le vent souffle en bourrasques. Aux fines rambarde s'accrochent des gens bizarres, dont le chef (Gabriel Monnet), mi-tuffin mi-papa-copain, se dit magicien et se nomme Cotrone. Les hommes sont en sévères costumes noirs de bourgeois siciliens endurcis. Il y a aussi une vieille en châle noir, une jeune fumelle en maillot paillard. De temps en temps passe une vampa aux épaules larges, genre Môme Vert de Gris, en bustier rouge. Un nain, que son haut de forme et sa cape du soir font ressembler à Dracula enfant, rit souvent, inexplicablement, comme s'il prolongeait la dernière séquence du film de Werner Herzog. Les nains aussi commencent petits.

doigt l'énigme de la représentation, la fracture des personnalités dans la quelle s'ancra l'échafaudage de visible et d'invisible. Cette énigme, tout homme de théâtre, un jour ou l'autre, veut la résoudre à tout prix. Au prix de sa science et de son intuition dans l'espace de la scène, truqué par les jeux de machinerie, de lumières et de brouillards. Alors, il « découvre » Pirandello, à propos d'une pièce ou d'une autre, car chacune raconte son histoire particulière — généralement embrouillée — autour de cette question obstinée (« est-ce qu'il y a ») posée avec tant de rudesse et de simplicité qu'elle jette le réalisateur, les moins nés, dans l'action, aux prises avec son angéisme. Comme Klaus Gruber l'an dernier à Berlin (Six personnages en quête d'auteur), Werner Schroeter à Munich (Ce soir on improvise), le Monde de 7-8 juin, Georges Lavaudant se lance sur le terrain miné, y lance la somptuosité de ses visions fantasques, les enchevêtrements d'une féerie équivoque. Un morceau de bravoure affirmé, et plus encore une déclaration d'amour faite au théâtre par le metteur en scène, par les comédiens aussi, qui ne se poussent pas en avant, mais « se font beaux » pour honorer leur amour.

Les visions de Lavaudant

Le groupe surveille la venue d'un autre groupe, comédiens en deuil d'un poète suicidé. Comme tous les hommes de la troupe, il aime l'île (Marie-Paule Trystram), la diva exaltée. Qu'y a-t-il de réel dans la confusion de l'intrigue, des disputes, des répliques qui ne se répondent pas toujours, se brisent contre les silences — ceux de mémoire ou, au contraire, trop pleins de secrets ? Comment saisir le vrai, chez ces comédiens en bout de route, au bout du rouleau, dont la pensée tourne en roue libre, errant vers un lieu où se recroiser ? Quels rôles jouent-ils, inquiets, hésitants, comme s'ils pesaient une audition sans savoir ce qu'on leur demande ? Cotrone, Prospero un peu las, leur fait vivre un rêve solipsiste pendant une nuit, de dérapage où, tandis que leurs corps se dédoublent, des automates mutants aux yeux vides dans des visages camardes de momies mal conservées, se mettent à danser. N'est-ce pas, Cotrone, son impuissance face à la magie qu'il a dénichée, face à des individus de chiffon, comédiens sans personnages abandonnés à eux-mêmes.

Les obsessions de Pirandello se retrouvent, son désir de toucher du

MUSIQUE

La stratégie tous azimuts du ministère

M. Jack Lang, ministre de la culture, puis M. Maurice Fleuret, directeur de la musique, ont tenu le 16 juin une conférence de presse-marathon sur « les nouveaux développements de la musique et de la danse en France », qui correspond bien à la stratégie tous azimuts mise en œuvre depuis sept mois par la rue Saint-Denis : enseignement et formation, création, recherche, industries musicales, audiovisuel, action musicale (jazz, chansons, etc.), orchestres symphoniques, danse, art lyrique, dans tous les domaines, les responsables veulent aller vite, profiter de l'appel d'air créé par la forte augmentation du budget pour mettre en place des structures neuves et solides.

Tout en répétant que l'année 1983 ne sera pas minifère au point de vue budgétaire, M. Lang a affirmé que l'effort du gouvernement en faveur de la musique resterait prioritaire au cours des prochaines années. Il a insisté sur le rôle moteur de la direction de la musique, mais aussi sur l'importance de la concertation avec les professionnels et les intermédiaires institutionnels : ministères (notamment de l'éducation nationale), médias, collectivités locales et régionales à l'heure de la décentralisation. Le conseil supérieur de la musique devrait être formé dans quelques semaines.

Une association vient d'être créée pour la formation professionnelle des jeunes musiciens. L'Orchestre français des jeunes tiendra sa première session à Arc-en-Senans en août et septembre, avec une centaine d'instrumentistes, sous la direction de Jérôme Kaltenbach, et donnera plusieurs concerts, dont un, le 5 septembre, à la salle Pleyel.

L'aide à la recherche, très fortement augmentée, bénéficiera pour commencer de cinq grands programmes, notamment au C.E.M.A.M.U. de Nanais, à l'A.C.R.O.E. de Grenoble, au Musée instrumental du Conservatoire et à l'INA/G.R.M. Six bourses annuelles de recherche et d'aide à la création de 100 000 F sont allouées cette année aux compositeurs Amy, Bon, Gagneux, Globokar, Monnet et Talra ; dix-neuf autres bourses concerneront des projets précis d'autres musiciens.

Jazz, musiques improvisées, chanson et variétés, musiques populaires et traditionnelles, chant choral, sont devenus un département à part entière de la direction de la musique, qui lui prouve d'un dynamisme et d'une imagination multiformes. Deux commissions consultatives nationales ont été installées. Dans chaque secteur, la dotation financière est importante et surtout la prise en compte d'activités délaissées par l'Etat. Comme partout, un effort de coordination, de formation et d'aide aux institutions les plus dynamiques est en cours. Notons par exemple la création de quatre centres régionaux de la chanson (Bourges, Nanterre, Rennes, Bordeaux), le soutien ou la création d'ateliers régionaux de formation chorale et le développement de quatre chœurs régionaux (Rhône-Alpes, Bourgogne, Nord-Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées).

Revalorisation des commandes

Les commandes d'œuvres ont été revalorisées et, pour la première fois, trois d'entre elles concernent le jazz. Une dotation de 6 millions de francs a permis de subventionner quinze centres et compagnies de théâtre musical. Les centres de musique électro-acoustique ont vu leur subventions substantiellement augmentées. D'autres (à Vézian, Lyon, Marseille, Strasbourg) ont été joints à la liste, sans oublier les deux nouveaux studios de Pierre Henry et de Jean-Claude Eloy. Un conseil est chargé d'étudier la sauvegarde, la consultation et la diffusion du fonds considérable constitué par le groupe de recherche musicale.

Une étude financière minutieuse est en cours sur la situation de l'édition graphique et phonographique, et devrait aboutir à l'automne à des mesures de soutien et d'incitation. Un groupe d'experts a été chargé d'établir le plan à long terme de l'édition du patrimoine français encore inédit. Le plan de relance de la facture instrumentale — enjeu in-

Variétés, danse

Pour les orchestres permanents et les formations conventionnées, les crédits en augmentation de 67,7 % ont permis une revalorisation des dotations budgétaires, la création d'un orchestre régional et la préfiguration de deux nouveaux orchestres. Les trente-sept ensembles liés à l'Etat verront leur « convention » transformée en « contrat de mission ».

La danse et le théâtre lyrique occupent plus souvent le devant de l'actualité : nous aurons l'occasion de revenir sur les projets dans les prochains mois. Notons seulement que les conclusions de l'étude préliminaire pour l'opéra de la Bastille doivent être soumises prochainement au président de la République, qui décidera de l'importance et de la finalité des équipements ; la consultation internationale des architectes sera lancée avant la fin de l'année, et celle pour la cité musicale de La Villette (dont le projet est moins avancé) dans le courant de 1983.

J. L.

La fête du 21 juin

Après avoir énuméré quelques projets importants, développés ensuite par le directeur de la musique, M. Lang s'est déclaré stupéfait et ravi que l'appel du ministère à célébrer la « fête de la musique » le 21 juin, de 20 h. 30 à 21 heures, ait obtenu un tel succès dans toute la France. Rien qu'à Paris, on a déjà dénombré plus de deux cents lieux où amateurs et professionnels feront de la musique, le plus souvent en plein air ; et les régions ne sont pas en reste. « Si cela marche », a déclaré M. Jack Lang, cette immense ornement pacifique sera pour nous politique un formidable encouragement.

M. Maurice Fleuret a ensuite détaillé toutes les actions entreprises dans les différents secteurs, qu'il est bien impossible de résumer ici. Dans l'enseignement, un travail de fond est en cours avec le ministère de l'éducation nationale pour le développement d'un enseignement musical actif dès l'école maternelle et pour une formation conjointe des instituteurs et des musiciens. Un comité technique pour la réforme de l'enseignement musical a vint de déposer son rapport. Un effort particulier sera fait pour implanter l'enseignement spécialisé dans les régions les plus déshéritées ; parmi les dix nouveaux établissements qui ont été créés, écoles nationales en 1982, six appartiennent à des départements où il n'en existait pas.

COLETTE GODARD.

* Chaillot, 20 h 30, jusqu'au 30 juin.

CINÉMA

LE TROISIÈME FESTIVAL DE LUCHON

De l'ethnographie au grand reportage

Tant en France — et d'abord avec la série de manifestations intitulée « Regards comparés » — qu'aux Etats-Unis et au Canada, l'ethnographie est en train de conquérir ses lettres de noblesse cinématographiques. Les Américains l'appellent anthropologie visuelle. Richard Leacock lui-même, qui, au départ, a peu ou rien à voir avec l'anthropologie, semble affecté par ce mouvement conquérant d'une discipline qui s'apprête à faire éclater les barrières, jusque-là bien tracées entre la science et l'outil cinéma. Images et sons ont perdu leur candeur originale : une caméra même accompagnée des possibilités de son synchronisme ne reproduit pas automatiquement la réalité.

Ce fut l'originalité du troisième Festival international du film du grand reportage — organisé du 10 au 13 juillet (1) sous le patronage de la Guilde européenne du raid forain — à vocation culturelle et touristique créé il y a une dizaine d'années — de poser discrètement mais avec force le dilemme en tant que parallèlement au festival un colloque « Ethno-

logie et cinéma » avec la collaboration de Jean-Michel Arnold, directeur du C.N.R.S.-Audiovisuel. Jean-Michel Arnold, plus connu comme cofondateur de la Cinéma-thèque d'Algar, définissait avec clarté, dans un texte d'introduction, le triple objectif de son organisation, qui semblait recouper celui de tout ethnologue cinéaste : la recherche progressive d'un « son partage » avec le plus grand nombre, donc la possibilité de mettre immédiatement à la portée des autres chercheurs la production de ce travail.

La journée réservée au colloque se partageait judicieusement entre des extraits de films des cinéastes à ethnologues présents dans la salle et les discussions comparatives entre les films, avec, occasionnellement, la participation du public de Luchon. Echanges, révélateurs de préoccupations communes à travers des méthodes divergentes, préoccupations qu'on retrouve au départ de tout ce cinéma direct ou cinématographique né au tournant des années 50-60 : comment ne pas abuser des gens qu'on filme, ne pas les exploiter, et même aller plus loin, les « mettre dans le coup » ? Les randes parties prouvent à l'aventure cinéma connu à l'aventure ethnologique ? Marc Paull devait insister : « Les gens ont leur langue, des concepts différents des nôtres. Nous avons des comptes à rendre ».

Jean-Pierre Beauvais, l'inventeur de la caméra Aaton, qui vient de mettre au point le « clear recording », l'enregistrement en clair, qui permet le repérage automatique des images et des sons, paraît déjà sur la modification des conditions de travail du cinéaste de demain : grâce au disque, l'ethnologue pourra stocker

immédiatement son information ; dix mille montages, pourrions-nous dire, deviennent concevables, avec les récentes techniques de montage immédiat par transfert sur bande vidéo. Le montage retrouve son importance première au support des critères de sélection, encore plus sévères, sans négliger pour autant la possibilité d'œuvres de vulgarisation moins austères, pour le grand public. La notion d'auteur disparaît en partie au profit d'un tronc commun où chacun ira puiser son information, voire son imagination.

Le pari des organisateurs du Festival de Luchon da rabattre, de manière un peu risquée, l'ethnographie sur la grand reportage devenant un peu moins paradoxal. Vincent Blanchet, cinéaste, rappelle l'évidence, cette importance au moins égale du montage par rapport au tournage, qui suppose lui-même un minimum de maîtrise de l'outil. Pour Jean Rouch, prophète en la matière, « l'anthropologie visuelle n'a rien à voir avec l'ancienne anthropologie... Les ethnographes doivent apprendre à faire du cinéma, une nouvelle génération leur apprendra ». Ce qui resta sans réponse définitive — et il ne peut pas y en avoir — fut la question de savoir si l'ethnographie doit filmer seul le point de vue de Jean Rouch ou avec d'autres l'insu à condition de mettre le cinéma au service de la science. Nous trônaient ici un immense problème : la science a-t-elle besoin de l'art ? L'art peut-il déboucher sur la science ? Avez-vous de nouveaux ethnographes à le répondre.

LOUIS MARCORELLES.

(1) Le grand prix est allé à Anne de Lestive Woodhead (Bretagne-Bretagne), qui décrit deux ethnies du Sud-Est tibétain.

La Philharmonie de Berlin au T.M.P.

L'appel de Karajan

Les concerts d'Herbert von Karajan et de la Philharmonie de Berlin ont été, comme on pouvait s'y attendre, les plus grands succès du Festival des orchestres organisé par le Théâtre musical de Paris. On ne pouvait manquer cependant d'avoir le cœur serré en le voyant entrer dans une démarche rapide, et tout le corps, dans ce costume noir strict et étroit, comme emprisonné par ses ennemis du monde virtuel. Quel courage et quelle passion il faut pour diriger d'aussi lourds programmes ! Mais l'homme est de fer, et rien dans la musique n'indiquait le moindre fléchissement de cette flamme qui l'embrase.

Le triomphe étant assuré, il était excellent de vouloir ressusciter deux œuvres rarement jouées. Injustement ? C'est moins sûr. Depuis cinquante-cinq ans, les thuriféraires de Stravinski tentent de nous faire croire qu'après un succès est un chef-d'œuvre, alors que cette partition glorieuse est dépourvue de tous et d'intérêt. Le compositeur a dû se délecter à écrire un de ces ballets blancs qu'on regarde mais qu'on n'écoute pas, il faut être très fort pour imaginer une musique aussi asceptisée quand on est l'auteur du Sacre. Une fois contemplées les somptueuses couleurs des cordes de la Philharmonie de Berlin (mais était-il bien nécessaire de plus que tripler l'effet prévu par Stravinski ?), il restait un long temps pour bâiller et rêver à autre chose.

Karajan avait sans nul doute voulu jouer du contraste avec la Symphonie alpestre de Richard Strauss, où cent quarante instrumentistes (plus cors, une machine à vent, une tôle pour le tonnerre, quatre tuben et même un orgue) font

par moments un chahut d'enfer. Pendant près d'une heure, notre compositeur-alpiniste au robuste appétit, parti de nuit, volé se lever le soleil, écoute les oiseaux, rencontre ruisseaux et torrents, et toujours s'élance plus frénétiquement à l'assaut des rochers et des glaciers, s'extasie du panorama qu'on découvre du sommet, sans se soucier — l'imprudent — du formidable orage qui déverse sur lui ses nuages pendant la descente. N'empêche, il y aura sa couche le soleil et dans la nuit se promettra de repartir.

C'est une œuvre à la fois touchante, comme les tableaux romantiques de nos grands-pères, et exaspérante par la minutie et l'accumulation des détails, la boursoffure des épisodes, la suffisance du ton. L'orage en particulier est une énorme pièce montée à laquelle on préfère sans hésiter les orages de la Symphonie pastorale et du « Prélude » de la Volkyrie, et ces Alpes sont bien moins grandioses que celles (de musique pure) qui se profilent dans les Symphonies de Bruckner.

Et pourtant, sans être jamais ému, on est souvent charmé par ce pittoresque naïf, le mystérieux tissu de la nuit habillée, les sources qui gambadent, le chant nostalgique du hautbois, le meuglement des trombones, toute cette fantaisie orchestrale dont la beauté est décapée par les merveilleux artistes de Berlin, bondissant aux appels de l'inépisable magicien.

JACQUES LONCHAMPT.

* La Symphonie alpestre a été récemment enregistrée par Karajan et la Philharmonie de Berlin (DG, 2532-015 ; en cassette : MC 3301-015).

AU CŒUR DE LA MUSIQUE

ensemble intercontemporain
abonnement saison 82/83
brochures : 3 Francs - Centre Pompidou
EIC 9, rue de l'Échelle - Paris 1^{er}
tél. 260.94.27

M _____
adresse _____

THE LIVING THEATRE
Direction : Julian BECK et Judith MALINA

24 représentations exceptionnelles
L'HOMME MASSE
de Ernst TOLLER
de la légende d'Anouilh

Jes 18, 19, 22, 23, 24, 25 et 26 juin
et les 7, 8, 9 et 10 juillet à 21 h.
Matinée dimanche 20 et 27 juin
et dimanche 11 juillet à 16 h.

ANTIGONE
de Bertolt BRECHT
de la légende d'Anouilh

Jes 20 et 21 juin et les 1^{er}, 2, 3, 13 et 15 juillet à 21 h.
Matinée dimanche 4
et mercredi 14 juillet à 16 h.

THÉÂTRE DE L'ÉPÉE DE BOIS CARTOUCHERIE • 808.39.74

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
25, 26, 28, 29 JUIN A 20H30
Yves Josse présente

LE BALLET DU RHIN

BOLÉRO
Ravel-Béjart

LE LOUP
Dutilleul-Petit

LES QUATRE TEMPÉRMENTS
Hindemith-Balanchine

LOCATION AU THÉÂTRE (Tél. 723.47.77) FNAC ET AGENCES
RENSEIGNEMENTS : 723.36.27

| | | ANNONCES ENCADEES | | tarif/mot - la semaine TTC | |
|----------------------|--------|-------------------|-------|----------------------------|-------|
| OFFRES D'EMPLOI | 71,00 | DEMANDES D'EMPLOI | 40,00 | OFFRES D'EMPLOI | 47,04 |
| IMMOBILIER | 21,00 | DEMANDES D'EMPLOI | 12,00 | IMMOBILIER | 14,10 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | AUTOMOBILES | 36,45 |
| AGENDA | 48,00 | DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | AGENDA | 36,45 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 140,00 | DEMANDES D'EMPLOI | 31,00 | PROP. COMM. CAPITAUX | 36,45 |

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

L'Assemblée Nationale
recrute par concours
3 SECRÉTAIRES DES DÉBATS
Emploi de haut niveau.
Rémunération en conséquence.
Clôture des inscriptions le 30 juillet 1982 à 17 heures.
(Séance de préparation facultative le 20 juin 1982 à 9 h 30 - Assemblée Nationale, 33, quai d'Orsay.)
Pour tous renseignements, s'adresser au Service du Personnel.
Tél. : 297-63-80 ou 297-63-81.

CHEF COMPTABLE
à Aubervilliers, société moyenne de distribution d'équipements électroniques, filiale d'un des premiers groupes américains, recherche **SON CHEF COMPTABLE**.
Rapportant directement au Directeur Financier, titulaire du D.E.C.S. complet, il supervisera un service informatisé de 7 personnes et assurera, en plus des tâches traditionnelles, le reporting mensuel à la maison mère.
Anglais courant exigé.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à M^{me} A. FELLOV - STORNO S.A., 69, r. de la Goutte-d'Or, 93300 AUBERVILLIERS.



RENNES
Bank Populaire de l'Ouest
recherche
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
(INSA - MIAGE)
avec expérience minimum de 2 ans en informatique de Gestion.
La connaissance de systèmes IBM et du milieu bancaire sera appréciée et favorisera les possibilités d'évolution.
PROGRAMMEURS
(DUT)
Pas d'expérience exigée, la formation étant assurée par la banque.
Les candidatures devront être adressées à :
Direction du Personnel
Banque Populaire de l'Ouest
1, place de la Trinité
35040 RENNES Cedex.

FABRICANT DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
30 % du C.A. à l'export
RECHERCHE :
TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT
Profil :
- Formation commerciale ;
- Aiguillé par les problèmes techniques ;
- Très bonne connaissance de l'anglais ;
- Allemand apprécié ;
- Goût du travail en équipe.
Fonction :
- Après une période de formation, le candidat retenu sera chargé du développement des ventes à l'exportation ;
- Ce poste basé à AMIENS 1801 implique des déplacements fréquents de courte durée à l'étranger.
Rémunération :
- Fonction de la formation et l'expérience.
Ecrire sous n° 8.556 le Monde Publicité, service Annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

La ville de BELFORT recherche, pour septembre 1982 :
- un directeur pour son Ecole nationale de musique (BES) (niveau bachelier du certificat d'aptitude).
- deux professeurs de formation musicale titulaires du certificat d'aptitude.
- un professeur de guitare titulaire du certificat d'aptitude.
Candidatures à envoyer au service du personnel - Hôtel de Ville - Place d'Armes 90000 BELFORT.
Avant le 30 juin 1982.
Tél. : 28-06-14 poste 338.
Etablissements thermaux Brides-les-Bains (Savoie).
Revenant urgent :
MASSEURS KINESITHÉRAPEUTES
D.E., pour saison 1982.
Libres de suite.
Etablissements de base 3.285 F.
Téléphone au 1701 65-23-44.

recrute pour son département
ANNONCES DE RECRUTEMENT
UN CONCEPTEUR-REDACTEUR Réf. 3283M
chargé de rédiger et de mettre en valeur les annonces qui lui seront confiées.
UN COLLABORATEUR COMMERCIAL Réf. 3284M
chargé de développer une clientèle de Sociétés Importantes.
Pour ces deux postes nous demandons une expérience confirmée, si possible dans le domaine du recrutement, et le goût des contacts humains.
VOIRE STRATEGIE PIERRE LICHOU COMMUNICATION FORMATION
Envoyez votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi, à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02.
Discretion totale assurée.

intel
Avec 17 000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un C.A. de 788 millions de dollars en 1981, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30% du C.A. de Intel Corporation et Intel France, est le siège de la région Sud-Europe (France, Italie, Espagne, Israël).
Dans le cadre de l'expansion rapide du département de la maintenance, nous recherchons
TECHNICIENS DE MAINTENANCE
PARIS ET PROVINCE
Avec deux ans d'expérience dans un service d'Unités Centrales (IBM, UNIVAC) pour prendre la responsabilité de la maintenance d'équipements compatibles. La formation est assurée et l'anglais indispensable. Rémunération motivante et voiture de fonction.
Merci d'adresser C.V. et photo à C. LANCAUX, INTEL Corporation, Direction du Personnel, 5 place de la Balance, 94528 Rungis Cedex (687.22.21).

MESSAGE A NOTRE AIMABLE CLIENTÈLE
TOUTE L'ÉQUIPE DES ÉDITIONS BLEU PUBLICITÉ
reste dévouée à vos ordres sous la nouvelle raison sociale
S.E. des ÉDITIONS BLEU PUBLICITÉ
17, rue du Docteur Label - 94307 VINCENNES CEDEX
Téléphone : 374.12.12
(SARL de Gérance depuis le 1er Juin 1982)

PUBLICITE BLEU
POUR MIEUX COMMUNIQUER

CIRCOM
Société Conseil Internationale
recherche
1 INGÉNIEUR ORGANISATION
- Spécialiste systèmes gestion de production ;
- Formation informatique ;
- 4 à 5 ans d'expérience. (Réf. C 822.)
1 INGÉNIEUR CONFIRMÉ
- Organisation de la production ;
- Spécialiste de l'habillage. (Réf. C 823.)
2 JEUNES CONSULTANTS
- Organisation industrielle d'entreprises ;
- Spécialisation textile habillement. (Réf. C 824.)
Tous seront ingénieurs diplômés. Langues étrangères souhaitées.
Envoyer C.V., photo récente et prétentions à notre département.

BANLIEUE EST ASS. RECH. DIRECTEUR CLUB PRÉVENTION
dipl. éduc. et expér. prév. néces.
Envoyer C.V. à Houdart, 5, rue du Renard, 75004 Paris. Dscr. gar.

COURS VACANCES provinces
rech. professeurs très qualifiés
Math, physique, anglais. Ecrite
UBI, 38, rue des Mathurins,
Paris-18^e, qui transmettra.

PROFESSEUR D'ATELIER EN METALLERIE
B.P. ou diplôme équivalent
expérience en entreprise souh.
Ecrire sous n° 8.556 le Monde Publicité, service Annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

PROFESSEUR EN ÉCONOMIE FAMILIALE ET SOCIALE
diplôme B.T.S. ou plus
PROFESSEUR SECRÉTARIAT
diplôme B.T.S. ou plus
PROFESSEUR DE DESSIN
Adr. C.V. s/n° T 034.177 M à
RÉGIE-PRESSÉ
8816, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DU SECTEUR SOCIAL RECHERCHE
1) CHARGÉ (E) D'OPÉRAT.
ayant une bonne expérience de la gestion et de suivi d'opérations lui permettant d'assurer la coordination administrative juridique et financière.
2°) ASSISTANTE D'OPÉRAT.
chargée de seconder un responsable d'opérations dans la gestion et le suivi des programmes de construction.
Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée au :
GROUPE ARCADE
Référence TG/AT
63, rue de la Victoire,
75009 PARIS.

SYSLOG
Société Ingénierie en Informatique
recherche
INGÉNIEURS ANALYSTES-PROGRAMMEURS
- Pour travailler à la réalisation de :
- Systèmes industriels et de gestion, sur mini et micro.
- Un ou deux ans d'expérience souhaités.
Adresser curriculum vitae et prétentions s/réf. 2618 à :
212, avenue Jean-Jaurès, 75019 PARIS.

IMAGO
Conseil Média - Achat Espace
Petites Annonces - Recrutement
filiale de GEMAP, groupe de communication
(5 avenue de la République)
recherche
pour son département de Publicité de Recrutement
ATTACHÉ COMMERCIAL
mission :
- prospecter et développer notre clientèle ;
- apporter un réel conseil auprès des responsables du recrutement ;
- assurer le suivi des campagnes (étude de poste, rédaction et conception de l'annonce).
profil :
- 2 ans d'expérience réussie dans la fonction du marché du travail (agence, support, recrutement) ;
- fort potentiel d'activité ;
- aptitude à négocier à tous les niveaux ;
- sens des initiatives et des responsabilités.
Envoyer C.V., photo et rémunération sous référence 241 à :
IMAGO
156, bd Haussmann 75008 PARIS
Réponse et discrétion assurées.

formation professionnelle
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Camille, 75019 Paris.
Formations spécialisées
Aut. : PORTRAITE, ACHET, MARCHÉ, SECT. ANALYSE, C.C., B.M. 38
205-24-63 - 241-43-83
Placement - Crédit.

propositions diverses
Les possib. d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Dans une doc. sur notre revue de Migrations (M.I.), 3, rue de Montyon, 75429, Paris ced. 08.
L'Etat offre de nombreux possib. d'emploi stable, bien rémunéré à l'étranger et à l'avec ou sans diplôme. Dans une documentation sur notre revue de Migrations (M.I.), 3, rue de Montyon, 75429, Paris ced. 08.
ENTREPRISE. Sévères rétro. effectue rap. brev. pat. manuscrite, décoration, coord. tous corps d'état. Devis grat. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

travaux à façon
ENTREPRISE. Sévères rétro. effectue rap. brev. pat. manuscrite, décoration, coord. tous corps d'état. Devis grat. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

automobiles
ventes
de 12 à 16 G.V.

PORSCHE 928 S
Avril 1981, 32.000 km. Int. cuir. Ség. Elec. Clim. Radio, glaces teint., peinture métal. gar. p. m. 0, 8 mois.
Téléphone au (06) 02-10-06.

CORRESPONDANT INFORMATIQUE
interface 50 utilisateurs. Expérience service clientèle et télécommunications. Maint. et développement. Salaire 100.000 F.
Envoyer lettre + C.V. à :
LEBIAISSE
13, rue Edouard-Vaillant, 93100 MONTREUIL.
Entreprise, fabricant, placards (logement), bar, hôpital et autres, salons, etc. de l'Europe. Recherche :
TECHNICO-CIAL
pour France exportation.
Téléphone : (01-31) 590-54-60.
LES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE
cherchent leur
ADMINISTRATEUR
- Connaissance des problèmes budgétaires, financiers et administratifs de l'entreprise.
- Expérience préalable dans le domaine technique ou de l'éducation populaire.
- Ecrite avec curriculum vitae détaillé, copies d'attestations professionnelles et recommandations de la part de personnes pour le 30 juin, 14, rue François-Miron, 75004 PARIS.
ECOLE ACTIVE BELINQUE J.M.
pour enseignement de l'éducation, 70, rue du Théâtre, Paris-19.
Recherche pour classes de 1^{er} pour la rentrée septembre 82.
PROFESSEUR EXPERIMENTE
SCIENTIFICS MATHEMATIQUES
Maths, CAPES ou agrégation. Envoyer C.V., photo et références à l'adresse ci-dessus.
L.T.P. SAINT-NOUVEAU
recherche
PROFESSEUR
pour enseignement de dessin industriel de la classe préparatoire au 1^{er} cycle technique, diplôme scientifique 1^{er} cycle, et M. Téléphone : 222-83-60, 75004 PARIS.

capitaux propositions commerciales
Cabinet médicosocial généraliste. Médecine, Polyvalente, transfusion, à Clichy-la-Garenne, à l'adresse ci-dessus. Tél. : 241-43-83.
cours et leçons
APPRENDRE L'AMERICAIN
L'AMERICAN CENTER
287, bd Raspail, 75014 Paris.
633-67-28
Session intensive du 28 juin au 30 juillet pour tous niveaux. Méthode orale, cours dans la journée et le soir. Début des inscriptions le 1^{er} juin. Également session du 13 au 24 septembre. Inscriptions à partir du 1^{er} septembre.

DEMANDES D'EMPLOI
MAITRE ASSISTANT UNIVERSITE PARIS DOCTEUR ES SCIENCES
Actuellement travaillant dans des laboratoires C.N.R.S. Désirent diversifier domaines de recherches.
DEMANDE POSTE DE CHERCHEUR A TEMPS PARTIEL
Dans laboratoire privé ou public.
Données :
- Intelligence artificielle, applications informatiques.
- Traitement de l'information.
Aucun complément de salaire exigé.
Ecrire sous n° T 034.154 M. RÉGIE-PRESSÉ
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECT. DE DÉPARTEMENT COMMERCIAL MARKETING
CADRE 45 ans, 20 ans expér. Spécialiste informatique. Sociol. relations affaires. Cherche création poste dans société dynamique.
Ecr. s/n° 2.780 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
JURISTE ENTREPRISE, O.E.S.
droit privé, droit des affaires, droit social, 10 ans exp. juridique, 5 ans responsabilité serv. jur. après à traiter tout dossier sans ref. hum. ch. poste similaire ou secteur général.
Ecr. s/n° 8.594 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
occasions
MOQUETTE PURE LAINE PRIX POSÉ
75 F TTC M², 658-81-12.

formation professionnelle
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
118, r. de Camille, 75019 Paris.
Formations spécialisées
Aut. : PORTRAITE, ACHET, MARCHÉ, SECT. ANALYSE, C.C., B.M. 38
205-24-63 - 241-43-83
Placement - Crédit.

propositions diverses
Les possib. d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Dans une doc. sur notre revue de Migrations (M.I.), 3, rue de Montyon, 75429, Paris ced. 08.
L'Etat offre de nombreux possib. d'emploi stable, bien rémunéré à l'étranger et à l'avec ou sans diplôme. Dans une documentation sur notre revue de Migrations (M.I.), 3, rue de Montyon, 75429, Paris ced. 08.
ENTREPRISE. Sévères rétro. effectue rap. brev. pat. manuscrite, décoration, coord. tous corps d'état. Devis grat. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

travaux à façon
ENTREPRISE. Sévères rétro. effectue rap. brev. pat. manuscrite, décoration, coord. tous corps d'état. Devis grat. Tél. 368-47-84 et 893-30-02.

automobiles
ventes
de 12 à 16 G.V.

PORSCHE 928 S
Avril 1981, 32.000 km. Int. cuir. Ség. Elec. Clim. Radio, glaces teint., peinture métal. gar. p. m. 0, 8 mois.
Téléphone au (06) 02-10-06.

مكتبة الامم المتحدة

La mise en œuvre du plan

LA « TABLE RONDE » DE MATIGNON

Pouvoir d'achat et pouvoir dans l'entreprise

Comment faire accepter la remise en cause d'accords dûment signés sur l'évolution des salaires, ainsi qu'une baisse du pouvoir d'achat ?

Tel est l'un des problèmes les plus épineux qui se posent lors de la réunion qui se tient jeudi 16 juin à Matignon.

Dans les ministères et dans les syndicats, on fait les comptes, et c'est en partie sur les résultats de ces calculs que les confédérations ouvrières devraient interroger le gouvernement. Chacun aimerait savoir quelle sera l'évolution des revenus, en fin d'année, du revenu net, après paiement des impôts et des cotisations.

Selon un délégué de la C.G.T. qui est intervenu au congrès de Lille - M. Vianet, « c'est une perte de 3 à 6 % du pouvoir d'achat qui pèserait sur les salariés. Selon une première approche, la réduction devrait être moindre mais quand même importante si aucune garantie n'est donnée à la sortie du plan d'austérité de quatre mois. Le blocage des prix n'étant pas total, on s'attend à une inflation qui pourrait être de 2,5 à 3 % de juillet à octobre. Si le blocage des salaires - à l'exception du SMIC - est total, la perte en pouvoir d'achat serait donc de 3 %. Mais il faut aussi tenir compte de la majoration vraisemblable de la cotisation versée à l'UNEDIC : de 0,4 à 0,6 %.

La ponction serait donc d'environ 4 %, et même davantage si le plan d'économies pour la Sécurité sociale implique pour les assurés une participation financière.

Pour les syndicats, une telle évolution est en soi inacceptable. Ils sont tout d'abord franchement hostiles à une suspension unilatérale des accords d'entreprise qu'ils ont signés parfois avec réticence, souvent après des semaines de tension, voire de grève, comme ce fut le cas chez Renault ou chez Citroën. La solu-

tion qui, finalement, a été retenue consiste pour le gouvernement à déposer un projet de loi qui imposera la suspension provisoire de la loi de 1950 sur la liberté de négociation.

Outre les énormes difficultés juridiques et politiques que soulève un tel projet, reste celle de son application. Un minimum d'adhésion syndicale est nécessaire. Le premier ministre devrait expliquer que le blocage des salaires n'est qu'un volet de son plan d'austérité : que les autres revenus sont également bloqués ; que des mesures nouvelles doivent être prises pour réduire le chômage, relancer l'investissement ; enfin, des groupes de travail pourraient être constitués pour préparer la sortie du blocage. Enfin, des mécanismes de relance de la politique contractuelle doivent être proposés. M. Mauroy insistant sur la nécessité, lors de ces discussions, de mieux lier les questions de salaires à celles de la durée du travail et de l'emploi.

Les syndicats réclament en tout cas davantage de garanties. M. Mauroy pourra-t-il esquiver la sortie du plan d'austérité ? Le maintien du pouvoir d'achat jusqu'à une fois et demi ou deux fois le SMIC pourra-t-il être garanti ? Le gouvernement, qui dans une lettre aux partenaires sociaux parle de « mobilisation », entend, en tout cas, amorcer une coopération qui ne se limite pas au problème salarial.

Partenaires ?

En fait, le pouvoir souhaite faire des syndicats des partenaires à part entière intervenant aussi sur le terrain économique. La formule est-elle viable ?

Les travaillistes en Grande-Bretagne, les libéraux et sociaux-démocrates en R.F.A., ont tenté cette expérience.

Outre-Manche, ce fut un succès de 1974 à 1976 dans la mesure où le

gouvernement accrut dans le même temps les pouvoirs des syndicats dans l'entreprise - d'où la fermeté de M. Auroux, en France, qui entend faire appliquer ses lois sur les droits des travailleurs - mais ce fut un échec ensuite, les restrictions imposées aux salariés étant trop permanentes et sévères.

Or la durée de l'austérité pose en France un grave problème pour les syndicats puisqu'ils savent qu'en 1983 de nouveaux efforts seront demandés pour équilibrer la Sécurité sociale.

La concertation fut, et c'est encore un succès en R.F.A., la « table ronde de la raison collective » réunissant les partenaires sociaux et le gouvernement n'a plus la publicité qu'elle a eue de 1967 à 1972, mais, après les tensions provoquées par le patronat, hostile à l'extension de la cogestion, des réunions tripartites ont toujours lieu - officiellement avec le ministre de l'économie. Cette concertation informelle qui respecte la liberté de négociation est-elle efficace ? Les observateurs et la presse allemande ridiculisent parfois ce « petit rituel familial ». Toujours est-il qu'en R.F.A. les fonctionnaires acceptent depuis trois ans - non sans grogne - une perte du pouvoir d'achat de 2 à 3 % et que les métallurgistes ont accepté, en 1982, une progression des salaires inférieure aux prix. Mais il est vrai que, outre-Rhin, les allemands ont un pouvoir réel dans les entreprises, y compris un droit de veto pour les licenciements individuels.

C'est dire que l'une des clés de la réussite du plan Mauroy est aussi entre les mains du patronat : acceptera-t-il d'accorder plus de pouvoir aux syndicats ? L'action concertée tentée au niveau national ne peut réussir que si dans les ateliers et les sièges sociaux l'employeur et la maîtrise jouent aussi la concertation.

J.-P. DUMONT.

La purge

plan d'accompagnement de la dévaluation est essentiel. Il faut travailler notamment à éliminer le facteur de mal l'équilibre général. L'Etat devrait normalement arbitrer mais, en fait, lorsqu'il intervient, il donne raison à celui qui parle le plus fort. Plus grave, il ne préche pas d'exemple puisqu'il laisse grimper les dépenses budgétaires et sociales sans prévoir entièrement le financement des déficits.

C'est donc une vaste séance d'autocritique qui devra précéder à la discussion générale sur les modalités du blocage des prix et des salaires. Comme la formation des prix, celle des salaires est le fruit d'un rapport de forces. Combien d'industriels, fixent-ils leurs marges en fonction de leurs coûts de revient ? La plupart vendent évidemment le plus cher qu'il est possible sur le marché, étant donnée la concurrence. Si bien que, en dehors des produits de haute technologie, il est rare que les progrès de productivité profitent au consommateur : c'est aux bénéfices et aux salaires que vont les surplus.

De même, c'est en fonction de la force syndicale qu'ils représentent et non de la justice sociale que les travailleurs appuient leurs revendications, et l'on sait que dans certaines situations, l'arme de la grève est particulièrement efficace.

Etant données les rigidités sociales, le prurit corporatiste, revenir comme il est demandé, sur des « accords » contractuels est une entreprise redoutable, même si le « maintien des acquis » est parfois tout simplement le « maintien des acquis », comme le disait courageusement M. Edmond Maire il y a peu de temps. A quel taux pourra être ramené ce que M. Alain Leroux appelait l'« inflation de négociation » ? (2). Arrivera-t-on à une sorte de consensus ?

Tout tiendra dans le degré d'urgence qui est ressenti. Le devoir du gouvernement est de ne rien cacher de la gravité de la situation, même s'il laisse entendre par là que c'est en bonne partie de sa faute. L'austérité n'a pas trente-six couleurs. Elle tend toujours vers le gris. Le pouvoir socialiste devrait avoir plus de chances que d'autres de faire accepter des sacrifices, car son souci de les répartir le mûrit justement possible est moins contesté.

Une séance d'autocritique

Ce qui rend particulièrement difficile l'exercice qui s'ouvre ce jeudi, c'est que toutes les parties, peu ou prou, ont alimenté la hausse des prix. Comme le chômage, l'inflation est devenue pour une grande part, dans notre pays, un phénomène de société. Les groupes d'intérêt sont de plus en plus puissants et ceux qui posent des revendications catégoriques, anticipant ou suivant la teneur

L'OPÉRATION T.V.A. AURA BIEN LIEU LE 1^{er} JUILLET

Après bien des hésitations, le gouvernement a finalement décidé de maintenir à la date prévue l'opération T.V.A. Le 1^{er} juillet donc, le taux de la T.V.A. sur les produits alimentaires passera de 7 à 5,5 %, tandis que le taux intermédiaire qui concerne notamment les services et les produits manufacturés passera de 17,6 % à 18,6 %.

Avant que ne commence le conseil des ministres du mercredi 16 juin, il semblait pratiquement acquis - ainsi que nous l'indiquions dans nos éditions d'hier - que l'opération serait retardée. En fait, il avait même été sérieusement envisagé de l'annuler complètement, Malignon étant d'accord avec M. Delors pour donner une totale priorité à la réussite de l'action engagée pour combattre l'inflation. L'opération T.V.A. qui va faire monter les prix de détail contredit en effet cette action, au niveau des indices en tous les cas (1). Cependant, le ministre du budget a imposé ses vues en faisant remarquer qu'il était difficile de revenir en

arrière sur une opération déjà annoncée, préparée et programmée et que, de toute façon, la rigueur imposait que les pertes de recettes entraînées par l'annulation - ou même le simple retard de la hausse T.V.A. - soient compensées par d'autres suppléments d'impôts ou de taxes. Embarrassante question. Ces différents arguments ont donc prévalu.

Il se confirme en revanche que le gouvernement demandera bien aux commerçants et aux prestataires de services, dont les prix et les tarifs sont bloqués toutes taxes comprises, de prendre à leur compte - c'est-à-dire sur leur marge - le poids de la T.V.A. pendant un certain temps.

(1) Toutes les études économiques montrent que la hausse de la T.V.A. a des effets négatifs sur les prix, l'activité et l'emploi.

PREMIERS RELEVÉS, PREMIÈRES GRIMACES

Les premiers relevés de prix effectués par les contrôleurs de la direction de la concurrence et de la consommation ont commencé lundi 14 juin.

Chaque équipe de fonctionnaires est chargée de quadriller un secteur géographique. Munis de deux listes, l'une pour les produits alimentaires, l'autre pour les produits non alimentaires, les agents de la préfecture de police relèvent aussi les prix des prestataires de services.

L'accueil varie considérablement selon qu'il s'agit d'une grande surface ou d'un petit commerçant. Dans un Félix-Polain du onzième arrondissement de Paris, le directeur du magasin considère manifestement cette opération comme une

procédure de routine. Il retourne immédiatement à ses activités, laissant la contrôlease remplir soigneusement sa fiche. Les prix des bières, des pâtes alimentaires, des jus de fruits ou des produits laitiers sont répertoriés méthodiquement ; dans quelques semaines, une nouvelle équipe viendra vérifier si aucune modification n'a été faite.

Chez un buraliste, puis une droguiste, en revanche, l'accueil est beaucoup plus frais. « C'est pour le blocage des prix », quel blocage des prix ? - demande le buraliste devant les grands titres des journaux s'étalant devant lui. Après quelques récriminations, il s'inquiète de savoir si les prix de ses fournisseurs conti-

nueront d'augmenter, et souhaite connaître les articles vérifiés. La règle est bien entendue de ne pas les communiquer afin d'éviter que les commerçants ne se rattrapent sur d'autres produits. La droguiste signale, pour sa part, que les prix de certains articles ont été calculés sur la base de stocks achetés il y a plusieurs mois. En cas de réapprovisionnement, elle devra garder ses anciens prix, tandis que ses fournisseurs auront pu augmenter depuis les leurs. Malgré les explications de la contrôlease, ces deux petits commerçants, plus fragiles du fait de la diversité de leurs fournisseurs, semblaient peu convaincus de la justice et de l'efficacité d'une telle mesure.

TIERS-MONDE

La C.E.E. engage une expérience pilote agricole au Kenya, au Mali et en Zambie

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). - La Communauté va engager une expérience pilote en vue d'aider des pays du tiers-monde à développer une politique agricole efficace. Cet appui à la mise en place de stratégies alimentaires, prévu dans le plan d'action contre la faim dans le monde présenté par la Commission européenne aux États membres en septembre 1981, bénéficiera en premier lieu au Mali, à la Zambie et au Kenya.

La décision a été formellement prise le 15 juin à Luxembourg par les ministres des Dix chargés de la politique, éventuellement des pays tiers (les pays scandinaves, le Canada ont manifesté de l'intérêt), s'engageant donc ensemble à copiloter une politique de développement agricole. Dans chacun des trois pays sélectionnés, des groupes de travail auxquels il reviendra d'assurer cette coordination opérationnelle - ce qui ne s'est jamais vu - vont être mis en place. Une de leurs tâches sera de mettre fin à l'anarchie des aides. Il est acquis que l'expérience sera ensuite étendue à d'autres pays du tiers-monde : une décision devrait notamment être bientôt prise dans ce sens au profit du Rwanda.

Ph. L.

● Enquête INSEE auprès des ménages. - Les prévisions des ménages concernant le chômage s'améliorent mais se détériorent un peu concernant le niveau de vie et surtout l'évolution des prix. Telles sont les principales conclusions de l'enquête menée par l'INSEE au début de mai 1982, enquête qui montre un climat meilleur que pendant les années 1979 et 1980. Cependant, interrogés sur leur situation financière, les ménages se sont montrés pessimistes sur le passé récent, les ménages ont déclaré que la situation s'était améliorée aussi bien pour le niveau de vie que l'inflation et le chômage.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|----------------|---------------|--------|---------|-------|-----------|-------|----------|--------|
| | + sur | + sur | + sur | + sur | + sur | + sur | + sur | + sur |
| S.E.U. ... | 6,780 | 6,780 | - 10 | - 40 | - 40 | - 40 | - 210 | - 376 |
| F.S. (100) ... | 5,261 | 5,276 | - 112 | - 197 | - 30 | - 30 | - 154 | - 376 |
| Yen (100) ... | 2,652 | 2,656 | + 173 | + 280 | + 362 | + 400 | + 1035 | + 1112 |
| DM ... | 2,772 | 2,776 | + 148 | + 170 | + 295 | + 336 | + 835 | + 910 |
| Fl. ... | 2,510 | 2,513 | + 128 | + 153 | + 267 | + 285 | + 788 | + 825 |
| F.S. (100) ... | 14,767 | 14,780 | - 383 | - 191 | - 488 | - 514 | - 1484 | - 1020 |
| F.S. ... | 3,264 | 3,216 | + 265 | + 301 | + 568 | + 617 | + 1547 | + 1547 |
| E (1000) ... | 4,349 | 4,341 | - 781 | - 134 | - 583 | - 369 | - 1565 | - 1373 |
| E ... | 11,942 | 11,922 | + 224 | + 344 | + 490 | + 670 | + 1354 | + 1350 |

TAUX DES EURO-MONNAIES

| | 8/1/76 | 8/7/76 | 8/5/76 | 8/5/76 | 8/11/76 | 9/1/76 |
|-----------------|---------|---------|----------|---------|---------|--------|
| DM ... | 14/9/16 | 15/1/16 | 14/15/16 | 15/1/16 | 15/1/2 | 15/7/8 |
| S.E.U. ... | 8/1/2 | 9/1/4 | 8/9/16 | 9/3/16 | 8/5/8 | 9/1/4 |
| F.S. (100) ... | 14/1/4 | 18/3/4 | 17/1/4 | 18/3/4 | 17/3/4 | 17/1/2 |
| F.S. ... | 1/7/8 | 2/5/16 | 1/5/8 | 4/3/4 | 5/1/8 | 5/5/8 |
| E (1000) ... | 18/1/4 | 20/3/4 | 19/3/4 | 21/1/4 | 21/1/4 | 21/1/2 |
| E ... | 12/1/8 | 12/7/8 | 12/1/2 | 13/1/8 | 12/1/2 | 13/1/8 |
| F. français ... | 15/1/2 | 16/1/8 | 16/3/8 | 17/3/8 | 16/1/2 | 17/1/4 |

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

NEUBAUER

DU 1^{er} AU 30 JUIN 1982

REPRISE DE VOTRE VOITURE MINIMUM 4.000 F

QUEL QUE SOIT SON ÉTAT

pour l'achat d'une TALBOT SAMBA 82

Dans la limite de nos stocks disponibles

M. GÉRARD : 821-60-21

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre du projet dit deuxième usine de BRAZZAVILLE, la SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU (S.N.D.E.) lance un appel d'offres pour la réalisation des travaux prévus pour le renforcement du système d'alimentation en eau potable de la ville de BRAZZAVILLE, capitale de la République populaire du Congo.

Les travaux constituent trois lots distincts de fournitures et pose :

- génie civil
- équipement
- consoulements

Le financement est à proposer par les soumissionnaires.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre paiement de la somme de francs C.F.A. 300 000 (FF 6.000, six mille francs français) auprès du maître d'ouvrage :

SOCIÉTÉ NATIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU S.N.D.E., B.P. 366-229

BRAZZAVILLE
République populaire du Congo

ou au bureau d'études :

SAUR-AFRIQUE
50-56, rue de la Procession
75737 PARIS CEDEX 15

Tél. : 539-22-60 - Téléc. 202 090



صكوات الأهل

AGENCES PUBLI : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

vre du plan
LIEU LE 1^{er} JUILLET

du gouvernement

Remous dans les professions de santé

La signature de l'accord de principe sur la généralisation du tiers-payant pharmaceutique, entre la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés et les deux organisations professionnelles de pharmaciens, n'a finalement pas eu lieu le 16 juin au matin il était prévu. Sur demande de M^{me} Questiaux, l'opération est reportée à une date ultérieure. Pourtant tout était préparé depuis longtemps. Une conférence de presse avait même été convoquée à la Caisse, ce 16 juin, pour donner l'écho justifié à l'événement. Dès le 15 au soir, la conférence était annulée. Signerait-on ou non ? Mystère. Les représentants des pharmaciens sont tout de même venus au rendez-vous à la Caisse d'assurance-maladie. Et on a alors officiellement approuvé la décision de report.

Il semble que le gouvernement n'ait pas jugé opportun sur le plan psychologique d'annoncer, trois jours après le plan Mauroy d'austérité, une mesure - la généralisation du tiers-payant - dont certains redoutent les effets déstabilisateurs pour la Sécurité sociale. Ces craintes n'ont jamais pu faire l'objet d'une démonstration sans équivoque. Après tout, l'assuré ne doublerait pas sa consommation de médicaments pour la simple raison qu'il n'en fait plus que très partiellement l'avance de frais. Le médicament n'est pas le bifteck.

Mais à l'heure où l'on bloque les honoraires des professions de santé,

comme d'autres revenus, par volonté d'économie, mieux vaut éviter de paraître vouloir d'un autre côté ouvrir les vannes des dépenses de santé. Report donc.

Ce même 16 juin, les professions de santé ont affiché une certaine effervescence. Malgré l'accord sur la hausse des actes donné par le gouvernement récemment - mais avant les mesures Mauroy - le blocage est confirmé. La rogne devient alors manifeste parmi les professions de santé, et, au nom de la défense de leur pouvoir d'achat, certaines envisagent des actions possibles de riposte. Grève, manifestation le 30 juin ? Rien n'est encore décidé.

En tout état de cause, les dernières augmentations accordées à ces professions remontent maintenant à plusieurs mois. Plus précisément, pour les consultations de médecins, pour les biologistes, les kinésithérapeutes et les infirmières, au 15 juillet 1981 ; pour les visites de médecins, à octobre ; pour les dentistes, à octobre et à février ; pour les orthodontistes, à septembre 1981. Pour les forfaits thermiques, la dernière augmentation date de janvier 1982.

Si le blocage des honoraires est effectif pour les quatre mois à venir, la rémunération de la plupart des actes de santé restera à son niveau de l'an passé. Tels apparaissent les risques de ce type de rémunération.

DANIELLE ROUARD.

SOCIAL

LE 41^e CONGRÈS DE LA C.G.T.

Critiques et scepticisme à l'heure de l'austérité

De notre envoyé spécial

Lille. - A Lille, les manifestations d'unionisme continuent de ponctuer le déroulement des travaux du congrès de la C.G.T. Le 16 juin, les mille neuf cents délégués ont fêté dans un très grand enthousiasme une victoire, celle des cégétistes de Citroën. Dans une intervention chaleureusement applaudie, où la satisfaction le disputait à l'émotion, M. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat Citroën d'Aulnay, s'est réjoui de voir que « la confiance a été plus forte que la peur ».

Du changement et aussi des changements dans le changement, c'est-à-dire de l'austérité, il en a été beaucoup question le 16 juin. De nombreux délégués ont affiché de nouveau un scepticisme, qui prend parfois l'allure d'une réelle déception. Le responsable de la Fédération des tabacs et allumettes, M. Bernard Page, s'est inquiété qu'à la SEITA la politique entourent de fermeté d'établissements soit poursuivie : « Cette politique de casse est inadmissible dans le cadre du changement ». Au nom de la Fédération de la construction, M. Brun a examiné, lui aussi, les fermetures d'entreprises, les licenciements, les bas salaires. « Comment comprendre, a-t-il lancé, que le ministère du travail reconduise une circulaire du gouvernement précédent, qui permet aux patrons du bâtiment et des travaux publics de licencier pour fin de chantier, sans autorisation ni du comité d'entreprise ni de l'inspecteur du travail ? »

Ces critiques s'ajoutent aux craintes de nouveau exprimées de voir pointer l'austérité. Après s'être étonné de la « nouvelle politique de la R.A.T.P. », M. Delafosse (syndicat C.G.T. de la R.A.T.P.) a mis en cause l'annonce au conseil d'administration d'une « pause, tant sur l'embauche que sur les investissements ». La responsabilité n'en a pas été attribuée pour autant au président Claude Quin, membre du P.C., mais au C.N.P.F. et au ministère du budget et des finances. Pour les P.T.T., M. Le Guern a prolongé l'intervention, proposée la veille par M. Vianet contre le blocage des salaires, en affirmant que « les engagements pris d'augmenter les traitements en janvier et septembre doivent être respectés ». Cependant, à la veille du discours de M. Krawczyk, aucun délégué ne s'est aventuré à indiquer précisément comment, par quelle action, il comptait s'opposer au blocage des salaires.

En présentant son rapport financier, M. Ernest Deiss, trésorier fédéral, a évoqué l'évolution des effectifs de la centrale. « Des éléments en sont ressortis pour 1981, a-t-il indiqué, confirment une tendance au redressement. En effet,

ou 31 mai 1982, nous observons 3 % des cartes payées à la trésorerie fédérale de plus que pour 1980 à la même période. » Aucune information plus précise n'a été communiquée sur les effectifs en 1981. M. Deiss appelant les délégués à ne pas relâcher leurs efforts de recrutement.

Si la nouvelle orientation fédérale sur l'unité d'action et la perspective d'une reprise de dialogue avec la C.F.D.T. ont été saluées par la plupart des intervenants, certains pouvant être quelque peu troublés par le changement d'attitude, la C.F.D.T. a été égratignée, mais sans excès, dans plusieurs prises de parole. Le « réformisme » n'a pas bonne presse au congrès.

Les difficultés internes ont été traitées par quelques délégués. S'exprimant avec une très grande modération, M^{me} Janine Parent, membre socialiste de la commission exécutive sortante, a souhaité que le débat soit « sous masque » à l'intérieur même de nos organismes de direction. Elle a également plaidé et recueilli en fine quelques applaudissements pour le partage des mandats : « Peut-on réellement, en 1982, continuer à calculer en faisant que 51 % se traduise (dans les votes du congrès) par 100 % ? »

De nouveau, la presse a été sur la sellette, mais d'une manière plus diversifiée que la veille. Une attaque vive et caricaturale contre Libération a donné l'occasion aux congressistes de réclamer encore la libération de l'information. Au même moment, l'Association des journalistes de l'information sociale protestait auprès du bureau fédéral contre l'attaque collective dont les journalistes avaient été l'objet. Dans l'après-midi, un délégué du S.N.J.-C.G.T. faisait une intervention plus conforme aux positions de son syndicat en défendant le pluralisme de l'information contre le monolithisme, en prônant une solution négociée dans l'affaire « doufour » du journal Antioch et en réclamant même « une presse fédérale ouverte au pluralisme ». Les applaudissements ont manqué d'enthousiasme. M^{me} Pressol, nouvelle rédactrice en chef d'Antioch, a été plus chaudement applaudie quand elle a souligné que ce journal est « conçu en fait pour protéger les orientations, objectifs et idées de la C.G.T. ». En fin d'après-midi, grande première, de nombreux congressistes ont assisté dans la salle du congrès à la retransmission du match de football France-Angleterre. Le moyen d'information ont parfois du bon.

MICHEL NOBLECOURT.

LOGEMENT

La loi de 1948 et les nouveaux rapports entre propriétaires et locataires

M. Quilliot devrait, ce jeudi 17 juin, présenter à la presse la loi à laquelle son nom s'est attaché, sur les rapports entre propriétaires et locataires. Le logement, depuis longtemps mis aux normes et à l'ordre, se maintient soumis à la loi Quilliot.

Lorsqu'un appartement soumis à la loi de 1948 se trouve vacant, le propriétaire aura quatre solutions : Soit le louer sans travaux, et le logement restera dans le champ de la loi de 1948. Le propriétaire doit communiquer au nouveau locataire le montant de l'ancien loyer. Cependant, des locataires ont parfois fait eux-mêmes les travaux de mise aux normes... Soit le vendre vide en communiquant à l'acquéreur le montant du précédent loyer. Soit faire des travaux d'amélioration, en passant un contrat avec l'Etat par lequel le propriétaire s'engage à laisser ce logement en location pendant neuf ans avec un loyer limité et ouverture de droit à l'aide personnalisée au logement pour le locataire. Les conditions du contrat seront fixées par décret. On peut supposer qu'une aide de l'Etat sera offerte : Soit faire seul des travaux de mise aux normes et louer avec un montant initial de loyer libre selon les règles fixées par la nouvelle loi. Cependant, dans les communes de plus de soixante mille habitants, des décrets pourront fixer le plafond des nouveaux loyers : « Ce plafond devra tenir compte des prix pratiqués dans des locaux comparables situés dans un même secteur géographique. »

En revanche, dans les communes de moins de dix mille habitants - ou la loi de 1948 (article 2 bis) - ne s'appliquait plus depuis 1958 - la loi Quilliot devient applicable en totalité.

JOSÉE DOVÈRE.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La direction des travaux pétroliers lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

- Équipements pour ateliers d'entretien mécanique.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production, à l'exclusion des regroupements, représentants des firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à : SONATRACH, direction des travaux pétroliers, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, ALGER, département « Approvisionnement et transports », à partir de la date de parution du présent avis.

Date limite de retrait : 14 JUILLET 1982.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires sous double pli cacheté et recommandé, portant les mentions « APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL, n° 9070/DIV », « A ne pas ouvrir, confidentiel », devront être adressées à l'attention du chef de département « Approvisionnement et transports ».

Ces soumissions devront parvenir au plus tard le SAMEDI 14 AOUT 1982, 12 heures, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera considérée comme nulle. L'enveloppe extérieure de l'offre devra être anonyme et ne comporter aucune inscription ou sigle indiquant son origine.

Le délai d'option sera de cent quatre-vingts (180) jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Institut national de cartographie lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture :

- Lot unique : Chaîne de fabrication d'orthophotographie avec courbes de niveau.

Le cahier des charges pourra être retiré au siège de l'I.N.C., 123, rue de Tripoli, Hussein-Dey, Alger, à dater de la parution du présent avis.

Les soumissions devront être expédiées sous double enveloppe cachetée et recommandée portant la mention : « Appel d'offres, ne pas ouvrir », au Ministère de la défense nationale, Direction des services financiers DASC/MDN, « Soumission », B.P. 298, Alger-Gare, ALGER (accompagnée des pièces réglementaires et des références professionnelles).

La date limite de remise des offres est fixée au 20 juillet 1982.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

Conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants des firmes et autres intermédiaires.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie attestant leur qualité de producteur.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE INSTITUT NATIONAL DE CARTOGRAPHIE AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Institut national de cartographie lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : un stéréosteur de 1^{er} ordre.
- Lot n° 2 : ensemble pour la restitution assistée par micro-ordinateur avec table traçante.
- Lot n° 3 : un digitaliseur.

Le cahier des charges pourra être retiré au siège de l'I.N.C., 123, rue de Tripoli, Hussein-Dey, Alger, à dater de la parution du présent avis.

Les intéressés peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Les soumissions devront être expédiées sous double enveloppe cachetée et recommandée portant la mention « Appel d'offres, ne pas ouvrir », au Ministère de la défense nationale, Direction des services financiers DASC/MDN, « Soumission », B.P. 298, Alger-Gare, Alger (accompagnée des pièces réglementaires et des références professionnelles).

La date limite de remise des offres est fixée au 20 juillet 1982.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

Conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants des firmes et autres intermédiaires.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie attestant leur qualité de producteur.

RÉPUBLIQUE GABONAISE

Institut de l'Economie et des Finances à Libreville.
BP 3913 Libreville (Gabon).

- Accès en deux années au Corps des Administrateurs Économiques et Financiers, destinés à des fonctions importantes dans l'Administration et le Secteur Para-Public.

CONCOURS D'ENTRÉE (25 places)

- Le 2 septembre à Libreville et à Paris.
- Clôture des inscriptions 17 juillet 1982.
- Informations : LIBREVILLE, IEF, BP 3913, PARIS Ambassade du Gabon, 29, avenue Raphaël, 75016 Paris, Tél. 224.79.60.

CONDITIONS POUR CONCOURIR

- Nationalité gabonaise,
- Age 30 ans minimum,
- Maître ou Grande Ecole, ou pour les fonctionnaires (pas de limite d'âge) au 4^e et 5^e ans d'expérience.

CONSTITUTION DU DOSSIER

- Fiche d'état civil ou copie conforme de la carte d'identité,
- Copie certifiée conforme des diplômes,
- Extrait d'acte de naissance (peut être fourni ultérieurement),
- Extrait de casier judiciaire (peut être fourni ultérieurement).

Dossier à adresser à l'Institut avant le 17 juillet 1982.

BRAZIL

ELETRORÁS - 1 POWER DISTRIBUTION PROJECT (LOAN No. 2138-BR)

CELPA - COELCE - COSERN - CELPE - ENERSUL

COMPANHIA AUXILIAR DE EMPRESAS ELÉTRICAS
BRASILEIRAS (CAEAB)

NOTICE TO PROSPECTIVE SUPPLIERS

Centrais Elétricas do Pará S/A - CELPA, Companhia de Eletricidade do Ceará - COELCE, Companhia de Serviços Elétricos do Rio Grande do Norte - COSERN, Companhia de Eletricidade de Pernambuco - CELPE and Empresa de Energia Elétrica de Mato Grosso do Sul S/A - ENERSUL, have obtained a loan, No. 2138-BR, through Central Elétricas Brasileiras S/A - ELETRORÁS, from I.B.R.D. (International Bank for Reconstruction and Development), to cover part of their electrical expansion program planned for the years 1982 through 1985. CELPA, COELCE, COSERN, CELPE and ENERSUL will utilize the services of Companhia Auxiliar de Empresas Elétricas Brasileiras (CAEAB) in the procurement of related materials and equipment. During the next 12 months, CELPA, COELCE, COSERN, CELPE and ENERSUL will issue invitations for international bidding for the supply of equipment, materials and services grouped as follows:

| ITEM NUMBER | MATERIAL DESCRIPTION | Estimated Value (US\$ - Million) |
|-------------|---|----------------------------------|
| 01 | Cables and Conductors, ACSR, ASC, copper and copper | 68.3 |
| 02 | Power Transformers (69/34.5 kV) | 11.8 |
| 03 | Capacitors (69/13.8 kV) | 3.7 |
| 04 | Instrument Transformers (69/13.8 kV) | 2.4 |
| 05 | Distribution Transformers (single and three-phase) | 17.8 |
| 06 | Circuit Breakers (69 kV) | 6.4 |
| 07 | Disconnecting Switches (69 kV) | 0.2 |
| 08 | Lightning Arresters (69 and 13.8 kV) | 0.7 |
| 09 | Reclosers and Sectionalizers (13.8 kV) | 5.0 |
| 10 | Voltage Regulators (13.8 kV) | 2.0 |
| 11 | Metal Chid Switchgear (13.8 kV) | 2.2 |
| 12 | Control Panels | 0.8 |
| 13 | Watt-hour Meters | 20.8 |
| 14 | Live Line Maintenance Equipment | 1.5 |
| 15 | Equipment for Operation and Maintenance (Instruments) | 13.8 |
| 16 | Telecommunications Equipment | 12.2 |
| 17 | Training Equipment | 0.3 |
| 18 | Metallic Structures for Transmission Lines | 3.8 |
| 19 | Miscellaneous | 5.1 |

Suppliers and manufacturers from World Bank member countries, Taiwan and Switzerland who wish to be included in a mailing list to receive invitations to participate in the bidding for the above mentioned items are requested to state in which item or items they are interested by writing to the following address, and quoting Loan No. 2138-BR:

Companhia Auxiliar de Empresas Elétricas Brasileiras - CAEAB
Attn: Coordenador de Compras
Av. Rio Branco, 135/139 andar
Cajazeiro Postal 883
20040 - Rio de Janeiro - RJ
BRAZIL

INTERBANCAIRE DES BDR

| DATE | TAUX | TERME |
|----------|-------|-------|
| 18/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 19/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 20/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 21/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 22/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 23/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 24/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 25/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 26/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 27/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 28/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 29/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 30/06/82 | 12.50 | 30 J |

EURO-MONNAIES

| DATE | TAUX | TERME |
|----------|-------|-------|
| 18/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 19/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 20/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 21/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 22/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 23/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 24/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 25/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 26/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 27/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 28/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 29/06/82 | 12.50 | 30 J |
| 30/06/82 | 12.50 | 30 J |

IBAUER

140 30 JUNE 1982
VOTRE VOTURE IMMEDIATEMENT
QUE VOUS SOIT BON ETAT
TALBOT SAMBA 12
BRAND, 821-60-21

D'APPEL D'OFFRES

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie attestant leur qualité de producteur.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Institut national de cartographie lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- Lot n° 1 : un stéréosteur de 1^{er} ordre.
- Lot n° 2 : ensemble pour la restitution assistée par micro-ordinateur avec table traçante.
- Lot n° 3 : un digitaliseur.

Le cahier des charges pourra être retiré au siège de l'I.N.C., 123, rue de Tripoli, Hussein-Dey, Alger, à dater de la parution du présent avis.

Les intéressés peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Les soumissions devront être expédiées sous double enveloppe cachetée et recommandée portant la mention « Appel d'offres, ne pas ouvrir », au Ministère de la défense nationale, Direction des services financiers DASC/MDN, « Soumission », B.P. 298, Alger-Gare, Alger (accompagnée des pièces réglementaires et des références professionnelles).

La date limite de remise des offres est fixée au 20 juillet 1982.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

Conformément aux dispositions de la loi 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des regroupements, représentants des firmes et autres intermédiaires.

Les soumissionnaires doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie attestant leur qualité de producteur.

AFFAIRES

USINOR : Quatre ans pour rétablir l'équilibre

Quarante-huit heures après l'assemblée générale (ordinaire et extraordinaire) d'Usinor, M. R.-H. Lévy, nouveau président-directeur général du groupe, a réuni une conférence de presse le mercredi 16 juin. Il a à nouveau lancé un appel à l'effort pour la sauvegarde de la sidérurgie. « Depuis le deuxième semestre de 1980, avait-il dit à ses actionnaires, notre industrie apparaît comme déséquilibrée dans une tempête à laquelle elle semblait, au moins pendant la première partie de l'année 1981, ne pouvoir résister. »

Devant les journalistes, M. Lévy a, dans l'ensemble, tenu un langage moins dramatique. Au plus tard en 1986, a-t-il dit en substance, Usinor devrait présenter « l'ensemble des raisons de la crise » - des résultats équilibrés, et devrait assurer au personnel maintenu dans l'entreprise la stabilité de son emploi.

Le redressement de la firme passe par la restructuration de ses capacités de production. Outre les investissements importants dont bénéficiera l'entreprise (8 à 9 milliards de francs en quatre ans), le plan de restructuration d'Usinor prévoit la fermeture d'usines dont les capacités de production sont excédentaires ou obsolètes. Des suppressions d'emplois doivent s'ensuivre. Au terme d'une concertation sociale, un comité central d'entreprise, qui se réunira le 30 juin, aura à en connaître. Il sera précédé d'une concertation régionale.

Les suppressions d'emplois devraient pouvoir se faire dans les moins mauvaises des conditions. Usinor jouera sur deux possibilités :

- 1) L'abaissement de la durée du travail d'ici à 1985 (horaire hebdomadaire ramené à trente-cinq heures, voire à trente-trois heures pour certains postes) ;
- 2) L'application de « mesures d'âge » pour reprendre les mots de M. Lévy, c'est-à-dire la mise en préretraite de salariés de cinquante-cinq ans et plus (voire de cinquante ans pour certains d'entre eux).

Les emplois libérés seront offerts à des ouvriers du groupe employés jusqu'à présent par des ateliers qui devront fermer.

Au total, ce sont donc environ quatre mille postes de travail qui seront concernés d'ici à trois ans (notamment mille cent à Denain et près de deux mille cent à Longwy). Un gros effort reste donc à faire. Il présume que l'environnement international joue lui aussi le jeu de la discipline de la production et de la commercialisation des aciers. - A. T.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● C.I.T. Alcatel, filiale du groupe nationalisé C.G.E., ne souhaite pas fusionner avec le secteur téléphonique de son concurrent - également sous contrôle de l'Etat - Thomson-CSF. A déclaré, mercredi 16 juin, M. Georges Peperreau, administrateur-directeur général de la C.G.E., cette mise au point fait suite aux rumeurs selon lesquelles pourrait être constituée une société Téléphone-France (le Monde du 20 mai).

Etranger

● Pousse dans le conflit des crédits à l'exportation ? - M. Axel Wallen, président suédois des négociations internationales sur les crédits à l'exportation, a proposé, le 15 juin, au pays membres de l'O.C.D.E., une pause de réflexion de dix jours pour éviter une guerre commerciale. Faute d'être parvenus à un accord sur ce dossier, les principaux pays industrialisés pourraient ainsi s'accorder un nouveau délai jusqu'au 25 juin, pendant lequel le consensus actuel, qui avait déjà été prolongé du 15 mai au 15 juin, restera en vigueur.

● La Banque mondiale pourrait pratiquer des taux d'intérêt variables pour ses prêts au développement, a indiqué, le 16 juin, M. Hittmair, trésorier adjoint de l'institution internationale. L'adoption d'un tel système sera examinée en juillet par le conseil des directeurs de la Banque, a-t-il précisé. Les prêts de la Banque portent actuellement un intérêt fixe de 11,5 %, alors que le coût des emprunts effectués par la Banque est quelquefois supérieur à ce taux. En outre, les directeurs de la Banque devront se prononcer sur un programme d'emprunts à court terme sur le marché américain, portant sur 1 à 1,5 milliard de dollars par an. - (A.F.P.)

● La production industrielle américaine a diminué de 0,2 % en mai, soit son neuvième recul en dix mois. L'indice, qui avait reculé de 0,8 % en avril (chiffre révisé) comme en mars, après avoir augmenté en février, s'est établi à 140,3 (base 100 en 1967). La production a baissé de 8,1 % par rapport à mai 1981 et de 8,3 % par rapport à son record, de juillet 1981. En mai, elle a augmenté de 2,3 % pour les biens de consommation (grâce à l'explosion du marché de l'automobile), mais fléchi de 1,6 % pour les biens d'équipement et de 0,7 % pour les matières premières. - (A.F.P., Agf.)

ITALIE

● La balance italienne des paiements a enregistré en mai, pour la première fois depuis le début de 1982, un solde positif de 245 milliards de francs (1,2 milliard de francs français) contre un déficit de 1 595 milliards en mai 1981. Ce résultat a permis de réduire légèrement le déficit qui se creusait depuis janvier, et de le ramener à 3 947 milliards de francs (20 milliards de francs français environ) contre 4 872 milliards de francs pour les cinq premiers mois de 1981 (24 milliards de francs). - (A.F.P.)

R.F.A.

● Les prix industriels allemands ont augmenté de 0,3 % en mai, après avoir progressé de 0,5 % en avril. Sur un an, leur hausse a atteint 5,9 % contre 6,3 % en avril et 6,7 % en mars. - (A.F.P.)

Social

● Occupation de l'usine Benne-Marcel S.A. à Andrézieux-Bouthéon (Loire) : les deux tiers des douze cents salariés, sont en grève et occupent les locaux de l'entreprise depuis le 16 juin, selon les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., qui ont lancé le mouvement. Pour la direction, la participation n'est que d'un salarié sur six environ. A l'origine du conflit, les revendications portent sur la maintenance des avantages acquis, l'augmentation des salaires et les droits nouveaux des travailleurs. - (Corresp.)

Le Monde des PHILATÉLISTES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

IMETAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la société Imetal, réunis le 15 juin 1982 sous la présidence de M. Bernard de Villémajane, ont approuvé les comptes de l'exercice 1981 qui se soldent, après dépréciation de la participation dans le Nickel-S.L.N., par une perte de 86,2 millions de francs. L'assemblée a approuvé le prélèvement de 100,7 millions de francs sur les réserves pour apurer le report à nouveau et pour verser un dividende net de 3 F par action, soit 4,50 F de revenu global (contre respectivement 4,60 F et 6,90 F l'an passé). Ce dividende sera mis en paiement à partir du 8 juillet.

L'assemblée a nommé administrateurs la Compagnie générale des matières nucléaires (Cogema) représentée par M. François de Wicquoy et l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP) représentée par M. Georges Donigès, et renouvelé le mandat des autres administrateurs.

Évoquant le contexte général de crise industrielle et de tension monétaire dans lequel s'est ouverte l'année 1982, M. de Villémajane a souligné que les secteurs du plomb, du zinc et du nickel se trouvent particulièrement atteints. Penarroya et S.L.N. en subissent actuellement directement les effets. S'agissant des autres filiales, le président devait indiquer que les résultats de Mokha (Arabie saoudite) et de Wicquoy (secteur chimique) ont satisfait et que ceux du groupe anglais LIG (qui a pris le nom de Cookson Group) étaient assurés d'une certaine stabilité. Copperweld, après un exercice 1981 brillant, se ressent du brutal ralentissement de la demande sur le marché américain tout en restant bénéficiaire. Les distributions attendues en 1982 de ces différentes participations devraient assurer une certaine continuité des résultats d'exploitation d'Imetal. En revanche, le niveau consolidé traduit certainement dès 1982 la baisse importante des prix des métaux.

Concernant S.L.N., M. de Villémajane a précisé qu'un ensemble de mesures était actuellement en cours pour restaurer la situation financière de cette filiale et que, dans ce cadre, chaque des deux actionnaires consentira en 1982 une avance sans intérêts de 300 millions de francs. C'est pour se procurer cette somme, en évitant toute cession d'actif, qu'Imetal a décidé l'augmentation de capital en cours, garantie par l'ERAP, sur la base d'un prix d'émission de 35 F par action correspondant au niveau des cours de Bourse des quelques mois qui ont précédé l'annonce de l'opération. Depuis, l'aggravation de la crise du secteur des métaux a sévèrement pesé sur les cours des actions des sociétés de ce secteur et la cotation d'Imetal est devenue inférieure au prix d'émission. Il en

résulte que la quasi-totalité de l'augmentation de capital devrait se trouver souscrite par l'ERAP et que le capital d'Imetal serait alors détenu à raison d'environ 60 % par quatre entités du secteur public. M. de Villémajane, après avoir indiqué les mesures prises face aux difficultés actuelles et rappelé la versatilité des cours des métaux et les résultats atteints par Imetal ces dernières années, a marqué sa confiance dans les capacités du groupe.

C.F.A.O. COMPAGNIE FRANÇAISE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le mercredi 16 juin 1982 au siège social à Marseille, sous la présidence de M. Jacques Mullier.

L'assemblée a renouvelé à l'unanimité les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1981, qui font ressortir un bénéfice net de 59 598 981,71 F, en progression de 17,28 % sur celui de l'exercice précédent. L'assemblée a décidé de distribuer à chaque action un dividende de 25,20 F, correspondant, avec l'avoir fiscal, à un revenu de 37,80 F, en augmentation de 16,13 % sur celui de l'année dernière. Compte tenu des 46 670 actions nouvelles attribuées aux salariés dans le cadre de la loi du 24 octobre 1980, le dividende global distribué augmente de 19,47 %. La date de mise en paiement n'est fixée au 30 juin 1982.

L'assemblée a renouvelé les mandats d'administrateurs de MM. Paul Paoli et Edouard de Cassel. Le conseil a indiqué dans son rapport que le chiffre d'affaires consolidé du groupe, en progression de 27,40 %, s'est élevé à 9 374 millions de francs réalisés pour 56 % en Afrique et 44 % en Europe. Le bénéfice consolidé ressort à 223 204 000 F et marque sur celui de l'année précédente une avance de 42,30 % et de 29,74 % si l'on élimine les plus-values exceptionnelles de 19 700 000 F réalisées en 1982 par une filiale du groupe.

Dans son allocution, le président a indiqué que les premiers mois de l'exercice en cours s'étaient déroulés de façon satisfaisante mais que l'avenir n'était pas exempt de sujets de préoccupations liés à la montée des charges et des prix et aux problèmes monétaires qui en découlent. Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 1982 a progressé de 15,27 % sur celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

ALSTHOM ATLANTIQUE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 JUIN 1982

L'assemblée générale ordinaire d'Alsthom-Atlantique s'est tenue le 17 juin 1982, sous la présidence de M. Jean-Pierre Desgeorges, président-directeur général. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1981 qui se soldent par un bénéfice net de 210 millions de francs contre 125,2 millions de francs en 1980. Ce bénéfice s'élève notamment après dotation de 298,7 millions de francs au compte d'amortissements (contre 288,4 millions de francs), de 270,4 millions de francs à la provision pour

impôts sur les sociétés (contre 214,2 millions de francs) et de 41,4 millions de francs à la provision pour la participation des salariés aux fruits de l'expansion (contre 36,8 millions de francs).

Dans les mêmes conditions, le résultat consolidé du groupe enregistre une progression de 60 % à 245,1 millions de francs et le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 15,6 milliards de francs, en progression de 34 % sur l'année précédente.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT

Mesdames, Messieurs,

Les résultats de l'année 1981 que nous vous soumettons aujourd'hui sont en très sensible augmentation par rapport à l'année précédente, qu'il s'agisse du chiffre d'affaires consolidé en progression de 34 % ou du bénéfice consolidé en augmentation de 60 %, qui s'élève à 245 millions de francs. Les données chiffrées traduisent bien notre croissance et l'amélioration de notre rentabilité, d'autant plus significatives qu'elles interviennent dans une conjoncture économique plus difficile que jamais.

Il convient néanmoins de nous garder de toute satisfaction excessive. Ce résultat reste encore modestement comparé à ceux de nos grands concurrents internationaux.

Comme à l'accoutumée, je voudrais maintenant vous apporter quelques éléments d'appréciation sur l'année en cours et notamment vous annoncer que, sauf imprévu, l'exercice 1982 devrait confirmer l'ensemble des bons résultats obtenus par votre société.

Compte tenu d'un carnet de commandes bien garni - au 1^{er} janvier, il représentait globalement plus de deux ans d'activité - le chiffre d'affaires pourrait marquer une nouvelle progression, toutefois moins importante que celle particulièrement forte constatée en 1981. Malgré une conjoncture générale toujours assez contraignante - tant en France qu'à l'étranger - l'année 1982 se présente, également, dans des conditions favorables pour l'investissement des commandes.

Certaines commandes, particulièrement significatives, méritent d'être portées à votre connaissance. Tout d'abord, je mentionnerai le contrat pour la construction de deux îlots conventionnels de la centrale nucléaire d'Ucluin, en Corée. Cette commande, remportée face à une très vive concurrence internationale représentée à elle seule par un montant de l'ordre de 2,5 milliards de francs, a remporté les deux lots en cours de construction à Korberg, en Afrique du Sud, cette commande confirme notre vocation exportatrice de centrales nucléaires.

Toujours dans le domaine de la production d'énergie, le groupe Alsthom-Atlantique, en raison de ses références passées dans les pays concernés, a remporté coup sur coup plusieurs contrats de centrales thermiques utilisant des combustibles solides : Amyntheon en Grèce, Bukit Asam en Indonésie, ainsi que six chaudières et six turbo-alternateurs à Matimba, en Afrique du Sud. Le développement des ventes de turbines à gaz se poursuit conformément aux prévisions grâce à une politique commerciale particulièrement agressive et à la forte implantation de votre société au Moyen-Orient. Après des commandes portant l'an dernier sur vingt-deux turbines à gaz et quarante moteurs, l'activité reste très soutenue, avec notamment la commande récente de dix groupes pour l'Indonésie.

En France, l'activité continue d'être assurée pour plusieurs années compte tenu d'un plan de charge assez bien garni. Le ralentissement relatif des commandes de groupes nucléaires devrait être compensé par la mise en œuvre d'un programme de centrales thermiques au charbon qu'E.D.F. et les Charbonnages de France sont en train d'élaborer.

Dans le secteur de la construction ferroviaire, il apparaît, avec un certain recul, que le T.G.V. mis en service sur la ligne Paris-Lyon a remporté un grand succès, confirmé par une élévation spectaculaire du taux de fréquentation. Ce succès vient d'ailleurs d'inciter la S.N.C.F. à passer la commande à votre Société de dix rames T.G.V. supplémentaires pour la desserte du Sud-Est.

Confortés par cette réussite, les pouvoirs publics viennent de donner le feu vert à la S.N.C.F. pour engager les études du T.G.V. de l'Ouest, lequel devrait entrer en service commercial avant la fin de cette décennie.

A l'exportation, des commandes de plus de quarante locomotives ont été enregistrées depuis le début de l'année, sans

oublier l'importante extension du métro de Caracas qui porte sur deux cent trente-huit voitures.

Dans le secteur naval, votre Chantier a reçu la commande de deux navires polyvalents pour le Cameroun. Pour résumer, l'ensemble de ces principales commandes enregistrées depuis le début de l'année, le détail que le carnet de commandes représente aujourd'hui 40 milliards de francs environ, dont la moitié à l'exportation.

Cette vitalité commerciale se manifeste particulièrement en dehors de l'Hexagone puisque le Groupe devrait presque tripler le volume de ses exportations en trois ans.

Le développement des exportations a accompagné parallèlement d'une accentuation de la politique d'implantations industrielles à l'étranger indispensable au nouvel ordre économique mondial. Un nombre grandissant de pays, en effet, écartent des barrières aux importations et imposent une association au niveau industriel.

Les opérations réalisées au cours de l'exercice 1981 (Canada et Brésil) marquent à cet égard une étape importante dans la mise en œuvre de cette stratégie.

En France, depuis votre dernière assemblée, plusieurs opérations de restructuration industrielle ont été engagées dans des voies diverses.

Le début de l'année 1982 a été marqué par l'apport des activités de machines tournantes, bennes à tension à deux Sociétés à majorité Leroy-Sommer, apport qui doit permettre d'augmenter la compétitivité de ces matériels : les commandes 1981 ont été arrêtées dans cette optique, avec la prudence nécessaire.

Il convient de signaler également l'acquisition, à la demande des pouvoirs publics, de la totalité du capital de la société Sotefral qui permettra de renforcer le potentiel du Groupe dans le domaine ferroviaire. Des dispositions ont été prises avec les pouvoirs publics pour que cette opération n'obère pas l'exploitation de votre Société.

Enfin, des contacts ont été pris avec Dubouche-Normandie afin d'examiner les possibilités d'un rapprochement éventuel des activités de constructions navales des deux Sociétés.

Toutes ces opérations en France et à l'étranger, jointes à la rénovation de l'outil de production, conduisent à des perspectives d'investissement importantes.

Les prochaines années verront une accentuation de notre effort - déjà soutenu - de recherche-développement, dans nos secteurs d'activité traditionnels pour conserver notre position :

- premier exportateur mondial de matériels ferroviaires ;
- premier constructeur européen de groupes turbo-alternateurs ;
- premier chantier naval français.

Compte tenu des mutations inéluctables de nos métiers, nous poursuivons parallèlement notre effort de diversification vers des activités nouvelles. Nous devons pouvoir compter sur un encadrement et un personnel qui constituent de toute évidence la principale richesse et la force vive de l'entreprise et auxquels je tiens à rendre hommage en votre nom pour leur dévouement.

Enfin, étant donné l'importance des sommes à investir par le Groupe cette année - de l'ordre de 900 millions de francs pour les investissements industriels et financiers - et du souci de conserver une structure financière équilibrée, votre Conseil a décidé de profiter à une augmentation du capital devant procurer 365 millions de francs d'argent frais à la Société.

En conclusion, Mesdames, Messieurs, il m'est agréable de vous annoncer que, compte tenu de l'ensemble des prévisions accrues de commandes en carnet facturables en 1982, ainsi que des efforts importants d'amélioration des coûts des matériels à court délai de fabrication, le résultat net, tel qu'il devrait se présenter, pour 1982, la distribution d'un dividende maintenu sur un capital sensiblement augmenté à la suite de l'opération en cours.

LA TELEVISION A BOUT DE BRAS

Les Japonais débordent décidément d'imagination. Après la montre à calendrier perpétuel, la montre à fusils horaires, la montre « calculatrice » et la montre dictionnaire de langues, pur ne citer que quelques exemples, ils ont mis au point la montre-bracelet télévision.

La paternité de ce nouveau « gadget » revient au groupe Hattori (marque Seiko), numéro un mondial de l'horlogerie avec un chiffre d'affaires équivalant à 9,75 milliards de francs. Ce produit révolutionnaire sera mis sur le marché dans six mois. Il permettra à l'utilisateur de recevoir les émissions de télévision en noir et blanc sur un écran de 2,8 cm (1) utilisant la technique des cristaux liquides, et les émissions radio en modulation de fréquence. Bien entendu, la montre (édition limitée à 30 000 exemplaires) est dotée d'un calendrier, d'un réveil matin et d'un chronomètre. Le tout pèsent 50 grammes et sera vendu au prix de 100 000 yens (2 680 F environ).

Malgré les progrès de la miniaturisation, Seiko n'a quand même réussi à incorporer dans sa montre ni le récepteur, que l'utilisateur devra avoir dans sa poche, ni les haut-parleurs. Pour entendre Dalida ou Herbert von Karajan, les fans - ou les mélomanes - disposeront d'un casque miniature.

Durement touché par la crise horlogère (ses profits ont chuté de 29,1 % en 1981) Seiko devait à tout prix trouver un nouvel axe de développement. Son entrée récente dans l'informatique lui a ouvert une voie qui pourrait aller jusqu'à la montre ordinateur. - A. D.

(1) Dimension de la diagonale de l'écran qui sera une longueur de 2,5 cm et une largeur de 1,7 cm.

M. Claude Jouven est nommé directeur-général de la concurrence et de la consommation

Le conseil des ministres du 16 juin a nommé directeur-général de la concurrence et de la consommation, M. Claude Jouven, actuellement directeur-général de Sommer-Alibert. Il remplacera, à ce poste, M. André Blanc, inspecteur-général des finances, qui entre au directoire du Crédit d'équipement de P.M.E.

La nomination à la tête de cette importante direction du ministre de l'économie et des finances d'un homme de « privé », marque la volonté des pouvoirs publics d'innover dans le recrutement des plus hauts postes de la fonction publique.

M. Jouven a, en effet, effectué toute sa carrière dans le secteur privé. Agé de quarante-deux ans, diplômé de l'École des hautes études commerciales, M. Jouven, après être entré chez l'industriel (1964-1967) devient consultant chez McKinsey (1967-1977). Directeur-général de Paris-France (distribution) de 1977 à 1979, il démissionne à la suite du succès de l'O.P.A. de Radar ou cette société et entre dans le groupe Sommer-Alibert.

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

Société Anonyme au capital de F 95.956.850
Siège Social : 75, rue Paradis, 13006 MARSEILLE
R.C.S. MARSEILLE B 954.806.542 - APE n° 8902

L'assemblée générale ordinaire, réunie extraordinairement, s'est tenue au siège social de la société à Marseille, le 26 mai 1982, sous la présidence de M. Jean-Paul ESCANDE, administrateur général. Elle a autorisé le Conseil d'administration ou l'administrateur général à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires jusqu'à concurrence d'un montant nominal maximum de cinq cent millions de francs.

La société envisage d'émettre prochainement un emprunt obligataire, afin d'être en mesure d'apporter une aide plus efficace à l'économie régionale, conformément à sa tradition et aux nouvelles missions qui lui ont été assignées par l'Etat.

سكربت الامم المتحدة

| | | | | | | |
|----------------------|---------|---------|--------|--------|-------------------------|------|
| Belgique (100 DM) | 277 465 | 277 020 | 268 | 18 800 | Pain français (20 lit) | 805 |
| Bolivie (100 P) | 14 323 | 14 454 | 12 700 | 244 | Pain français (100 lit) | 548 |
| Brésil (100 R) | 250 050 | 250 050 | 244 | 83 | Pain suisse (20 H) | 2700 |
| Payas (100 R) | 80 300 | 80 300 | 77 | 114 | Pain suisse (20 H) | 2700 |
| Canada (100 C) | 108 930 | 108 930 | 107 | 12 150 | Souvenir | 1352 |
| Norvège (100 C) | 11 945 | 11 821 | 11 450 | 12 500 | Prix de 20 dollars | 582 |
| Grèce (100 drachmes) | 1 862 | 1 867 | 10 | 5 200 | Prix de 10 dollars | 250 |
| Indes (100 Ru) | 4 831 | 4 835 | 4 700 | 235 | Prix de 5 dollars | 126 |
| Suisse (100 S) | 324 150 | 322 620 | 317 | 114 | Prix de 50 pesos | 590 |
| Suède (100 kron) | 112 020 | 111 320 | 970 | 235 | Prix de 10 pesos | 250 |
| Autriche (100 sch) | 39 220 | 39 220 | 37 300 | 40 | | |
| Espagne (100 pes.) | 6 150 | 6 140 | 6 | 8 450 | | |
| Portugal (100 esc.) | 8 100 | 8 480 | 8 100 | 6 100 | | |
| France (100 F) | 5 280 | 5 285 | 5 100 | 5 410 | | |
| Canada (5 can 1) | 2 673 | 2 688 | 2 550 | 2 730 | | |
| Japon (100 yen) | | | | | | |

